



Colloque de Bujumbura, 7 - 9 décembre 1998

RUMEURS DE PAIX

SOCIETES EN CONVALESCENCE ET LIBERTE D'INFORMATION

[Rapport général](#) p. 5

Ouverture officielle :

[allocutions de M. le Recteur de l'Université du Burundi,](#) p.13

[de M. le Ministre de la communication,](#) p. 17

[de M. Jean Bonvin, Président du Conseil de fondation du Réseau.](#) p. 21

Liberté d'information et construction de la paix : rôle du document écrit

Le document au service de la mémoire

Quels sont / devraient être les documents à conserver en tant que témoignage du passé récent ? Quelles sont les expériences locales en la matière (Burundi, Kivu, Rwanda) ?

[Evariste NGAYIMPENDA](#) p. 28

[Thomas LWANGO](#) p. 39

Le document au service de la rumeur

Comment les écrits sont-ils utilisés pour alimenter / combattre des rumeurs (destructrices ou conciliatrices) ?

[Pierre-Claver NDAYCARIYE](#) p. 46

[Pierre Célestin MUMBU](#) p. 56

Le document au service des intérêts particuliers

Comment des acteurs partisans se servent-ils de documents écrits pour véhiculer leurs messages ? (exemples et illustrations)

[Théophile NDIKUMANA](#)

p. 68

Recueil, sélection, conservation, utilisation et diffusion des documents écrits

Le document au service de la paix

Quels types de messages de paix peuvent-ils être transmis efficacement par l'écrit ?

[Adrien NTABONA](#)

p. 74

[Paul KADUNDU](#)

p. 82

Les documents dans la transition vers la paix.

Quelques exemples : Afrique, Amérique centrale

[J.P. Gontard, IUED](#)

Rôles des différents acteurs : Universités, archives nationales, media et maisons de la Presse, organisations internationales, organismes régionaux, société civile, partis politiques....
Quelle synergie pour favoriser le recueil, la conservation et la diffusion des écrits les plus importants ?

[Paul NGARAMBE](#)

p. 85

Les nouvelles technologies pour la conservation & diffusion des documents écrits

L'état de la question : les technologies disponibles et appropriables

Quels moyens techniques sont-ils actuellement accessibles et fiables dans la région ?

Quels développements attendre à court terme (+ 3 à 5 ans) ?

[Michel GUERRERO](#)

p. 89

Réseau Documentaire International sur la région des Grands Lacs Africains

La manipulation et les manipulateurs

[Innocent MUHOZI](#) p. 94

Les documents utiles pour l'histoire de la région

[Catharine NEWBURY](#) p. 97

Expériences et résultats concrets du Réseau

[André GUICHAOUA](#)

Formation et appui technique aux relais locaux de traitement et diffusion des informations

[Georges CHARRIERE](#) p. 103

Valorisation des apports des partenaires de la région (Universités, ONG, org. int., société civile...)

[Charles NTAMPAKA](#) p. 106

Impact sur les tensions et les négociations dans la région

[Pascal RUTAKE](#) p. 112

Conclusion :

L'avenir de l'écrit dans les processus de paix

Quels sont les types de documents essentiels attendus pour faire évoluer un processus de paix?

[Juvénal NGORWANUBUSA](#) p. 119

Cérémonie de Clôture

**Rumeurs de paix
Société en convalescence et liberté d'information**

[Déo RUHAMANYI Bisimwa](#)

127

RAPPORT GENERAL

A l'initiative du Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs et de l'Université du Burundi et sous le patronage du Ministère Burundais à la Communication, avec le soutien de la Coopération Suisse et Française, s'est tenu à Bujumbura, du 7 au 9 Décembre 1998, un Colloque International sur le thème : « *RUMEURS DE PAIX, Sociétés en convalescence et liberté d'information* ».

Le Colloque poursuivait les objectifs suivants :

- **Préciser le statut et le rôle des documents écrits** dans la communication sociale et politique, la transmission de l'information, la conservation de la mémoire des grands événements de l'histoire d'un pays/d'une région ; leur importance relative par rapport à la tradition orale, aux différents moyens d'information publics, leur niveau de conservation, accès et diffusion.
- **Déterminer l'influence des écrits** (privés, publics, officiels, media) dans l'incitation à la haine ou à la réconciliation (en particulier leur lien avec la naissance, la propagation ou l'arrêt de rumeurs).
- **Encourager la liberté d'expression** et la pluralité des sources pour une information complète.
- **Faire un état des lieux en matière de conservation et diffusion** (classique/électronique) des documents papier.
- **Promouvoir la coopération universitaire** régionale et internationale en matière de traitement documentaire.
- **Favoriser la rencontre et l'échange** entre universitaires de la région, professionnels des media et utilisateurs de l'information.

La séance introductive a été marquée par le discours de Messieurs Gilbert MIDENDE, Recteur de l'Université du Burundi et Jean BONVIN, Président du Conseil de Fondation du Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains. L'un et l'autre, après avoir remercié les participants, la Coopération Suisse et Française et le Ministère Burundais de la Communication, ont d'une part mis en évidence le rôle crucial que l'information joue dans la résolution des conflits et la définition des politiques de développement efficaces, et d'autre part émis le voeu que le Colloque précise le rôle et la fonction de l'écrit dans les crises qui sécouent la région des grands lacs et soit le point de départ d'une nouvelle dynamique de recherche sur les problèmes de la région.

Le Colloque a été ouvert par Monsieur le Ministère de la Communication, qui après avoir constaté que la crise qui sécoue la région n'a pas épargné les Universités et les Universitaires, a exhorté les Recteurs des Universités de la Région à mettre sur pied un « Centre de Prévention des Conflits ».

Trois thèmes ont retenu l'attention des participants le premier jour à savoir :

- « Le document au service de la mémoire »
- « Le document au service de la rumeur »
- « Le document au service des intérêts particuliers »

Les exposés sur ces différents thèmes ont été suivis des débats dont l'essentiel peut être présenté comme suit :

S'agissant du premier thème, deux constats majeurs ont été faits : d'une part que les barrières politiques sont devenues des barrières intellectuelles; d'autre part que les écrits sur le passé et les problèmes de la région sont généralement orientés. Relativement aux objectifs du Réseau Documentaire international sur la Région des Grands Lacs., la question s'est posée de savoir si l'on pouvait identifier en vue de leur diffusion des écrits sur la région où il n'y avait pas de prise de position politique ou idéologique des auteurs . Sans se préoccuper outre mesure de la question quoique pertinente, le colloque a simplement mis l'accent sur le dimension éthique du choix des documents à diffuser. Néanmoins, le colloque a reconnu qu'il faut diffuser les documents qui reflètent l'état d'esprit des populations à un moment donné et laisser le chercheur exercer son esprit critique.

S'agissant du deuxième thème, deux constats ont été également faits : d'une part que la rumeur n'est pas forcément le fait d'une volonté délibérée; d'autre part que les rumeurs ne se développent que dans un contexte de déséquilibre social et à la limite de déséquilibre psychique des individus. L'absence des journaux d'analyse et le développement d'une culture du mensonge dans la région ont été stigmatisés.

Les discussions relatives au troisième thème ont quant à elles mis en relief le rôle des leaders d'opinion dans la diffusion des messages positifs que les intérêts partisans tendent souvent à disqualifier et la responsabilité spéciale du professeur d'université en ce domaine. L'universitaire, aussi bien que le politicien, devrait estimer le poids des mots qu'il utilise, spécialement lorsqu'il est placé dans un contexte de crise. Les participants ont regretté par ailleurs l'absence d'un consensus pour protester contre ceux qui perturbent les acquis positifs de l'évolution de sociétés de la région.

A cet égard, a-t-on pu constater du reste que la parole dans la société traditionnelle, s'inscrivait dans un contexte langage sous-entendu par d'autres valeurs. D'où sa codification pour éviter son exercice désinvolte ne nuise à l'harmonie sociale.

Le deuxième jour, cinq thèmes ont été traités à savoir :

- Le document écrit, la reculturation et l'inculturation au service de la paix
- Le document au service de la paix
- Le document dans la transition vers la paix
- Rôle des différents partenaires
- Les nouvelles technologies pour la conservation et la diffusion des documents écrits.

Des discussions autour de ces thèmes, il est ressorti qu'un problème de culture de paix se pose dans la région des Grands Lacs où depuis l'époque coloniale, on assiste à une acculturation par substitution.

La déculturation qui s'en est suivi, a ouvert la voie à une violence multiforme, laquelle violence est sous-tendue l'ethnocentrisme totalitaire.

Le souhait a été formulé de voir le Réseau favoriser le reculturation des société de la région politiques notamment par la diffusion des ressources culturelles de nos sociétés. En assumant ces ressources, l'on pourrait, pense-t-on, moderniser la tradition et inculturer la modernité. Le réseau est également invité à aider à déminer les sociétés de la région, à démolir aussi bien le mythe hamite que le mythe bantou qui sont tous les deux dévastateurs.

Le réseau devrait diffuser des messages de paix qui forment les consciences pour une inculturation, des messages qui aident détruire l'ethnocentrisme totalitaire.

Il a été toutefois précisé que d'un contexte idéologique chargé, les messages de paix pour être reçus doivent non seulement avoir un intérêt social réel, mais aussi revêtir une valeur éthique remarquable. Ils devraient par ailleurs être contextualisés.

Différentes expériences ont été passées en revue pour montrer le rôle du document dans la transition vers la paix. Les participants se sont préoccupés de l'impact des rapports des différentes commissions de réconciliations constituées ci et là. Force a été de constater que certes au-delà du document le temps joue également un rôle dans la transition vers la paix ; que cependant il faut agir avec un certaine subtilité. D'où l'importance des symboles qui toutefois peuvent parfois occulter de dures réalités.

Relativement au rôle des partenaires pour la récolte, la conservation et la diffusion des documents pour la promotion de la paix, le Conférencier, après avoir indiqué un certain nombre de partenaires, à savoir le Gouvernement et l'Assemblée Nationale, les média, la communauté internationale (ONG Internationales, ambassades, Agences du système des Nations Unies, Les Organisations régionales, la société civile(Organisations de femmes, de jeunes, les églises), les partis politiques de la mouvance et de l'opposition, le conférencier a fait le constat suivant : tous ces partenaires produisent des documents. La question s'est posée de savoir lesquels des documents produits par différents partenaires pourraient être retenus et diffusés pour la promotion de la paix. Avant d'ouvrir le débat, il a rappelé que nous devons mettre ensemble nos connaissances et nos interrogations, former les producteurs et les consommateurs du document. L'exposé a été ensuite enrichi, des interrogations eu des réponses.

Plusieurs intervenants ont fait remarquer que certains partenaires ne génèrent pas de documents au service de la paix. Ils ont stigmatisé le fait que certains tels quelques gouvernements agissant sur base d'informations obtenus de leurs ambassades mènent des actions souterraines. Il en est de même de certaines ONG. Ceci explique en partie les guerres qui sévissent dans la région des Grands Lacs Africains. Il a été suggéré d'avoir un sens critique pour distinguer le message de paix de celui de haine.

Concernant le Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains, il a été souhaité qu'il diffuse également les documents d'origine européenne. IL a été préconisé une diffusion large des documents du Nord et une définition des politiques nationales pour vaincre les contraintes d'analphabétisme, d'éducation et de langue de travail qui inhibent les efforts de diffusion du document auprès de la population.

S'agissant de nouvelles technologies pour la conservation et la diffusion des documents écrits (NTIC), il a été souligné qu'il s'agit d'un apport fonctionnel, consistant essentiellement en des améliorations quantitatives ainsi que qualitatives.

Il a été posé la question de savoir pourquoi on écrit. La réponse est que c'est pour se réapproprier le passé, construire l'avenir et donc d'éviter l'oubli, l'oubli de soi-même, l'oubli par les autres.

Les machines à mémoriser sont nombreuses. La première c'est le CD-ROM. C'est l'outil du Réseau Documentaire International. Il permet une réappropriation du passé et ne conservation de documents écrits. Il permet ensuite leur diffusion. Les autoroutes de l'information ont le même objectif et doivent obtenir les mêmes résultats bien qu'améliorés. Les universitaires (Enseignants et chercheurs) doivent saisir l'opportunité s'ils ne veulent pas se marginaliser à l'heure de la globalisation et de la mondialisation. L'AUPELF-UREF n'a pas manqué au rendez-vous en visant la valorisation de la production scientifique nationale et la formation au NTIC.

Après une mise au point sur la situation de l'utilisation des NTIC dans la région de l'Afrique des Grands Lacs. (L'Université du Burundi étant sur une bonne lancée avec son projet d'intranet, Internet, le projet de création du centre SYFED-REFER), des questions ont été soulevées et des réponses y ont été apportées.

Une des questions a été celle de la censure. Est ce que le médium électronique, est-ce que le CD-ROM ne subiront pas de censure comme le document écrit ? Il a été remarqué que quelle que soit la nature du médium, la censure se fait et se fera. Il faut par conséquent se mobiliser pour défendre l'accès à l'information scientifique.

Il a été aussi rappelé que les supports traditionnels restent et sont encouragés.

A ceux qui demandent que les universités de l'Est de la RDC soient appuyées par l'AUPELF-UREF, il a été répondu qu'il faut créer un environnement favorable et l'Agence de la Francophonie offrira les possibilités comme elle le fait ailleurs.

A ceux qui sont inquiets que le NTIC ne favorise la paresse, il a été précisé que la production est une affaire des chercheurs. L'AUPELF-UREF donne des possibilités. De toutes les façons si l'on ne produit pas, on est vite éliminé du système.

En conclusion, il a été constaté que pour que tout cela soit bien efficace, il faut éduquer des utilisateurs, du matériel et avoir accès aux bases de données.

Le troisième jour du Colloque a examiné sept thèmes ainsi intitulé :

- La manipulation et les manipulateurs.
- Documents utiles pour l'histoire de la région.
- Expériences et résultats concrets du Réseau.
- Formation et appui technique aux relais locaux de traitement et diffusion des information.
- Valorisation des apports des partenaires de la région.
- Impact sur les tensions et les négociations dans la région.
- L'avenir de l'écrit dans les processus de paix.

Des discussions, il est ressorti clairement qu'il est devenu possible grâce aux moyens techniques disponibles aujourd'hui, de procéder aux arrangements de la réalité. La radio, la Télévision, la vidéo la photographie, et surtout avec l'ordinateur, offrent d'immenses possibilités de falsification, de truchage de l'information.

Après avoir fourni quelques exemples de manipulation de l'information et des éléments intervenant dans la chaîne de falsification de l'information (par exemple le facteur temps), le conférencier a épinglé l'épineuse question de responsabilité qui oblige à s'interroger sur l'impact social que l'information peut avoir sur l'opinion dans certains contextes.

L'interrogation sur ce qu'il faut diffuser et sur ce qu'il ne faut pas diffuser, assez problématique dans certains cas peut par ailleurs être interprété comme une volonté de rétention de l'information.

Les débats ont également fait ressortir un certain nombre de préoccupation touchant au silence de l'information ici quand l'information est diffusée ailleurs (BBC RFI...), à la manipulation des journalistes eux-mêmes. Peut-on par ailleurs arriver à débarrasser l'information de sa fonction idéologique.

D'autres questions ont retenu l'attention des participants à savoir l'éventuelle typologie des manipulations, la place de la manipulation dans le combat politique et le préjugé de fausseté reversé souvent à des informations qui ne viennent pas de son camp.

S'agissant des documents utiles pour l'histoire de la région, l'orateur a axé son exposé sur trois grands points :

- un inventaire très riche des documents utiles et déjà reconnus et utilisés par la plupart des chercheurs tant pour la période précoloniale que pour la période coloniale ;
- de nouvelles questions dans l'étude de l'histoire de la région des Grands Lacs telles que les non élites, les femmes, ... en se servant d'autres sources telles que les chansons, les proverbes, le discours caché, etc...
- une approche pour collecter et conserver les documents dans le contexte actuel qui est particulièrement difficile. Concluant, l'orateur a souligné qu'il y a urgence de constituer une banque des données sur la situation actuelle : collecte des expériences positives, conditions ayant conduit aux génocides.

Lors des discussions autour de ce thème, plusieurs problèmes ont été soulevés :

- L'inaccessibilité des documents qui sont détenus par les anciennes métropoles et les maisons généralisées des missionnaires.
- La disparition des documents d'histoire du fait de la situation confuse actuelle. D'où l'urgence de les recueillir (on brûle les archives, les monuments gênants, on abat les arbres mémoires, etc...).
- La difficulté d'avoir les moyens financiers nécessaires à cette opération.
- Le caractère interdisciplinaire de l'histoire qui doit sans cesse faire appel à d'autres sciences pour mieux appréhender la vérité.

Le troisième jour a été surtout consacré aux exposés en rapport avec le Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains.

Le premier très technique sur **les Expériences et résultats concrets du Réseau** a relaté les premiers contacts à l'origine de la création du réseau avant de parler des problèmes institutionnels et de fonctionnement du Réseau ainsi que l'implication de chaque Université. Enfin, dans sa deuxième et dernière partie, l'exposé a parlé du CD-Rom et de ses issues possibles.

L'exposé sur la Formation et appui technique aux relais locaux de traitement et diffusion des informations, s'est attaché à montrer comment utiliser les possibilités du Réseau au Burundi, au Rwanda et en République Démocratique du Congo et le profit à en tirer.

L'essentiel de l'exposé a essayé d'éclairer un certain nombre de questions quant à sa pertinence, à sa mise en œuvre, et particulièrement en ce qui concerne le transfert de technologie aux régions moins bien équipées.

Les questions consécutives à ces deux exposés avaient pour but de connaître la provenance et l'identité des documents à produire et à diffuser, les raisons de l'implantation du Réseau à Bujumbura et les services que d'autres Universités en tireront, la provenance des financements.

L'exposé sur la valorisation des apports des partenaires de la Région (Universités, ONG, organismes internationaux, société civile,...) a bien montré le profit que les Universités et les chercheurs pouvaient tirer du réseau. Son rôle serait de parvenir à réduire les tensions sociales, de proposer des alternatives au lieu de chercher des puces chez l'autre, de permettre aux Universitaires de s'exprimer et de montrer le rôle de l'élite dans nos sociétés. Le Réseau permettra en outre l'accessibilité à d'autres milieux universitaires, d'offrir un espace de liberté et de coopération Sud-Sud au lieu de Nord-Nord uniquement.

A la fin de la journée, les participants ont suivi les deux dernières interventions relatives successivement à **l'impact sur les tensions et les négociations dans la région et à l'avenir de l'écrit dans les processus de paix.**

Le premier exposé s'est articulé autour de deux axes à savoir celui des médias et de la presse dans l'extension régionale des tensions et celui de l'impact de l'information dans le processus de concertation dans la région. Il a montré notamment que la haine qui est détectée dans la presse est porteuse de peur pour l'avenir, alors que la multiplication des journaux est liée au processus démocratique.

Parlant de l'impact de l'information dans le processus de concertation dans la région, le conférencier a relevé d'autres messages invitant chacun à s'engager personnellement à apporter sa contribution à l'établissement de la paix dans le monde en général et dans la région des grands lacs en particulier, le changement fondamental ne pouvant être atteint que si on restaure la clairvoyance et l'impartialité avec la liberté d'esprit, le sens de la justice avec le respect des droits de l'homme, le sens de équité et de la confiance mutuelle. C'est le sens de la mission du CREFOPAD pour lequel le Réseau pourrait jouer un rôle catalyseur des synergies afin qu'émerge une communauté scientifique unie par des travaux communs, de publication et des concertations périodiques.

En conclusion du Colloque, la communication sur l'avenir de l'écrit dans le Processus de Paix a d'abord souligné comme les précédents l'importance du document écrit, dont le but reste celui d'enseigner, l'illustrer, d'apporter une preuve ou un témoignage, de faire la publicité, de populariser. L'orateur a rappelé le poids encore sensible de la tradition orale en montrant les codes encore perceptibles et qui ont maintenu un certain équilibre social.

Le postulat de départ était que si certains documents ont causé tant de ravages, c'était en grande partie parce que les auteurs s'étaient écartés des codes de conduite inhérents aux populations. Dans ces conditions, l'écrit de demain devra prendre volontairement et résolument le parti de corriger les errements du passé, impulser une dynamique de nature à voir éclore une presse diversifiée et responsable. L'avenir de l'écrit sera conditionné aussi par des Programmes scolaires conséquents et une école citoyenne. L'orateur a enfin relevé l'intérêt de ce projet de relecture des écrits de la Région des Grands Lacs avant d'en appeler au travail de canalisation, d'orientation, de diffusion du document écrit à un moindre coût par les pouvoirs publics et les collectivités locales.

RECOMMANDATIONS

A l'issue des présentes assises, les participants tiennent à remercier les organisations du colloque, qui leur ont fourni l'occasion d'échanger et de comprendre l'intérêt qu'il y a à se résoudre à la critique des écrits de toute provenance et d'axer désormais la réflexion sur tous les divers documents en réservant à chacun d'entre eux une critique sévère mais utile.

Les participants reconnaissent également la nécessité d'accorder toute l'attention voulue à la valeur éthique du document.

Les participants réaffirment l'urgente nécessité de contribuer à arrêter le désastre de la désinformation, de la rumeur et du mensonge qui empêchent les populations de devenir maître de leur destin.

Les participants interpellent les organes d'information ainsi que les hommes des médias afin qu'ils jouent leur rôle dans la promotion d'une culture de paix.

Les participants interpellent les hommes politiques sur leur responsabilité historique à travers les messages qu'ils peuvent transmettre et qui peuvent entraîner les violences.

Les participants condamnent les médias de la haine afin qu'ils cessent d'opposer les populations.

Les participants recommandent au Réseau de favoriser la reculturation des sociétés de la région, d'aider à démolir les mythes dévastateurs qui minent les sociétés de la région.

Les participants recommandent également au Réseau de mettre sur pied un programme de récolte des documents et d'en rechercher le financement.

Les participants recommandent aux universitaires de la sous-région de mener des études concertées sur le rôle de la culture dans la prévention et la résolution pacifique des conflits dans la région des Grands-Lacs.

Les participants recommandent aux Gouvernements de la région de négocier le rapatriement des archives de nos pays détenus dans les pays occidentaux ou tout au moins leur copie.

Les participants soutiennent la création d'un réseau documentaire régional qui constitue un atout majeur pour aider les capacités actuelles et potentielles à disposer des informations sur les pays de la région des Grands Lacs et à alimenter les réflexions visant à prévenir les tensions et réduire l'impact de la rumeur et de la désinformation.

**ALLOCUTION DU RECTEUR DE L'UNIVERSITE DU BURUNDI A L'OCCASION DE L'OUVERTURE
DU COLLOQUE : « RUMEURS DE PAIX, SOCIETE EN CONVALESCENCE ET LIBERTE
D'INFORMATION.**

Bujumbura du 7 au 9 décembre 1998.

Monsieur le Ministre de Communication et Porte-Parole du Gouvernement,
Messieurs les Ministres,
Madame le Délégué de la Coopération Suisse dans la région des Grands Lacs,
Monsieur le Représentant du Gouvernement Français,
Madame, Messieurs les Représentants des Corps diplomatiques et Consulaires, et des
Organisations Internationales ,
Monseigneur le Recteur de l'Université Catholique de Bukavu,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs les Professeurs des Universités de la région des Grands lacs,
Mesdames, Messieurs,

C'est un réel plaisir, en même temps que cela constitue pour nous un grand honneur, que de prendre la parole le premier dans ces cérémonies d'ouverture du colloque intitulé :
« **RUMEURS DE PAIX, SOCIETE EN CONVALESCENCE ET LIBERTE D'INFORMATION** ».

Nos premiers mots seront naturellement de souhaiter la chaleureuse bienvenue et nos sincères remerciements à tous ceux qui sont présents dans cette salle, à tous ceux qui sont venus de près ou de loin.

Nous commencerons par saluer chaleureusement les membres de la Fondation pour la Diffusion de la Documentation sur la région des Grands Lacs Africains qui sont les initiateurs de cette importante rencontre. Nous avons, dans cette salle, une bonne représentation de ces amis de l'Afrique et de la région des Grands Lacs en particulier, qui nous sont venus de loin, de l'Europe, d'Amérique, tous animés par le même sentiment de sympathie et de solidarité à notre région.

Nous leur disons sincèrement merci, parce que nous savons qu'ils ont enduré beaucoup de difficultés pour arriver à Bujumbura. Depuis le blocus injuste et illégal décrété contre notre pays en juillet 1996, les voyages au Burundi sont devenus acrobatiques, seuls les vrais amis acceptent aujourd'hui de se soumettre à cet exercice.

Nous voudrions également saluer nos amis et frères venus des Universités du Rwanda, de la République Démocratique du Congo et nos collègues de l'Université du Burundi. C'est devenu une habitude – mais est-ce une raison de ne pas le mentionner ?-, les Universités de la région des Grands Lacs ont pris l'option de travailler ensemble, de réfléchir en commun sur des questions scientifiques ou d'intérêt socio-économique et politique de l'heure. Les programmes académiques sont conduits en synergie et en parfaite complémentarité. C'est pourquoi nous leur adressons nos fraternelles salutations et nos remerciements d'avoir répondu à ce rendez-vous.

Messieurs les Professeurs et chers collègues,

Merci d'être là ; soyez les bienvenus ; vous êtes ici chez vous. Vous avez l'habitude de vous retrouver régulièrement et de travailler ensemble. Nous n'avons aucun doute du succès que connaîtra cette rencontre.

Messieurs les Ministres,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

A l'heure où toutes les Nations aspirent à l'union totale pour leur épanouissement économique, sociale et politique, à l'heure de la mondialisation notamment des valeurs universelles ayant trait au droit de la personne humaine, l'Afrique, de manière générale et les pays de la région des Grands Lacs en particulier, sont plongées dans des guerres ethniques aussi bien barbares que meurtrières, qui gagnent petit à petit toute la région de l'Afrique Centrale, Orientale et Australe.

Privilégiant le sensationnel au détriment de la vérité, les médias jouent dans cette sale guerre le rôle de promoteur du mensonge, déforment sciemment ou par facilités les faits et développent des formules stéréotypées.

La communauté internationale qui écoute à longueur de journée ces médias est désabusée, désorientée et émet à son tour des jugements de valeur. L'Organisation de l'Unité Africaine comme l'Organisation des Nations Unies ne savent plus que faire et prennent souvent des décisions pour le moins déroutantes lorsqu'elles ne s'abstiennent pas à l'action salutaire et restent dans l'expectative.

Cette situation qui met en danger le devenir de plusieurs générations, engage la responsabilité des intellectuels et en particulier les Professeurs et Chercheurs des Universités des pays des Grands Lacs, qui n'acceptent plus de se taire. Individuellement et collectivement nos universitaires se sentent désormais engagés pour faire face à cette situation explosive, en vue d'apporter leur contribution au retour à la paix et à la stabilité sous-régionale.

Nous avons donc décidé de sortir de la torpeur engendrée par les extrémismes de tout bord, pour jouer le noble rôle d'avant-garde. Nous l'avons déjà montré au mois de mai dernier, en organisant le colloque sur le **thème « Démocratie, bonne gouvernance et développement pour une paix durable dans la région des Grands Lacs »**.

Le colloque **« Rumeurs de paix, société en convalescence et liberté de l'information »** que Son Excellence Monsieur le Ministre de la Communication va ouvrir tout à l'heure n'en est pas un de plus. Il s'inscrit dans cette logique de la continuité de notre action et inaugure une série d'autres projets d'envergure comme notamment l'ouverture à Bujumbura d'un **Bureau du Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs**.

Malgré les dures épreuves que nous avons encore à endurer pour sortir de cet engrenage, nous pouvons afficher aujourd'hui notre fierté légitime que nous sommes là, debout, que nous ne nous contentons pas seulement de suivre, mais que nous faisons preuve d'imagination et de notre mieux pour rester accrochés à l'idéal universitaire, en participant activement au renforcement des valeurs sacrées de la vérité, de la paix et de la solidarité humaine.

Messieurs les Ministres,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

Cette solidarité entre les Universités de la sous-région qui est devenue une réalité aujourd'hui et qui fonde notre espoir, bénéficie depuis quelque temps de l'appui incontestable de nos amis, universitaires ou proches d'Universités, que nous avons un peu partout dans le monde.

Nous en avons la preuve aujourd'hui car nous saluons dans cette salle des collègues qui nous viennent de l'O.C.D.E., de l'Institut Universitaire d'Etudes de Développement de Genève, de l'Université de Lille I, de l'Université de Yale aux U.S.A.

Encore une fois chers amis, nous vous disons merci, nous vous souhaitons tous un agréable séjour à Bujumbura. Nous ferons tout pour rendre votre séjour aussi agréable que possible. Votre présence parmi nous est un signe éloquent de votre attachement à nos efforts de résister à la fatalité, à notre ferme volonté d'intégration régionale en matière de recherche et d'enseignement, à notre ouverture au monde.

Messieurs les Ministres,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

Nous tenons à rendre un hommage particulier au **Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains de Genève**, pour son projet de créer à Bujumbura un Bureau de ce Réseau.

En évoquant cet événement, (loin de nous l'idée de vanter nos mérites), nous voudrions simplement souligner qu'avec la création du **Bureau du Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs**, nos Universités viennent d'obtenir un outil qui leur permettra d'être plus efficaces dans leur collaboration, plus compétitive pour gérer l'information locale et régionale et la diffuser, d'être une référence avant toute autre Université ou Institution étrangère.

Messieurs les Ministres,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-nous avant de céder la parole à d'autres orateurs, de nous acquitter d'un agréable devoir, celui d'exprimer nos remerciements à toutes les personnes et Institutions qui ont rendu possible la tenue de ce colloque.

Nous pensons premièrement à Son Excellence le Ministre de la Communication et Porte-Parole du Gouvernement qui a accepté non seulement de patronner cette importante rencontre scientifique, mais qui s'est associé à nous pour l'organisation et la tenue de ce colloque.

Sa présence parmi nous apportera beaucoup d'éclairages sur les différents thèmes à aborder grâce à son expérience comme Professeur d'Université mais également comme personnage politique depuis plusieurs années.

Monsieur le Ministre,

Encore une fois, nous vous disons merci d'avoir accepté d'être avec nous autour d'une réflexion aussi importante que celle en rapport avec la paix, le redressement social, économique et politique de la sous-région.

Nos remerciements s'adressent bien évidemment à la Coopération Suisse, à la Coopération Française, à l'O.C.D.E., qui ont bien voulu nous soutenir par leur contribution financière, sans laquelle il n'aurait pas été possible d'organiser cette rencontre.

Nous leur exprimons notre gratitude pour cette compréhension. Le succès de nos efforts et la réussite des travaux de ce colloque sera également la leur.

VIVE LA COOPERATION UNIVERSITAIRE POUR LA SOLIDARITE ENTRE LES PEUPLES.

NOUS VOUS REMERCIONS.

**DISCOURS DE S.E. MONSIEUR LUC RUKINGAMA, MINISTRE DE
LA COMMUNICATION ET PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT A
L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU COLLOQUE
INTERNATIONALE SUR LE THEME : « RUMEURS DE PAIX,
SOCIETE EN CONVALESCENCE ET LIBERTE D'INFORMATION ».**

BUJUMBURA DU 07 AU 09 DECEMBRE 1998.

Messieurs les Ministres,
Monsieur le Recteur de l'Université du Burundi,
Madame le Chef de la Mission de Coopération Suisse dans la Région des Grands Lacs,
Madame, Messieurs les Représentants des Corps Diplomatiques et Consulaires, et des
Organisations Internationales,
Monseigneur le Recteur de l'Université Catholique de Bukavu,
Mesdames, Messieurs les Professeurs venus des Universités et Institutions amies,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs les Professeurs des Universités de la Région des Grands Lacs,
Mesdames, Messieurs,

Parler le dernier, c'est regratter, comme dirait G.Genette, un Palimpseste sans cesse regratté. Je m'en voudrais néanmoins de ne pas prendre ce risque – et je demande votre indulgence -, pour joindre ma voix à celles des autres orateurs qui m'ont précédé et adresser mes cordiales salutations et mes remerciements à tous ceux qui ont répondu à notre appel, pour être aujourd'hui avec nous dans ces cérémonies d'ouverture du colloque « Rumeurs de paix, société en convalescence et liberté d'information ».

Permettez-moi d'abord de remercier le Recteur de l'Université Catholique de Bukavu qui est venu lui-même à ce colloque à la tête d'une forte délégation ; les Recteurs de l'Université Nationale du Rwanda, de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs de Goma qui ont envoyé des délégués, faute de pouvoir venir eux-mêmes avec leurs délégations ; et enfin le Recteur de l'Université du Burundi. A travers ces hauts responsables, je voudrais également rendre hommages aux équipes des Professeurs de ces Institutions, pour le combat qu'ils mènent en commun depuis quelques années pour que la paix revienne vite dans la sous-région.

D'aucuns le savent, la crise qui secoue la Région des Grands Lacs n'a pas épargné les Universités. Celles-ci ont perdu une partie de leurs Professeurs, des Chercheurs et des Etudiants. D'autres ont été contraints à l'exil. Suite à ces malheurs auxquels s'est ajouté le retrait des coopérations bilatérale et multilatérale, personne ne s'attendait à voir ces Universités rester debout, maintenir leurs activités académiques, développer une coopération bilatérale très efficace et en parfaite complémentarité, mener en commun des recherches et des réflexions.

Tout cela nous le devons, Mesdames, Messieurs, à la détermination de ces Recteurs et des Professeurs qui ont décidé parfois dans un effort de sublimation, pour que l'idéal universitaire soit l'unique solution pour la recherche de la vérité et de la paix.

Le colloque dont j'ai l'honneur de présider les cérémonies inaugurales, s'inscrit dans cette logique. Nous le devons à cette détermination commune aux quatre Universités qui ont décidé de jouer le rôle d'avant-garde dans cette sous-région, meurtrie par des conflits ethniques interminables.

Oui, en proie à une guerre qui n'a pas de nom, la Région des Grands Lacs, (principalement le Rwanda, la République Démocratique du Congo et le Burundi), fait régulièrement la une de l'actualité. De nombreux écrits, livres, revues et articles des média internationaux ont été diffusés souvent en dehors des concernés.

Le présent colloque se présente comme une réponse à cette situation. Il s'inscrit dans un cadre d'autres réflexions qui ont déjà lieu dont notamment le colloque international organisé par ces quatre Universités sur le thème : « **Démocratie, bonne gouvernance et Développement pour une paix durable dans la Région des Grands Lacs : contribution des Universités et des Universitaires** » tenu à Bujumbura du 18 au 22 mai 1998.

Parmi les recommandations issues de ce colloque nous en avons retenu deux qui attirent particulièrement notre attention : la première est celle qui interpelle directement les Recteurs et qui dit, je cite : « Les Recteurs des Universités de la sous-région sont invités à mettre sur pied un Centre ou Institut Régional de Recherche sur les mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits, ainsi qu'un Centre Régional de Formation du Personnel Judiciaire à tous les niveaux. » ; la seconde s'adresse aux universitaires pour leur demander, je cite encore : « de faire une analyse critique et systématique des écrits coloniaux pour arrêter la circulation des concepts erronés tels que les mythes hamitiques et bantous ».

L'idée d'organiser une rencontre scientifique d'envergure comme celle d'aujourd'hui et de créer un Bureau du Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs, est une réponse rapide à ces recommandations que nous venons de citer. Ces initiatives endogènes n'auraient pas pu aboutir du moins dans un délai aussi court si nos Universités n'avaient pas bénéficié d'un appui extérieur.

Messieurs les Ministres,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

Le Recteur de l'Université du Burundi l'a évoqué dans son discours et je ne peux m'empêcher de le répéter : les résultats auxquels les Universités de la Région des Grands Lacs arrivent aujourd'hui, émanent certes, d'une volonté interne à la sous-région, mais ils sont aussi le fruit d'une solidarité internationale très active.

Cette solidarité nous la devons à nos amis universitaires et proches des universités qui sont présents dans ces cérémonies et qui resteront avec nous durant toute la période des travaux. Cette solidarité nous vient également des Gouvernements dont nos amis sont originaires.

Je voudrais profiter de cette heureuse opportunité pour joindre ma voix à celle du Recteur et exprimer, au nom du Gouvernement Burundais, ma profonde gratitude à tous ces amis qui viennent des Universités et Institutions étrangères et à leurs Gouvernements, pour leur solidarité.

Messieurs les Ministres,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs les participants au colloque,

Permettez-moi à présent de revenir sur le colloque lui-même, sur les grandes lignes de son programme général, qui tourne autour de quatre principaux axes, à savoir :

1. Liberté d'information et construction de la paix ;
2. Recueil, sélection, conservation et diffusion des documents écrits ;
3. Les nouvelles technologies et la conservation et la diffusion des documents écrits ;
4. Le Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains.

Dans ce beau projet « **Rumeurs de paix** », la dialectique « Liberté d'information et construction de la paix » occupe une place de premier plan. En effet, toute liberté suppose des devoirs. Dans notre région des Grands Lacs, minée par des guerres fratricides, des crises et des divisions de toutes natures, l'information n'a-t-elle pas aussi et surtout le devoir de construire la paix, d'en édifier les défenses dans le cœur des hommes ? C'est le sens de la responsabilité qui promeut la liberté de la presse. Ici, plusieurs thèmes seront explorés.

D'abord, les participants analyseront le rôle du document écrit. Celui-ci n'est-il pas au service de la mémoire ? A ce titre, quels devraient être les documents, à conserver en tant que témoignage du passé récent ? Quelles sont les expériences locales tentées en la matière par le Burundi, le Rwanda et le Kivu ? Quelles sont celles venues d'ailleurs ?

Cependant hélas, le document écrit se met aussi souvent au service de la rumeur. Une rumeur, ô combien destructrice dans notre zone. Une rumeur génératrice de violence ! Le colloque devra justement examiner comment les écrits sont utilisés pour combattre ou alimenter des rumeurs, pour détruire ou édifier.

Par ailleurs, la violence dans la région des Grands Lacs n'aurait pas atteint son niveau actuel d'honneur si, entre autres, les acteurs politiques de notre zone n'avaient pas d'abord cherché à satisfaire leurs intérêts individuels. Le colloque devra précisément examiner comment des acteurs partisans se sont servis et se servent encore des documents écrits pour véhiculer leurs messages. A partir de certaines illustrations, il montrera comment des politiciens mesquins usent de l'écrit pour assouvir des ambitions de pouvoir immédiat.

Mais, saurait-on en rester à cette note négative ? Non, certes. Car il doit exister plusieurs types de messages de paix susceptibles d'être transmis, de manière efficace, par l'écrit. Le colloque ne devrait pas se contenter d'un simple inventaire scientifique.

Mesdames, Messieurs,

Le deuxième axe de réflexion du colloque se focalise sur le recueil, la sélection, la conservation et la diffusion des documents écrits. Comment, en cette matière, ignorer, entre autres exemples, l'Afrique Australe et l'Amérique Centrale ? Le colloque examinera les expériences des commissions de réconciliation nationale, telles qu'elles se passent dans ces

régions du monde après la guerre civile. Quel usage ces commissions font-elles des documents écrits ? Quelles leçons peut en tirer notre zone en turbulence ?

Cependant, ces expériences de réconciliation impliquent une synergie des rôles des différents acteurs dans le recueil, la sélection, la conservation et la diffusion des documents écrits. Dans quelle mesure les archives nationales, les Universités, les médias et maisons de presse, les organisations internationales, les organismes régionaux, la société civile, les partis politiques, etc., peuvent-ils œuvrer de concert pour mener à bonne fin cette tâche de recueil de conservation et de diffusion des écrits les plus importants ?

Cette interrogation nous conduira à passer succinctement en revue les nouvelles technologies de conservation et de diffusion des documents écrits. Mais aussi, les participants étudieront le problème de la manipulation de l'opinion et de la falsification des documents à l'heure des médias électroniques.

Enfin, Mesdames, Messieurs les participants, vous vous pencherez sur le thème, combien urgent, du Réseau Documentaire International sur la région des Grands Lacs Africains.

Après un bref aperçu historique de la création du Réseau depuis 1996, vous verrez, ensemble, comment il peut contribuer à la formation et à l'appui technique aux relais locaux de traitement et diffusion des informations. Ces relais locaux seront valorisés pour pouvoir apporter à l'ensemble du Réseau une contribution digne de ce nom.

Toutefois, derrière toutes vos considérations sur le Réseau Documentaire International sur la région des Grands Lacs Africains, ayez dans l'esprit son impact sur les tensions et les négociations dans notre zone. Nous voulons sortir de l'impasse. Nous voulons la paix et sommes déterminés à œuvrer pour la restauration de la paix sur nos collines, dans nos cités, dans nos pays, dans notre région longtemps meurtrie par la guerre et les conflits socio-politiques de toutes natures. Quel sera, dans ce contexte de crise, l'avenir du document écrit ? Quel sera sa place dans les processus de paix ?

Oui, nous osons l'affirmer : l'écrit peut lui aussi, contribuer à élever, dans l'esprit des hommes, et ceux de notre région en particulier, les défenses de la paix.

Dans notre région, écrire aujourd'hui ce n'est pas faire de l'art pour l'art ; écrire utilement, c'est mobiliser pour la paix et la stabilité. Puissent ces « **rumeurs de paix** » incarner l'annonce de l'avènement dans notre pays, dans la région d'une ère nouvelle, une ère de paix.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Sur ces mots d'espoir, je déclare ouvert le colloque « Rumeurs de paix, société en convalescence et liberté d'information ».

VIVE LA COOPERATION UNIVERSITAIRE

VIVE LA SOLIDARITE ENTRE LES PEUPLES.

JE VOUS REMERCIE .

RUMEURS DE PAIX, SOCIETE EN CONVALESCENCE ET LIBERTE D'INFORMATION

**COLLOQUE ORGANISE PAR L'UNIVERSITE DU BURUNDI, L'UNESCO
ET LE RESEAU DES GRANDS LACS AFRICAINS
BUJUMBURA, BURUNDI DU 7 AU 9 DECEMBRE 1998**

**INTRODUCTION PAR JEAN BONVIN,
PRESIDENT DU CONSEIL DE LA FONDATION POUR LA DIFFUSION ET
LA DOCUMENTATION SUR LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS
PRESIDENT DU CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'O.C.D.E., PARIS.**

Excellences Messieurs les Ministres,
Messieurs les Recteurs,
Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de Président du Conseil de Fondation du Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains, je voudrais à mon tour vous souhaiter à vous toutes et vous tous, Mesdames et Messieurs une très cordiale bienvenue à ce Premier Colloque du Réseau placé sous le Haut Patronage du Ministre de la Communication du Burundi et organisé en étroite collaboration avec l'Université du Burundi.

Au nom de tous les participants, je voudrais exprimer mes plus vifs remerciements à :

- Monsieur le Recteur Gilbert MIDENDE pour ses chaleureuses paroles des bienvenues et ses propos introductifs.
- Nos partenaires et amis burundais qui ont mis tout en oeuvre - je suis heureux de le souligner car je me sens très proche d'eux, le Burundi étant en quelque sorte ma deuxième patrie - pour assurer la réussite de cette Première Rencontre du Réseau en terre africaine.

La présence parmi nous ce matin :

- Monsieur Luc RUKINGAMA, Ministre de la Communication et porte-parole du Gouvernement.
- Monsieur Prosper MPAWENAYO, Ministre de l'Education Nationale.
- Monsieur Adrien SIBOMANA, ancien Premier Ministre.

- Et des plusieurs hauts fonctionnaires démontre, s'il en était besoin tout l'appui que les autorités burundaises apportent au renforcement du dialogue entre de nombreux universitaires et chercheurs venus de plusieurs Universités de la Région des Grands Lacs.

A cet égard, c'est avec plaisir que je salue la présence parmi nous;

- De la Délégation de l'Université Nationale du Rwanda conduite par son Vice-Recteur, Monsieur Déo BYANAFASHE.
- De trois importantes Délégations du Congo Démocratique :
 - * celle de l'Université Catholique de Bukavu, conduite par son Recteur Monseigneur Déo RUHAMANYI,
 - * celle de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs de Goma, conduite par le Professeur KABUTU BIRIAGE, Doyen de la Faculté de Théologie.
 - * et enfin celle du Centre Universitaire de Goma représenté par le Secrétaire Général Académique, Monsieur MASUMBUKO.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Comme vous pouvez vous l'imaginez, la tenue de ce Premier Colloque du Réseau a été rendu possible grâce à la générosité de plusieurs sponsors, et tout particulièrement :

- du Département Fédéral des Affaires Etrangères de la Confédération Suisse représentée ici par Madame Brigitte KEHRER, Chargée d'Affaires à l'Ambassade de Suisse à Kigali qui est accompagnée de Madame Annamarie MINDER et de Monsieur REMONDINO, Consul de Suisse au Burundi,
- du Ministre Français des Affaires Etrangères et de la Coopération dont je salue la présence du Représentant de Monsieur l'Ambassadeur Jean-Pierre LAJAUNIE.
- et du Conseil Régional du Nord.
- Enfin la présence de plusieurs Représentants d'Ambassades et Fonctionnaires d'Institutions Internationales dont l'UNESCO, le PNUD et de Monsieur GERRERO, Représentant de l'AUPELF nous réjouit beaucoup.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est avec énormément de plaisirs mais aussi avec beaucoup d'émotion que je suis revenu au Burundi après dix ans d'absence. Dix ans c'est long quand on aime une Région qui a joué un rôle décisif dans ma vie professionnelle. De plus, je dois reconnaître que, sentimentalement, je me sens très proche de toute cette région des grands lacs et du Burundi en particulier. Et, je

n'ai jamais oublié les liens de travail et d'amitié que j'ai tissés avec nombre des Burundi pendant les huit années que j'ai passées à Bujumbura.

Et justement, de par ces liens privilégiés qui m'attachent au Burundi, c'est avec une peine profonde et un grand désarroi que, de loin, en France, j'ai suivi l'évolution d'un conflit et de la guerre avec son cortège de souffrances terribles pour les populations de la Région des grands lacs. Comme nombre d'entre vous, j'ai tourné et retourné dans ma tête des questions ô combien complexes et qui sont restées sans réponse. Comment sortir de ce terrible drame ?

Loin de moi l'idée de proposer aujourd'hui des solutions toutes faites. Néanmoins, je suis heureux de l'opportunité qui nous est offerte par la Fondation du Réseau dont j'assume la Présidence, de dialoguer et d'échanger nos réflexions qui vont dans un sens que j'espère très positif sur la voie de la reconstruction et de la paix.

IMPORTANCE DE L'INFORMATION EN PERIODE DE CRISE.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Dans une période de conflit et de souffrances, il est tout naturel que des partenaires et des Amis de l'extérieur offrent spontanément leur appui pour tenter de répondre aux besoins de première nécessité des victimes. L'on pourrait penser que la collecte et la diffusion de l'information sont, dans de telles circonstances, de l'ordre du superflu. Pourtant, quiconque travaille avec les médias, les organes de décision politiques ou les organisations humanitaires sait pertinemment que l'information est l'un des besoins de première nécessité : sans une information fiable, il ne peut y avoir d'action efficace.

Mais l'information est également essentielle au-delà d'utilisations directement opérationnelles. La diffusion de l'information **pendant** et **au lendemain** d'une situation de conflit aide à reconstruire une société dans laquelle la liberté même de l'information permet à chaque citoyen de formuler son propre jugement quant aux tâches à accomplir pour ramener la paix.

L'information constitue également l'un des fondements du développement économique. Dans les pays industrialisés de l'O.C.D.E, les décideurs ne cessent de revenir sur l'importance de l'information pour le développement des économies fondées sur le savoir. Le savoir est en soi l'un des fondements du développement économique. La révolution informatique par exemple, sur laquelle repose l'essentiel du dynamisme de l'économie mondiale, est fondée sur le savoir. Et sans ordinateurs, notre monde serait désormais incapable de fonctionner.

Mesdames, Messieurs, laissez-moi vous dire que les objectifs de la Fondation et les questions à l'ordre du jour de cette réunion sont aussi au coeur des travaux que nous menons à l'OCDE. En effet, le Centre de Développement effectue des recherches sur les problèmes de développement dont les conclusions donnent lieu à des recommandations de politiques à l'intention des décideurs et des responsables politiques au Nord comme au Sud.

Or, au Centre de Développement, nous avons appris une chose s'agissant de la situation d'un pays en développement :

- le plus important n'est pas de savoir ce qu'il s'est **exactement** produit dans le cadre d'un processus de développement particulier, ni même quels sont **exactement** les résultats de telle ou telle mesure;
- l'important, c'est d'analyser et d'évaluer **pourquoi** un processus a évolué dans un sens ou dans un autre;
- puis de dégager les leçons de l'analyse pour définir de nouveaux objectifs politiques.

DIVERSIFIER LES SOURCES D'INFORMATION.

Mais il est clair que les travaux de recherche sur des questions parfois complexes de politique de développement sont tributaires des informations et des données dont on dispose. Les sources d'information sont nombreuses mais par expérience, je sais que lorsqu'on travaille dans le Nord, on a tendance à utiliser les données émanant de ce qu'on appelle les « grands acteurs » (« major players »). De ce fait, les sources d'information qu'on utilise sont le plus souvent celles de la Banque Mondiale, des Instituts de Recherche travaillant pour des Universités du Nord, et aussi, naturellement, les statistiques de l'OCDE.

Or, lorsqu'on travaille sur les questions de développement, si l'on veut avoir un panorama complet et équilibré d'une situation, il est indispensable d'élargir ses sources d'information, de ne pas se focaliser sur les seules données et informations fournies par le « Nord ». Il est fondamental de diversifier l'information. Et les sources d'information les plus « parlantes » sont celles du terrain, celles qui sont proches de la réalité qu'on souhaite analyser et qui intègrent les spécialistes de la région.

Dans une situation de crise, ce principe général de diversification des données est un principe fondamental. En effet, les conflits et les situations d'urgences évoluent extrêmement rapidement... il en va de même pour l'information.

C'est pourquoi les sources d'information du « Nord » provenant de ce que j'ai appelé tout à l'heure les « grands acteurs » sont très vite dépassées. Certes, il est important de maintenir un contact avec les experts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région en crise, et de profiter de leur savoir et de leur expérience. Mais à mon sens, ce n'est pas suffisant, il faut multiplier les contacts avec l'ensemble des acteurs, et surtout avec ceux du terrain.

Les objectifs de la Fondation.

Tels sont justement les objectifs de notre Fondation.

En effet, la Fondation vise **en premier lieu à réunir des données et des informations sur le terrain**, en s'adressant au plus grand nombre de sources possibles.

Les données rassemblées par le Réseau documentaire concernent essentiellement les productions écrites **échappant** aux enregistrements normalisés (ouvrages, revues, presse internationale) déjà effectués par de nombreuses structures de formation et de recherche. Ce que l'on appelle communément la « littérature grise ». Il s'agit de :

- la production écrite à diffusion limitée des institutions nationales et internationales impliquées dans la région : Ministères, Assemblées Nationales, Agence du système des Nations Unies et organismes de coopération, institutions religieuses, ONG humanitaires et de développement, associations de défense des Droits de l'homme, etc.
- et, d'une manière générale, de tous les documents non confidentiels intéressant la région : documents et textes officiels, rapports d'activité, documents de travail, rapports d'experts et de bureaux d'études, etc., ainsi que la production écrite « immédiate » des acteurs : lettres ouvertes, appels, tracts, journaux non réguliers, publications et documents épisodiques, etc.

Cette information concerne pour l'heure le Burundi, le Rwanda et, pour le Zaïre, les régions du Nord et Sud-Kivu. Les documents diffusés portent en priorité sur l'actualité immédiate. Les documents plus anciens pourront être repris lorsqu'ils constituent des références vivantes dans le contexte présent, ou éclairent des situations actuelles.

Le **deuxième objectif** de la Fondation est de **diffuser ces informations à un groupe aussi large que possible d'utilisateurs** dans les milieux académiques et politiques.

En effet, le contrôle et l'accès à l'information constituent un enjeu décisif lorsque continuent à s'imposer des logiques de guerre en même temps que l'influence négative des groupes extrémistes. C'est pourquoi le Réseau documentaire s'est donné pour but de mettre une information, la plus fiable et la plus complète possible, à la disposition de différents utilisateurs.

Sont principalement intéressés :

- à l'échelon **national** : les responsables politiques, les cadres des structures associatives et des institutions religieuses, les journalistes et les universitaires;
- à l'échelon **international** : les personnels des organismes d'aide et de coopération, les ONG humanitaires et de développement, les médias et la recherche scientifiques.

Le Réseau constitue ainsi une **expérience originale et novatrice en matière documentaire** en diffusant des textes inédits qui, sans son intervention, ne seraient accessibles qu'à un très petit nombre de personnes. La Fondation a bien compris qu'il était nécessaire d'assurer une diffusion rapide de l'information dans cette région et a choisi pour ce faire de recourir aux outils les plus modernes, tels que les CD-Roms. En trois ans, le Réseau a déjà obtenu des résultats non négligeables : grâce à l'utilisation des nouvelles technologies de

l'information, et pour un coût peu élevé, il a pu diffuser plus de 30 millions de pages via l'édition de 6 CD-Roms.

Enfin, il faut noter que les techniques mises en oeuvre sont simples et facilement transférables aux partenaires nationaux. Ceux-ci pourront contribuer au travail entrepris en participant au traitement des documents sur place, après avoir reçu la formation nécessaire des collaborateurs du secrétariat permanent du Réseau. Un premier projet de collaboration avec le Burundi sera d'ailleurs, me semble-t-il, discuté et préparé dès la fin de ce colloque.

Relever les nouveaux défis

Cette diversité des sources d'information et la qualité des documents diffusés par notre Fondation vont sans aucun doute inciter l'ensemble des acteurs à **approfondir leur connaissance de la crise** et à **imaginer des solutions** qui tiendront compte de l'évaluation de tous les aspects de la situation.

Au Centre de Développement de l'OCDE, nous avons une longue expérience en la matière, car depuis plus de 30 ans, nous relevons ce défi de la collecte et de l'échange d'informations sur les politiques de développement. En collaboration avec des partenaires qualifiés dans les diverses régions, nous avons construit d'impressionnants réseaux de bases de données. Sur le continent africain, nous avons travaillé de concert avec l'Organisation panafricaine pour la recherche en sciences sociales (CODESRIA) basée à Dakar au Sénégal, pour rassembler des informations de base sur des projets de recherche, des institutions de recherche, des experts indépendants et des centres de documentation. Nous collaborons également avec les économistes africains éminents de *African Economic Research Consortium*.

La tâche de collecte et de diffusion de ce type d'information s'est avérée difficile. Il n'est pas rare que documentalistes et chercheurs consacrent de nombreux mois à rassembler l'information et un temps plus long encore à diffuser leurs résultats - généralement sous forme de répertoires imprimés - aux acteurs susceptibles d'utiliser ce type d'information. Aujourd'hui, nos techniques de collecte et de diffusion sont en pleine révolution. Un volume d'information de plus en plus important est désormais produit directement sur le terrain et rendu accessible au monde entier par le truchement d'Internet. Cette évolution est visible même en Afrique, et ce malgré le fait que de larges portions de ce continent ne possèdent pas encore les outils qui leur permettraient d'être visibles sur le réseau mondial. Une telle révolution dans la collecte des données, leur analyse et leur diffusion présente nombre d'avantages, mais aussi quelques dangers. Du fait que l'information peut être aujourd'hui publiée par son propre auteur et accéder directement à la scène mondiale, et du fait du nombre et de la diversité de ces auteurs potentiels, désormais le principal problème est celui de la fiabilité et de la qualité des données.

Ce colloque vise précisément à mettre en lumière certaines de ces difficultés. Le rôle des divers acteurs impliqués dans ce processus connaît certes des changements radicaux. Mais cela ne signifie nullement que les bibliothèques n'ont plus lieu d'être, ni que nous pouvons nous passer des services professionnels de la documentation. Mais leur fonction doit évoluer. Nous avons pris conscience entre-temps qu'il était de la responsabilité des diffuseurs de

l'information d'assurer la qualité de celle-ci. C'est là un des enjeux de l'existence de notre Fondation et un défi qu'elle doit relever sans relâche. Vous constaterez en parcourant le dernier CD-Rom de la Fondation que cette qualité est bien au rendez-vous et je souhaiterais féliciter notre collègue, Georges CHARRIERE.

Cette initiative, précisément dans cette région du monde, est riche d'enseignements: le développement des sociétés ne peut reposer sur une collecte et une diffusion de l'information ponctuelles. Les besoins en information et en recherches utiles pour la définition des populations, sur et dans les pays en développement, doivent être satisfaits grâce au soutien constant de partenaires nationaux et extérieurs.

Le Réseau sur la région des Grands Lacs africains est l'un des résultats tangibles de cet enseignement et il bénéficie de l'appui de nombreux acteurs, dans et hors de la région. En trois ans d'existence, le Réseau a permis d'établir une collaboration entre de nombreux universitaires et chercheurs spécialistes de la région. Et l'intégration de plus en plus forte de membres africains a, sans nul doute, redynamisé la coopération universitaire dans la Région des grands lacs. A terme, la finalité du Réseau Documentaire International est de s'orienter vers une structure gérée conjointement avec les Universités de la Région des Grands Lacs, contribuant ainsi à une relance des échanges régionaux indispensables.

En conclusion, je voudrais, Mesdames et Messieurs, exprimer le souhait que ce premier colloque du Réseau en terre africaine permette aux participants de mieux définir **le rôle et la fonction de l'écrit dans les crises et dans leur résolution**. Au cours de ces trois jours, les débats revêtiront souvent un caractère essentiellement technique. Mais il nous appartient alors de les re-situer dans le contexte fondamental du retour de la paix dans cette région du monde.

L'un de mes vœux les plus chers c'est que ce colloque soit le point de départ de nouveaux travaux au sein des Universités et des Centres de Recherche ici représentés sur les critères de l'histoire. Dans une région traumatisée par tant de conflits, il convient d'être prudent à l'égard de jugements basés sur les seules émotions. A mon sens, c'est sur la base de l'écriture de l'histoire ou des histoires telles que perçues par les différents groupes sociaux de chacun des pays de la Région que l'on pourra construire un véritable dialogue conduisant à une paix durable.

J'espère véritablement que cette rencontre contribuera à l'effort de reconstruction de la société et à l'émergence d'un nouvel espoir en l'avenir pour les populations de cette Région qui ont toutes tant souffert ces dernières années. Ce qui m'effraie parfois c'est la capacité des populations africaines à endurer la souffrance. Et ce qui me réconforte c'est le potentiel de vitalité qui les anime et leur permet de rebondir. Ensemble réfléchissons pour faire de ce Réseau un instrument au service de la paix. Ce n'est pas vers des solutions toutes faites qu'il faut tendre, mais vers l'éclosion de forces spirituelles nouvelles au service du Bien Commun. Car comme disait Raymond Pointcarré, Président de la République Française au siècle dernier: *« Dans la vie des sociétés, il n'y a pas de solutions. Il n'y a que des forces en marche. Il faut savoir le créer, les solutions suivent ».*

**RUMEUR DE PAIX, SOCIETE EN CONVALESCENCE ET LIBERTE D'INFORMATION
COLLOQUE ORGANISE A BUJUMBURA DU 07 AU 09 DECEMBRE 1998**

LE DOCUMENT AU SERVICE DE LA MEMOIRE

COMMUNICATION PRESENTEE PAR EVARISTE NGAYIMPENDA

UNIVERSITE DU BURUNDI, DEPARTEMENT D'HISTOIRE.

LE DOCUMENT AU SERVICE DE LA MEMOIRE.

Traiter de la question du document au service de la mémoire, renvoi à une série d'interrogations :

En quoi le document contribu-t-il à la conservation et à la perpétuation de la mémoire historique ?

- L'absence du document, implique-t-elle l'absence de la mémoire ?
- Quels devraient être les documents à conserver en tant que témoignages du passé récent, ou à l'inverse quels sont les documents qu'on devrait interdire la publication, pour autant qu'on puisse le faire ?
- Qu'attendent les gens du document et quel usage en font-ils ? Même s'il leur arrive de ne pas répondre aux attentes des lecteurs, ces derniers en attendent toujours une certaine satisfaction, autant qu'ils s'en font une certaine perception. C'est entre autres cette perception qui amène le public, à opérer de façon consciente ou non, une certaine sélection dans la masse des documents qui leur sont proposés. La question de la perception des documents est de la plus haute importance, en ce sens que l'impact d'un message dépend largement de l'image que le destinataire s'en donne.

C'est autour de ces quelques considérations, et sans doute aussi de certaines autres que nous n'abordons pas ici, que s'ordonnent les « cadres sociaux » de la mémoire. Ce colloque est organisé à un moment où la pression en vue d'une réécriture de l'histoire nationale se fait de plus en plus insistante. Une en soi opportune si l'on considère qu'on se livre de plus en plus à une histoire par consignes, où les faits sont soigneusement filtrés, où la censure affecte aussi bien les événements que les sources, à une histoire par commande où la science se met au service de n'importe quelle politique, une histoire qui dégomme des héros pour en nommer d'autres¹, une histoire qui se construit à coups de fantasmes, et qui pour les besoins de la cause, recourt à des inventions, rejette à priori les thèses des autres sans les discuter parce qu'elles sont mauvaises, nie ou occulte les faits parce qu'ils sont gênants, ou alors, par une scandaleuse inversion des faits et des rôles, procède à leur mutilation ; une histoire dont les auteurs martyrisent leurs morts pour autant qu'ils soient de leur bord politique ou ethnique, nient la mort des autres parce qu'ils estiment qu'ils ont le sort qu'ils méritent, ou qu'il n'en

¹ Dans son livre *Au Royaume des seigneurs de la lance*, Tome I, Raphaël NTIBAZONKIZA écrit que le héros le plus authentique du Burundi est le Premier Ministre Pierre NGENDANDUMWE, mort assassiné le 15 janvier 1965.

est pas mort assez pour que les leurs soient vengés, condamne sans procès et juge sans appel, justifie ou réhabilite les crimes pour autant qu'ils soient commis par son propre camp. L'argument de la **vengeance libératrice** récemment développé² pour justifier et légitimer le récent génocide au Burundi, est un exemple patent de cette béatification du crime.

Notre développement s'articulera autour de trois axes essentiels. Dans un premier temps, nous essayons de définir la mémoire et de discuter son utilité sociale. Nous mesurerons ensuite l'impact de l'entrée d'autres types de documents, notamment le document écrit sur le terrain de l'oralité, ainsi que leur importance au Burundi en tant qu'instrument de communication sociale.

Enfin, nous verrons comment, le contexte de l'introduction de l'écrit au Burundi, mais également son contenu, ont généré une vision dualiste de l'histoire nationale, entraînant l'émergence deux mémoires sociales conflictuelles qui aujourd'hui, entrent pour beaucoup dans la manipulation politique de la société burundaise et le maintien d'une certaine méfiance intercommunautaire.

I. DEFINITION ET UTILITE DE LA MEMOIRE.

Dans une de ces éditions, le **Petit Robert** définit la mémoire comme étant la faculté de conserver et de rappeler des états de conscience passés, ainsi que ce qui s'y trouve associé. Un auteur français du XVIII^e siècle, ne disait-il pas que **ce qui touche le cœur se grave dans la mémoire** ? Du point de vue psychologique, la mémoire renvoi à un ensemble de fonctions psychiques grâce auxquelles nous pouvons nous représenter le passé, et qui agissent sur nos représentations sans que nous en ayons toujours une pleine conscience. Quant à lui, le terme document renvoi habituellement à tout écrit servant à instruire, à servir de source, à fournir un renseignement quelconque, étant entendue qu'à côté de l'écrit, il existe une multiplicité d'autres types de documents.

Ainsi définie, la mémoire devient quelque chose dans l'existence d'un individu, d'un groupe social, et à fortiori d'une nation. C'est justement ce qui lui permet d'exister, de se donner une identité par rapport aux autres groupes ou nations, et d'assurer ainsi sa continuité à travers le temps. Si elle renvoi toujours au passé, c'est pour mieux appréhender le présent, et préparer l'avenir avec un maximum de sérénité. En revanche, un groupe quelconque ou une nation qui n'assurerait pas la pérennité de sa mémoire, serait voué à une disparition certaine. Les Burundais l'avaient compris, et l'éducation traditionnelle était conçue pour pérenniser le nom des aïeux, et à travers eux celui du lignage, à travers ses moments, les plus glorieux, les revers devant également être connus, dans une perspective du **plus jamais ça**. Ainsi, plus qu'à sa famille, ou tout au moins à travers elle, l'enfant appartenait au lignage, et enfin au pays.

Un raisonnement par simple analogie révèle l'importance de la mémoire dans la vie de tout groupe. Supposons un accident qui, chez un individu porte atteinte à son système nerveux et entraîne la perte de la mémoire. Du fait de cet accident, l'individu perd toutes ses connexions avec les siens qu'il ne fréquente plus, auxquels ils ne s'attache plus, étant donné qu'il n'a plus le moindre sens des relations qui l'unissent à eux.

² Lancée pour la première fois par R. NTIBAZONKIZA, lors d'une conférence organisée en novembre 1993 à l'Université Catholique de Louvain-La-Neuve sous le titre, **De l'assassinat d'un juste au génocide d'un peuple**, elle sera désormais reprise en refrain chaque fois qu'il s'agira d'expliquer le pourquoi des massacres. *L'Aube de la Démocratie*, organe officiel du FRODEBU, devait d'ailleurs répéter qu'en massacrant les Tutsi, *le peuple hutu* avait montré ce dont il était capable, et que si c'était à refaire, il n'hésiterait pas à le refaire.

Il en est de même d'une nation, appelée à se construire, à se conserver, à se pérenniser. Le désir de vivre ensemble se construit autour des traditions communes, d'une histoire commune, d'accidents, des revers essuyés ensemble, ou à l'inverse, d'expériences positives, des souvenirs communs, le ressort ultime de cette mémoire étant le désir de se projeter dans le temps en vue d'un avenir qu'on cherche à bâtir ensemble. Cette mémoire se construit autant dans les sociétés dites orales que dans les sociétés à traditions écrites.

Dans une société comme la nôtre, la mémoire s'entretenait et s'entretient encore aujourd'hui sur base d'une communication orale. On a souvent stigmatisé les défauts d'un tel système de communication, notamment l'appauvrissement du contenu du message marqué par une perte progressive des détails dès les premières répétitions ainsi que l'accentuation de certains détails qui finissent par prendre une place centrale dans le contenu du message, dont ils altèrent ainsi le sens premier.

L'élimination de certains détails autant que le grossissement de certains autres, procède parfois d'une démarche réfléchie destinée à modifier le contenu initial du message, démarche généralement influencée par les convictions et les présupposés du communicateur³.

En dépit de toutes ces imperfections, la mémoire ne se perdait pas pour autant. Elle se perpétuait pas moins bien ou plus mal qu'aujourd'hui, justement parce qu'elle n'est pas une juxtaposition des messages. L'entretien de la mémoire collective était fondée sur une sélection des textes dont la transmission se faisait dans des cadres et des circonstances institutionnellement établies. Ces cadres étaient notamment assurés par l'existence de dépositaires de traditions populaires, dans une dynamique populaire parce que largement ouverte. Ouverte parce qu'elle n'était pas l'apanage de la seule aristocratie au pouvoir. Nous pensons notamment à certains débats quasi-ritualisés parce que respectant des formes stables et assez stéréotypés, et où, sans la conditionner, la former faisait partie du fond. Les différents corps de métiers assuraient chacun la transmission d'une mémoire spécifique et qui contribuait parfaitement à alimenter la mémoire nationale, celle de tout un peuple.

Qu'en sera-t-il avec l'apparition du document ? Dans ce développement, nous nous limiterons volontiers au document écrit, non qu'il soit le seul à exister, mais parce qu'il est le plus diffusé et le plus utilisé à l'époque où nous nous situons. Cette restriction répond à celle que nous avons adoptée en limitant la communication traditionnelle au discours oral, alors que nous savons pertinemment qu'il existait d'autres supports du message⁴.

II. PROBLEMATIQUE DE L'INTRUSION DE L'ECRIT SUR LE TERRAIN DE L'ORALITE.

Le document dont il est question ici, apparaît avec l'intervention de l'écriture. Par rapport à la mémoire populaire, le document respecte une logique assez particulière, en tout cas pas populaire, puisque l'accès au document, son utilisation, sa compréhension, s'inspire de normes qui, même si elles ne sont pas sélectives par nature, le deviennent à l'usage. En effet, la manipulation du document écrit suppose au moins la maîtrise de la lecture. Sa conception suppose au moins celle de l'écriture, si on met de côté une série d'autres compétences requises. Avec ce type de document, apparaissent une série de compétences tout à fait nouvelles comme la lecture, l'écriture, l'archivage, les bibliothèques, les librairies, etc.

³ Balle, F., *Médias et société*, troisième édition, Montchrestien, 1984, p.85.

⁴ Les plus connus sont les *bigabiro*, c'est-à-dire de grands arbres en ficus qu'on plantait sur les tombes de grands notables, et surtout des princes.

De ce fait, sans postuler qu'il soit nécessairement l'apanage des élites, l'usage du document exclue, cela jusqu'aujourd'hui encore, du moins au Burundi, la majeure partie de la population. Certes, on peut rétorquer qu'un médium comme la radio constitue un document sonore qui comme tel n'exige aucune compétence particulière. Mais combien d'auditeurs par exemple, accéderaient-ils à la bande sonore archivée dans les enceintes de la radio nationale ?

Il en découle que, même en postulant, évidemment à tort, que la majeure partie de la population puisse accéder à la radio, elle resterait malgré tout privée des possibilités qu'offre le document contemporain, à savoir la possibilité d'y travailler à nouveau, et donc de se servir du document comme preuve, justement parce qu'elle n'accède pas encore aux possibilités d'archivage. De ce fait, le message radiophonique est directement capté, et n'admet donc pas d'intermédiaire.

A cette limite, s'ajouterait ce qu'on pourrait définir comme la contrainte née de la culture du document. Partons de ce postulat couramment entendu du monde judiciaire, à savoir que **nul n'est censé ignorer la loi**. Qu'il me suffise de rappeler que ce principe est d'actualité au Burundi, dans un pays où cette loi reste écrite en Français, une langue qui même en étant d'un grand usage dans l'administration, reste inaccessible à plus de 90% de la population. Le paradoxe réside en ceci qu'à ce jour, aucune loi n'oblige le législateur à sortir ses textes en Kirundi, comme aucune ne l'oblige à un minimum de publicité de ses actes.

III. LE DOCUMENT ET LES CADRES DE COMMUNICATION SOCIALE AU BURUNDI.

Dans la tradition burundaise, ce qui tenait lieu de document, c'est-à-dire la parole, le discours, était répété, vécu à travers les circonstances qui le créaient. Sa force résidait dans sa fonction sociale, dans le consensus qu'il créait autour de sa pertinence et de son utilité. A tel point qu'à chaque étape vers la maturité sociale, correspondait des niveaux attendus de maîtrise d'un genre spécifique de discours.

Or, l'usage du document écrit repose sur un principe apparenté à ce qui est recherché comme **vérité historique**, à l'art du débat contradictoire, à la confrontation des rationalités, bref à l'établissement de la preuve. L'efficacité dans la conception comme dans l'exploitation du document écrit, réside dans la capacité à développer un argumentaire solide. Cette logique était également présente dans le système de communication social au Burundi. Ce qui est nouveau, c'est que le cadre normatif de cette communication en vient aujourd'hui à être cassé. Traditionnellement, la confrontation des rationalités n'existait qu'entre égaux, des rapports d'âges ou d'autorité inégaux, créant automatiquement un rapport de maître à disciple. La nouvelle norme de communication écrite ignore cette contrainte.

De plus, si l'existence et la disponibilité du document écrit sont une chose, son exploitation en est une autre. L'organisation sociale prévalant au Burundi ne semble guère se prêter à une utilisation optimale du document écrit. L'intrusion de ce type de document sur le terrain de la communication sociale ne semble pas avoir suffisamment influencé les cadres traditionnels de transmission de la mémoire. Le document écrit s'intègre encore assez mal dans nos réseaux sociaux de communication. L'atrophie du marché du livre au Burundi, ne s'explique pas seulement par la crise économique et la pauvreté ambiantes. C'est sans doute aussi et surtout, un phénomène de culture et d'organisation sociale, qui fait que peu de gens accèdent au document. En règle générale, les documents sont lus par très de gens. N'étant pas lus, ils sont donc ignorés, et le pays reste, et manifestement pour longtemps encore, un vaste empire de la

rumeur, autant de paix que de guerre, d'où la valeur encore prédominante du slogan et du cliché.

Si l'immense majorité de l'élite burundaise ne lit pas, ou ne lit que fort peu en général, elle ne s'empêche pourtant pas de commenter. Que de gens ont critiqué les 46 points du programme électoral de feu le Président Melchior NDADAYE ! Que de gens critiquent le livre ou la conférence de tel ou tel autre encore ! Mais combien de gens l'ont écouté ou lu ? Combien ont cherché à le lire ? Toujours très peu ! Si aujourd'hui plus que jamais, le bistrot garde l'étiquette de bibliothèque pour nombre de Burundais, ce n'est sûrement pas que boire et lire se disent et s'écrivent de la même manière en Kirundi, « **gusoma** », mais bien parce que le bistrot reste un important siège de la vie sociale, le lieu où s'échangent le plus d'informations, de la moins vérifiée à la plus confidentielle ; le lieu où se décident les affaires les plus délicates, et finalement où se perpétue la mémoire sociale. Mais la dimension la plus importante du parcours qui accompagnera l'introduction du document écrit au Burundi, tient sans doute au fait qu'elle se fait dans un contexte particulier qui donne encore au document sa marque actuelle.

IV. L'HERITAGE DU CONTEXTE HISTORIQUE D'INTRODUCTION DE L'ECRIT.

Au Burundi comme dans d'autres pays similaires, l'introduction du document écrit s'inscrit dans la dynamique coloniale. Cette innovation eut lieu au moment où sur le terrain ethnologique, la pensée diffusionniste dominante accordait, si on se limite à l'histoire et à la géographie, une attention particulière aux migrations, aux origines des Royaumes, et non à leurs mécanismes de fonctionnement comme ça allait être plus tard le cas avec l'école structuraliste. A ce contexte scientifique ambiant, s'ajoutait un transfert des contradictions socio-politiques internes aux métropoles, aussi bien sous la colonisation allemande⁵ que sous le mandat belge⁶.

Au Burundi, même si la colonisation n'a pas créé les ethnies, même si le pays n'était pas cet El Dorado imaginaire que la chanson populaire continue hélas à nous faire revivre, il est indéniable que le prisme de lecture des rapports socio-politiques existants, autant que le système d'administration coloniale que cette lecture inspirera, seront influencés par ce contexte pré-rappelé. A la faveur des crises qui vont secouer le Burundi, la radicalisation progressive de la pensée débouchera sur un dualisme morbide qui s'opposera à l'émergence d'un consensus minimal lorsqu'il s'agit de comprendre et présenter l'histoire nationale. Ce dualisme aboutira, avec la généralisation du document, à la création de deux mémoires conflictuelles. A la place d'une lecture plurielle du document, il s'est substitué une lecture dualiste, manifestation sans aucune zone d'intersection. Avant d'être lu, un livre est hutu ou tutsi, que son auteur soit burundais ou étranger. Même si ce dernier n'est pas suffisamment connu au Burundi, on l'étiquettera au besoin, à partir de l'image qu'on se fait de son pays d'appartenance.

Il s'en est suivie une certaine paralysie de la pensée, hypothéquée par l'appartenance biologique. Quasi-évidente dans l'esprit du lecteur burundais, elle l'est souvent aussi chez

⁵ Dans son *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855) écrit quelques décennies plus tôt, Gobineau avait affirmé la supériorité de la race germanique. La doctrine sera plus tard récupérée par des auteurs pangermanistes comme l'écrivain allemand de souche britannique Stewart Houston Chamberlain, qui dans ses *Fondements du XIX^e siècle*, exposait une théorie raciste, plus exactement pangermaniste, faisant de lui le précurseur du national-socialisme.

⁶ Nous pensons ici au problème de la domination wallonne sur les Flammands.

nombre d'auteurs qui n'ont plus de liberté dans l'écriture ou l'interprétation du document, parce qu'en raison de l'existence d'une étouffante rumeur, les angles ne sont ouverts que sur les deux possibilités. A partir d'une rumeur ambiante sur l'appartenance naturelle de l'auteur, on déduit sa pensée scientifique.

Le document écrit devient donc de plus en plus un lieu de confrontation des mémoires sociales. Si en elle-même, la multiplication des lieux de production du discours scientifique, est un élément favorable à la confrontation des rationalités, elle peut parfois dénérer dans une polarisation, dès lors que le producteur scientifique est obligé ou sollicité, ou alors choisit librement mais opportunément de se mettre au service du prince. La manière avec laquelle les événements de la région sont aujourd'hui présentés, commentés et expliqués par certains acteurs, analystes, chercheurs, ou journalistes, laisse parfois perplexe.

Quelques explications sont à l'origine de ces écarts scientifiques ou éthiques. Il ne serait pas aujourd'hui excessif d'affirmer que chaque crise qui survient dans la région crée de nouveaux spécialistes pour la plupart puisés dans le monde journalistique ou des réactions immédiates imposées par l'ampleur des événements, le cliché ou l'image d'archive si on en a, restent les seuls à pouvoir arranger l'affaire⁷.

Cela étant, les crises récentes qui se produisent dans un contexte de relative libéralisation politique, marquée notamment par une floraison de partis politiques et d'associations de la société civile sont de ce point de vue marquées par trois éléments :

- Une multiplication exponentielle de la production des documents ;
- Un recours moins excessif au tract résultant de l'aménagement politique et juridique d'un minimum d'espace de prise de parole publique rend. Cependant, la persistance des réflexes autoritaires n'a pas encore réussi à enrayer le recours incontournable de certains esprits incapables d'assumer publiquement leurs écrits ;
- Enfin, on note une relative diversification des axes de lecture, même si en raison de la nature du conflit qui déchire la région, la dualité reste la constante du discours historique au Rwanda et au Burundi.

Nous venons de le voir, cette dualité de lectures a conduit à la formation progressive de mémoires conflictuelles correspondant à des espaces du discours sur l'histoire nationale⁸. Au Burundi, l'écriture de l'histoire constitue en elle-même un enjeu, non pas de progrès du point de vue de la connaissance, mais bien d'un conflit politique majeur qui cache une lutte entre deux forces. D'un côté, l'espace national institutionnalisé, avec en tête de cette armature, l'Université, les bureaux pédagogiques d'élaboration des programmes d'enseignement, les réseaux scolaires, les centres de recherches, les colloques, etc. De l'autre, une histoire écrite par les exilés et opposants hutu. En réalité, il s'agit d'une diaspora soucieuse de s'aménager un cadre de combat politique et médiatique, et faisant sans cesse référence à une mémoire⁹, devant ultérieurement légitimer ce qu'elle appelle désormais **la vengeance libératrice** ...

⁷ Une illustration de ce phénomène pourrait être obtenue en suivant la présentation médiatique des événements de 1972.

⁸ Voir à ce sujet, BUGWABARI, N., *Enjeux de la question de l'unité nationale au Burundi (1988-1991)*, mémoire de D.E.A. de Sociologie politique, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, Paris, avril 1998, pp. 93-128.

⁹ On lira à ce sujet, Malkki, L.H., *Purity and Exile. : Violence, Memory and National Cosmology among Hutu Refugees in Tanzania*, Chicago/London, University of Chicago Press, 1995.

Ce n'est peut-être pas ici le lieu de revenir sur certaines étiquettes d'une charge polémique évidente¹⁰, mais cette dualité ne s'arrête malheureusement pas aux frontières du Burundi, ni ne se limite entre Burundais. On en vient aujourd'hui à une situation où un commentateur devait ironiser en déclarant que **Hutu et Tutsi se parlent désormais par Blancs interposés**.

Les institutions étatiques comme les foyers d'exilés constituent donc des cadres institutionnels ou sociaux de structuration de la mémoire collective dont nous voudrions rappeler succinctement quelques repères thématiques ou temporels.

VII. QUELQUES REPERES THEMATIQUES ET TEMPORELS DE LA CONFRONTATION DES MEMOIRES.

A l'origine de cette lecture dualiste de l'histoire, on retrouve le couple antithétique serf-seigneur développé depuis la fin du siècle dernier. Même si par la suite, l'histoire mouvementée du pays aurait contribué à élargir le sillon, d'aucuns continuent d'affirmer, que le fossé ethnique qui depuis quelques décennies s'est progressivement creusé entre Hutu et Tutsi, tirerait son ressort originel d'un antagonisme qui remonterait aux premiers contacts entre les deux communautés¹¹. En plus des contradictions internes, essentiellement post-coloniales, et des pesanteurs extérieures relevant du conflit est-ouest, la sève inspiratrice de cette vision plonge ses racines dans ce qui est généralement connu sous appellation de **mythe hamitique**¹²

A la base de cette thèse, se trouve l'idée, inlassablement défendue, que le Burundi aurait d'abord été peuplé par des Twa, rejoint plus tard par des Hutu, ensuite et beaucoup plus tardivement par des Tutsi¹³. Rares sont les écrits qui arrivent à situer chronologiquement l'arrivée des Hutu dans la région. Quant aux Tutsi, Jean Jacques Maquet¹⁴, nous dit sans élément d'accréditation, du moins pour le cas du Rwanda, qu'il **est probable** que leurs

¹⁰ Voir à ce sujet la polémique contenue dans les articles suivants : Botte, R., « Quand l'essentiel n'est pas ce que l'on dit mais ce que l'on fait », in *Politique africaine*, n° 12, pp. 99-104 ; Reyntjens, P., « Du bon usage de la science : l'école historique burundo-française », in *Politique africaine*, n° 37, 1990, pp. 107-113 ; Lemarchand, R., « L'école burundo-française. Une école pas comme les autres », in RCEA, n° 2, 1990, pp. 235-248 et la réponse de Chrétien, J.P., « Burundi : le métier d'historien : Querelle d'écoles » ? in RCEA n° 3, 1991, pp. 450-467. Par ailleurs, Reyntjens, y revient épisodiquement dans son ouvrage, *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi*, 1988-1994, Karthala, 1994.

¹¹ On lira notamment à ce sujet NDAYONGEJE, L., *Le Burundi au problème ethnique. Mise à jour de la question*. Thèse présentée en vue du grade de Dr de 3^{ème} cycle en Anthropologie, université de Dakar, 1986 ; NTIBAZONKIZA, R., op.cit. En particulier, une affirmation du style *Comme la fourberie est la caractéristique de tous les Burundi* que nous lisons chez ce dernier, ne nous semble pas inspirée d'une démarche scientifique. A ce sujet l'Abbé NYAKAMWE Gabriel écrit également ce qui suit dans son pamphlet, *Face au problème du Burundi. Appel à la conscience internationale, Rome, 1973*, inédit : *Nés à l'époque pré-coloniale, entretenus à l'époque coloniale allemande jusqu'en 1918, et belge de 1918 à 1962, les antagonismes tribaux qui dévastent la République du Burundi expliquent le génocide dont est victime le peuple hutu (...)*.

¹² Au sujet du contenu de ce mythe, voir Sanders, E.R., « The hamitic Hypothesis : its Origin and Fonctions in time Perspective », in J.A.H., 1969, X, 4, pp. 521-532.

¹³ Rossel, H., « *Le Rwanda et le Burundi à la veille de leur trentième anniversaire d'Indépendance* », in Genève-Afrique, Vol. XXX, n° 2, 1992, en fait des descendants des grandes migrations bantoues ayant affecté le continent africain du nord au sud au II^{ème} millénaire avant Jésus-Christ, à la suite d'un réchauffement climatique qui a affecté de nombreuses régions africaines dont le Sahara et la partie orientale du Rift Valley. La confrontation des données archéologiques et linguistiques met par ailleurs ces mouvements en parallèle avec la diffusion du premier âge du fer.

¹⁴ Gorju, J., *Face royaume hamite du Rwanda. Le royaume frère de l'Urundi. Essai de reconstitution historique, mœurs pastorales, folklore*, Bruxelles, Vroumant et Cie, 1938 ; Sasserath, J., op.cit. ;

ancêtres étaient **de souche éthiopide** mais que par contre **il est certain qu'ils pénétrèrent par** invasions qui s'échelonnèrent **vraisemblablement** du XIII^e au XIV^e siècles¹⁵.

La lecture que les premiers européens à entrer en contact avec ces pays donnèrent des rapports socio-politiques existants, insiste sur le constat d'une certaine dualité entre Hutu et Tutsi, que le discours atteste par la constante opposition véhiculée par les couples antithétiques Seigneurs/Serfs, exploiters/exploités, maîtres/esclaves, jouisseurs/travailleurs¹⁶, etc. Au plus fort de sa formalisation scientifique, le discours d'opposition des deux groupes mettra en exergue les différences physiques, les traits caractériels, etc., pour déboucher en fin de compte, non seulement sur l'inévitable domination des uns sur les autres au moyen de deux instruments, la vache et la relation féodale¹⁷, mais également à terme, sur l'impossible cohabitation en dehors d'une certaine remise en cause révolutionnaire de l'ordre socio-politique multiséculaire ante, présenté comme foncièrement inégalitaire.

L'exacerbation des antagonismes procéda d'abord de la manipulation des rapports de force numériques. En outre, la mise en exergue des différences physiques ouvrit la voie à des **descriptions physiques caricaturales**¹⁸. Ces différences, l'ethnologie coloniale les repêra aussi au niveau des traits caractériels¹⁹. Toutes ces différences devaient naturellement déboucher sur des rapports socio-politiques conflictuels que l'administration coloniale prit résolument la latitude d'exploiter²⁰.

Le troisième axe qui servit à nourri la dichotomisation sociale exploita les relations de dépendance. Cette piste prolonge l'opposition agriculture-élevage, présentée comme l'incarnation même d'un conflit ethnique multiséculaire quoique latent. Cette opposition, absente dans les traditions orales, est décrite pour la première fois dans les rapports d'administration²¹, en particulier au lendemain du lancement du programme des cultures obligatoires et des marais. La campagne entretenue par les milieux coloniaux autour de ce prétendu conflit sera telle qu'en 1919, le Résident Ryckmans se sentit obligé de faire la

¹⁵ Maquet, J.J., « La participation de la classe paysanne au mouvement d'indépendance du Rwanda », in C.E.A., Vol. IV, 4, 16, 1963-1964, p. 554.

¹⁶ Au Burundi et au Rwanda, les travaux d'Oscar Baumann et de Von Goëtzen qui parcourent les deux pays respectivement en 1892 et 1894, eurent pour résultat final de confirmer les portraits contrastés entre Hutu et Tutsi, dont ils étaient déjà imprégnés au départ de leurs pays. Dans un article paru en 1961 dans une revue polonaise de sociologie, l'anthropologue Jan Czekanowski qui en 1907 a séjourné au Rwanda dans le cadre de l'expédition Mecklembourg, nous rappelle également qu'à l'époque, l'objectif principal de sa mission était la collecte des observations en vue d'une monographie sociologique des Etats pastoraux féodaux gouvernés par l'aristocratie pastorale d'origine étrangère (...). Voir à ce sujet idal, C., « Situations ethniques au Rwanda » ; Chrétien, J.P., Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi, op. cit., pp. 167-184 et pp. 129-165 ; Meschu, L., « Jan Czekanowski et l'expédition Mecklembourg. Afrique centrale 1907-1909 » in RFHOM, Tome LXXXI, n0 305, 1994, p. 480.

¹⁷ Cependant, RUTEMBESA, F., a montré que de par la nature de son système monarchique, le Rwanda précolonial par exemple ne pouvait nullement être considéré comme un féodalité.

¹⁸ Voir à ce sujet GAHAMA, J., *Le Burundi sous administration belge. La période du mandat*, Karthala, 1983, pp. 275-280.

¹⁹ Ghislain, J., *La féodalité au Burundi*, Bruxelles, ARSOM, Classes des sciences morales et politiques, XXXCI, (3), 1970, pp. 12-13 ; Jamouille, A., op.cit., p. 486...

²⁰ *Quand on ne peut régner autrement, il faut bien diviser pour y parvenir, mais dans l'Urundi ce n'est pas nécessaire (...). Assez de dissensions existent (...) qu'il sera toujours temps d'exploiter si jamais le besoin se faisait sentir (...)*, écrit Ryckmans.

²¹ Où on lit qu'au Rwanda, le seigneur tutsi fait paraître ses troupeaux dans les champs du serf hutu ; un phénomène qui au Burundi, sera plus doucement décrit sous l'angle des rapports conflictuels entre agriculture et élevage.

lumière, non seulement sur le caractère mensonger de ce discours, mais en plus sur l'évidente complémentarité des deux activités au profit des agriculteurs et des éleveurs²².

La lecture ethnisante des différents conflits que le Burundi a connu servit également à entretenir la haine intercommunautaire. Ainsi par exemple, Jean Jacques Maquet voit dans le mouvement de NGUNGUTSE, le même en qui Jean Pierre CHRETIEN lira un personnage aux visages multiples²³, un lointain signe avant-coureur de l'agitation ultérieure hutu de novembre 1959. Les tenants de la thèse des oppositions ancestrales ont cru déceler un fond ethnique dans une série de révoltes qui émaillent l'histoire coloniale, notamment les révoltes d'Inamujandi et de Kanyarufunzo Runyota²⁴. A ce niveau, on essaie de faire croire que la réforme administrative suscita les premiers affrontements entre Hutu et Tutsi, matérialisés justement par les deux révoltes.

Cette vision dichotomique restera également une constante de la lecture que l'administration coloniale fera des différents événements comme des comportements des populations locales. Qu'il s'agisse des famines, des habitudes alimentaires, des diverses formes de résistance à la colonisation, des mouvements de populations, des travaux obligatoires, etc., rien n'échappera désormais au prisme de la dualité ethno-politique. Ainsi par exemple, au début des années 1920, une des raisons qui avait poussé Ryckmans à ne pas lever d'impôt de bétail sur les petits éleveurs était que de sa propre plume²⁵, il pèserait trop sur certains **pauvres bahutu détenteurs d'une misérable tête de bétail sans rendement**.

CONCLUSION.

La brève présentation que nous venons de faire, montre à quel point la dichotomisation des rapports sociaux au Burundi, a été à l'origine d'une structuration de l'imaginaire collectif aussi bien tutsi que hutu. En dépit du caractère mensonger de ce discours, sa force séductrice sur la jeune intelligentsia post colonial sera telle que plus tard, elle ne jurera que par ces différences supposées. Lorsqu'en juin 1958, le Conseil Supérieur du Rwanda réuni pour étudier les revendications hutu formulées une année plus tôt, en présence de 6 signataires du **manifeste hutu**, constate effectivement une évidente supériorité numérique des Tutsi dans les structures scolaires et administratives du pays, sa seule réaction fut de la légitimer par un prétendu droit de propriété historique des Tutsi sur le Rwanda, les Hutu étant ainsi ravalés à des citoyens de seconde zone.

²² *Il n'est pas vrai écrit-il, (...) que l'agriculture des petits doive céder le pas aux pâturages pour le bétail des grands. Il n'est pas vrai surtout, que le chef puisse faire paraître son troupeau dans le champ des petits. Ce qui a donné naissance à cette légende, c'est le fait que les chaumes de sorgho, après la récolte, appartiennent au chef qui les répartit entre ses administrés comme il le fait des pâturages (...). Toujours le chaume est donné comme fourrage au bétail, au début de la saison sèche (...); le champ de sorgho récolté est en quelque sorte transformé en pâturage par destination, ; le chef assigne les champs de telle colline au bétail de tel et tel, avec toujours un droit de préférence pour la propriétaire du champ, quand il a lui-même des vaches. Cette coutume est en soi excellente (...). Les vaches de la chefferie sont une richesse collective dont le chef a la garde. Le Mututsi qui possède cinquante vaches ne peut pas cultiver cinquante fois plus de sorgho que le Muhutu qui n'en a qu'une (...). Et si le Muhutu est pauvre et n'a pas de bétail lui-même, en quoi souffre-t-il de ce que celui des autres vienne lui fumer son champ en pâturant ses chaumes.* Extrait repris de Vanderlinden, J., *Inédits de Pierre Ryckmans. Avec une introduction et des notes*, ARSOM, Bruxelles, 1988, p. 174.

²³ Chrétien J.P., « La révolte de NDUNGUTSE ... », pp. 645-680.

²⁴ Pour une analyse des deux mouvements, voir respectivement Chrétien J.P., « Une révolte au Burundi en 1934, les racines traditionalistes de l'hostilité à la colonisation », in A.E.S.C., n° 6, novembre-décembre 1970, pp. 1678-1717 ; GAHAMA, J., « La révolte de Runyota-Kanyarufunzo au Burundi (1922) », in *Cahier d'histoire*, III, Bujumbura, 1985.

²⁵ Funga, R., « Pouvoir, ethnie et régions », op.cit.

Au Burundi, ces propos généralement prêtés à deux députés tutsi, aux deux occasions respectives de la nomination de NGENDANDUMWE Pierre à la primature, ne peuvent non plus s'interpréter autrement qu'en termes de complexe de supériorité qui, chez certains Tutsi, continuait à commander les réflexes et comportements. Le premier propos est du député KAYABO : **Le Hutu n'a jamais gouverné. Plutôt que d'être gouverné par un Hutu, je préférerais mourir. Le roi leur jette de la poudre aux yeux en leur confiant des Ministères, alors que c'est seulement pour en faire des gens de service. Ils n'ont pas de sang de gouvernants.** Deux ans plus tard, le député NTAMAGARA, aurait lâché un propos semblable, en jurant qu'en aucune manière il n'accepterait la houlette du Premier Ministre NGENDANDUMWE, uniquement parce qu'il était Hutu.

Que la matérialité de ces propos soit certifiée ou non, il ne nous semble pas non plus que l'opinion tutsi s'en soit offusquée, ce qui tendrait à démontrer que dans l'esprit de plus d'un, ils étaient de l'ordre du possible. Rien que parce qu'on le leur avait souvent répété et qu'on l'avait écrit, **des Tutsi ont (effectivement) cru qu'ils étaient nés pour gouverner**, à l'inverse, **des Hutu ont cru qu'ils étaient dominés par des seigneurs tutsi depuis des siècles**²⁶.

Au complexe de supériorité tutsi, répondra malheureusement un complexe d'infériorité hutu. Dans un article paru dans la revue **Remarques Africaines**, on lit sous la plume d'un étudiant qui se présentait sous le pseudonyme de NDAJE, que les Tutsi possédaient héréditairement terre et bétail, et que si un Hutu riche ne se hâtait pas de se faire ennoblir²⁷, on pouvait facilement s'emparer de ses biens. De même, au lendemain de la tragédie d'avril-mai 1972, une troupe belgo-burundaise montait une soirée théâtrale intitulée **Où es-tu Hutu ?** Où la rapacité des Tutsi était comparée à celle du Juif errant au XIX^e siècle, et où la horde de guerriers tutsi **au nez droit** suçait le travail de braves Hutu qui **cultivaient gentiment la terre**. Aujourd'hui, le thème du mépris ethnique devient le principal cheval de bataille du FRODEBU²⁸, et ce n'est point un hasard si le concept d'**agakengerwe**²⁹, revient presque obsessionnellement dans le discours politique de certains éléments de la haute direction du pays issu de ce parti.

Pendant que l'intelligentsia tutsi insiste de manière parfois excessive sur l'excellente harmonie sociale d'antan³⁰, une réinterprétation différente de l'histoire du Burundi en général et des rapports sociaux en particulier, se lit dans l'ensemble des productions scientifiques de la diaspora hutu. La récente enquête que Malkki a effectuée dans différents camps des

²⁶ BARANCIRA, S., *La nature du conflit burundais*, communication lors d'un débat sur les problèmes fondamentaux du Burundi, Gitega, janvier 1997.

²⁷ Son projet de société rappelle de manière insistante une maxime par ailleurs rarement entendue mais parfaitement significative : *Umuhutu arakira ntakira nsigariza*. Voir FRODEBU, *Le chemin de la démocratie au Burundi. Comment bâtir un système démocratique qui rassure et épanouit tous les Burundi ? Mémoire du FRODEBU sur le processus et les procédures de démocratisation du Burundi*, Bujumbura, septembre 1991.

²⁸ Terme utilisé plus ou moins improprement, mais voulant dire *mépris*.

²⁹ La thèse d'*osmose ethnique*, défendue par l'ambassadeur NSANZE nous paraît être une présentation excessivement embellie des interrelations ethniques. L'auteur va jusqu'à biaiser, et de manière manifestement délibérée les proportions ethniques entre Hutu et Tutsi. Même si à ce jour personne ne connaît les proportions exactes, celles qu'il donne (57% de Hutu et 42% de Tutsi) sont à notre propre analyse fantaisistes.

³⁰ Pour s'en rendre compte, on lira avec intérêt l'ouvrage de NTIBAZONKIZA, R., *Au royaume des seigneurs de la lance*, spécialement le tome I. Comment pourrait-on interpréter autrement des énoncés du style : *comme la fourberie est la caractéristique de tous les Batutsi ... ?* Des sous-titres du style comment reconnaître un Hutu ; comment reconnaître un Tutsi ? Voir également NYAKAMWE, G. op.cit. ; NDAYONGEJE, L., op.cit., et tout récemment les différents écrits parus dans le cadre de la crise.

réfugiés hutu en Tanzanie³¹ témoigne de l'exacte mesure de la hargne de ceux que les tragédies successives ont malheureusement condamnés à l'exil.

Il ne nous appartient pas dans le cadre de cette communication, de statuer sur les écrits à interdire ou à encourager. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que l'usage que l'élite fait de l'écrit, fait lui-même parfois des arsenaux de guerre. Sans plaider pour un unanimité scientifique, on ne peut s'empêcher de constater qu'une dualité de lecture aussi tranchée, et respectant chaque fois des lignes de clivage ethnique soit pour beaucoup dans la culture d'une certaine méfiance intercommunautaire.

³¹ Malkki, L.H., *Purity and Exile : Violence, Memory and National Cosmology among Hutu Refugees in Tanzania*, Chicago/London, University of Chicago Press, 1995.

RUMEURS DE PAIX

RESEAU DOCUMENTAIRE.

S'agissant d'une session dédiée à l'importance de la documentation pour une région de l'Afrique du Centre-Est, qui doit redresser ses torts, quitter le terrain des guerres et s'engager dans la voie du retour au développement, il nous a été demandé d'apporter une contribution dans le traitement de la question de savoir quelle importance doit jouer la bonne documentation, quels moyens, à cet effet, sont disponibles dans la région, quelles techniques il faudrait employer pour que, dans le cours des trois à cinq prochaines années, la région constitue sa bonne documentation et, pour ce faire, accède à toutes les documentations dans leurs formes actuelles.

Du moins telle est l'orientation que j'ai entendu donner à mon intervention, en espérant que celle-ci, tout en évitant de résasser ce qui a déjà été dit, explorera autre chose et surtout mettra en évidence quelque argument pouvant renforcer la conviction des uns et des autres.

L'INFORMATION : BESOIN VITAL.

En lisant les sujets proposés et le thème central choisi, j'ai entendu monter en moi le souvenir des quelques formules que voici :

- Mémoire des peuples, condition de leur avenir et de leur développement, outil de leur devenir¹ ;
- Pour être un bon communiste, il faut d'abord être un bon russe² ;
- L'information, première « marchandise » en cette fin de siècle et de millénaire, mais aussi déjà au milieu de ce dix-neuvième siècle³ ;
- Pour que cette information joue ce rôle, elle doit réunir certaines qualités ; non seulement elle doit être formalisée afin de pouvoir être partagée, distribuée au plus grand nombre et exploitée de façon assez uniforme, mais encore elle doit, disons, revêtir une bonne valeur de vérité ; à défaut, elle se trouverait en porte-à-faux par rapport aux autres données disponibles et deviendrait un détonateur dans la masse des agrégats ;
- Toute cette fonction de l'information et toutes les qualités sans lesquelles elle trahirait sa vocation, imposent ce qui suit :

¹ V. en ce sens, le prof. Américain J.S. NYF, dans *Le leadership américain*, aux Nouveaux Horizons et Presses Universitaires de Nancy, 1989 ?

² Dans les années 1960, on aimait citer cette phrase marxiste-léniniste.

³ Dans ce sens : Jean-Jacques SERVAN-SCHIVRER, dans *Le défi mondial* ; J.S. NYF, op. cit.. K. GALBRAITH dans *Le Nouvel Etat Industriel montrait*, déjà il y a près de trente ans, que la prospérité des entreprises aux USA était fondée, entre autres facteurs, sur la maîtrise de l'information et sur son exploitation.

1° Que l'information soit nettement différenciée de la rumeur ;

2° Qu'elle se différencie de la « **parlote** », étant donné que, comme l'enseigne une sagesse ou une expérience déjà millénaire : « *Verba bolant ; scripta manent* ». Une bonne documentation est donc indispensable.

Voilà, me semble-t-il, qui nous amène bien à notre sujet.

DANS UN CONTINENT APPAUVRI.

J'ai une tendance marquée à penser que nos pays, nos Etats, nous ont éloignés de cette sagesse ou science millénaire. Que cet éloignement explique bien de nos malheurs, et notamment :

- La faiblesse de nos peuples aujourd'hui ;
- La ruineuse vigueur qu'ont entretenue les dictatures acculturées et « **déculturantes** », qui se sont emparées de nos peuples et de nos Etats il y a bien quarante années, et qui, tout compte fait, ont pris soin de « **tuer la mémoire de chacun de nos peuples, c'est-à-dire la connaissance de son histoire** ».

Ce travail de « **déculturation** » de nos Nations a revêtu les formes d'actions les plus diversifiées, notamment celle d'actions des dictatures contre l'écriture, la lecture et la documentation.

EXEMPLES.

Tel dictateur tristement célèbre :

- 1° A relégué l'achat de livres, même d'enseignement universitaire, au rang d'objets de luxe quand il fallait répartir les devises.
- 2° A combattu toute littérature qui tentait de demeurer objective et de faire autre chose que de psalmodier le prétendu « **génie du guide politique** ».

Alors qu'aucun pays ne peut assumer efficacement son destin militaire et son avenir, s'il a négligé de sauvegarder et étudier les carnets de campagne des officiers et sous-officiers, un régime, pourtant militaire, a convaincu ses officiers et sous-officiers que le militaire gaspillerait le temps s'il recueillait par écrit le compte-rendu des faits d'armes de son corps. Il tenait à ce que l'on conservait uniquement des témoignages de faits, réels ou surtout imaginaires, attribués au seul chef suprême.

Résultat : ce qui devait arriver arriva : un pays ruiné et incapable de trouver remède à ses drames ; une armée dans laquelle le soldat d'aujourd'hui ne trouve aucun modèle de bravoure, de patriotisme et de sacrifice récompensés ; aucun modèle dans le passé et aucune perspective glorieuse dans l'avenir, nos peuples qui, faute de point d'appui sûr, solidement ancrés sur la mémoire de nos ancêtres, sont battus et emportés comme fêtus de paille, « **puis ça, puis là, comme le vent varie** ».

L'HERITAGE DES ROMAINS.

Monsieur le Président,
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,
Distingués Conférenciers,

Nous n'avons pas de doute que, si les Romains nous ont, plus que les autres peuples de leur époque, légué les meilleurs outils institutionnels constituant les pivots autour desquels s'articulent tous les mécanismes porteurs et facteurs de progrès et de défense de soi, c'est notamment parce que, mieux que quiconque, ils ont pris soin d'écrire leur héritage campé sur une logique inexpugnable et sur une systématisation rigoureuse, coulé en la forme d'œuvres formalisées et, par ce fait, inaltérables et inaltérées à travers plus de deux mille ans.⁴

C'est que ces œuvres ont été des modèles incontestables d'un minimum de vérité. Même lorsque des César grossissaient, leurs mérites, ils savaient quand-même s'arrêter avant d'altérer véritablement l'histoire.⁵

UNIVERSITES ...

« SEL DE LA TERRE » !

Nous, Universités et universitaires de ce continent, devons reconnaître que nous avons été réduits à néant, dès lors que les régimes politiques autoritaires et autocratiques nous ont dépouillés du droit et de la possibilité, non seulement d'écrire, mais aussi de lire. Depuis lors, toutes les pistes où nos peuples ont été engagés, sont inextricablement embrouillées.

Dans cette situation, nous ne pouvons pas contribuer efficacement au progrès social et au développement économique de nos compatriotes. Nous ne pouvons pas aider nos dirigeants politiques à y voir clair eux-mêmes dans les sentiers où ils veulent guider nos peuples.

Ce que la colonisation avait initié, de travail de sape de l'âme des colonisés, ceux-ci se sont donnés des dirigeants qui, dans bien des cas, n'ont fait qu'aggraver l'agression culturelle portée contre leurs peuples.

Le peu d'éléments de patrimoine culturel touchant notre âme s'est réfugié sur d'autres continents. Pendant que la propagande politique, dans un vaste pays, fusant de tous les coins même du continent, fustigeait les européens, anthropologues, ethnographes ou ethnologues, sociologues, etc., pour avoir emporté nos œuvres d'art et altéré les témoignages de notre histoire, nos dirigeants s'employaient, en même temps, à altérer le présent et à fourvoyer l'avenir, notamment, à corrompre nos Universités et universitaires, en les convertissant en chaires de bêtises érigées en moyens de gouvernement.

Les pays les plus riches potentiellement allaient rapidement se trouver réduits au rang de pays pauvres, fortement endettés ...

⁴ Voir J. ELLUL, Histoire des Institutions de l'Antiquité, Coll. « Thémis », aux P.U.F., Paris.

⁵ Voir CESAR, De bello gallico, PASSIM, la tendance à exagérer la bravoure du soldat romain et les mérites de son commandant.

Et voici que les initiatives de reconstruction documentaire de nos pays, de nos peuples même, ne peuvent nous venir que de l'étranger. Et que, d'ailleurs, nous manquent cruellement les outils, notamment informatiques et télématiques, qui sont aujourd'hui indispensables pour accéder à cette abondante documentation, ce patrimoine commun de l'humanité, et pour y envoyer notre propre contribution en moisson de données, de leur systématisation et de leur exploitation.

Mais vais-je demeurer si pessimiste ?

Non ! je suis porté par une autre conviction : irremplaçable fut le rôle que joua l'intellectuel romain, l'écrivain, qu'il fût poète, historien ou juriconsulte.

Aujourd'hui, c'est l'Université et l'universitaire, surtout indépendant, qui doivent jouer ce rôle. C'est indéniable dans le monde qui progresse et indispensable dans cet hémisphère dit « **Sud** » qui stagne, voire régresse.

Par ailleurs, compte tenu de l'étendue de la tâche, non seulement par le volume et la variété des matériaux à traiter et par les capacités nécessaires, mais aussi par l'avantage que doit procurer la coordination sur tout notre continent, les universitaires africains doivent organiser une vaste coopération entre eux et avec ceux des autres continents. Ils doivent exploiter tous les avantages et toutes les possibilités qu'offrent le travail en groupe et les échanges.

QUELS MOYENS SONT-ILS DISPONIBLES ?

Se pose alors la question de savoir quels moyens sont actuellement disponibles et permettraient à cette coopération africaine de prendre l'élan et la résolution qu'exige l'objectif à atteindre.

D'abord relevons que nous avons les Universités et universitaires nécessaires. Ensuite, existent certainement les documentations et les documentalistes. Mais il y a un écueil à franchir en ce domaine : la difficulté de localiser les documents nationaux, à y accéder (le plus souvent, on déniche déjà difficilement les exemplaires dispersés et non répertoriés), et à les enrichir.

Une autre difficulté réside à ce que la documentation, dans le Centre-Est africain, où nous travaillons, est généralement obsolète. Il ne rencontre plus les interrogations des autres continents, spécialement celles de nos partenaires actuels ou virtuels.

Et ... pourquoi pas ? ... la télématique.

Parmi les autres moyens,, dont la nécessité s'impose, relevons l'informatique et le CD-Rom, la télématique et actuellement **E-Mail et Internet**.

Dans ces domaines, c'est-à-dire dans ce qu'il y a actuellement d'indispensable, notre retard est aussi énorme qu'inexplicable, sauf par l'héritage négatif de régimes dictatoriaux et totalitaires, hostiles à toute ouverture sur les autres civilisations et continents, nous tenant à l'écart de la télématique ; tentant de caporaliser l'informatique, c'est-à-dire d'en faire une espèce de monopole de l'Etat totalitaire et trop sécuritaire ; en tous les cas, ne faisant absolument rien pour aider nos pays et nos peuples dans l'effort nécessaire pour le transfert de

cette technologie, donc pour faire étudier et former les nationaux à ces matières qui sont, pourtant peu coûteuses en argent et en maîtrise humaine. Nous nous sommes mis en quarantaine, hors de l'autoroute de l'information, c'est-à-dire de la science, du savoir et du savoir-faire actuels, ainsi que du commerce mondial qui passera, bientôt tout entier, par ce véhicule.

TELEMATIQUE ... ACCESSIBLE !

Pourtant, il en coûterait fort peu, à chacun de nos pays, pour sortir de notre « **exil** » : moins d'un demi-million de dollars U.S., soit moins que ne coûtait une seule semaine d'un séjour du dictateur zaïrois à l'étranger.

Est-il vrai que chacune de nos Universités serait incapable de trouver un prêt de 25 à 30 mille U.S.D., qui lui permettrait de se connecter à l'Internet et de procurer à ses chercheurs l'entrée de toutes les bibliothèques du monde entier actuel ?

N'est-il pas évident que chacune de nos chambres du commerce, même provinciale pourrait, moyennant simple volonté et mobilisation, amener ses membres à rassembler les 25 à 30 mille dollars ? Qu'il suffirait que chacun de leurs membres retarde deux ou trois voyages par an. Les achats et ventes à travers l'autoroute de l'information ; les ventes et achats électroniques, compenseraient avantageusement ces déplacements. La chose est très largement prouvée.

N'y a-t-il pas, chez nous, même des personnes qui seraient individuellement capables ou dignes de se faire prêter ces 25 à 30 mille dollars ? Faut-il considérer comme définitive l'impossibilité d'une trentaine de professeurs et d'une demi-douzaine d'Universités et Instituts d'enseignement supérieur, de s'associer pour acquérir le matériel nécessaire et pour s'abonner aux services d'E-Mail ou d'Internet.

Peut-on sérieusement dire que nos pays bénéficient, par exemple, des aides d'ON.G. à travers O.N.G. et que les dizaines, voire les centaines d'O.N.G. engagées dans ce partenariat si vivant sur le terrain soient en même temps incapables de réunir ensemble et par pays les 25 ou 30 mille dollars qui suffiraient à procurer un site **Web** ?

Au moment même où j'écrivais les deux paragraphes ci-avant⁶, la R.F.I. brodait sur les milliers de pages de textes que le Parlement français a rassemblées ou créées sur les faits et circonstances constitutifs du génocide rwandais de 1994. On verra combien de temps ce document mettra à atteindre notre région ... Mais on voit déjà, en tous les cas, que les informations et la documentation ne manquent pas.

⁶ Ce jeudi 05 novembre 1998, à 06h30' ; R.F.I. diffusait la déclaration de QUILERS, Président de la Commission parlementaire française d'enquête sur le génocide rwandais et sur les responsabilités non rwandaises, qui indiquait des milliers de pages de textes allait être publiés et fournir réponse à toutes les questions soulevées par, notamment, l'activité militaire au Rwanda avant-pendant-et après l'opération dénommée La Turquoise. C'est dire que si ces pays le voulaient, ils pourraient bien faire le nécessaire pour que soit bien connue et répandue la documentation sur les faits et actes des uns et des autres dans les drames qui se jouent dans le Tiers-Monde.

CINQ ANS POUR FAIRE LE NECESSAIRE.

La micro-informatique et la télématique ont conquis le monde en moins de trente ans. Notre région, l'Afrique du Centre et de l'Est, marque, il est vrai, un retard affligeant. Mais seule y manque la volonté pour la tirer de l'impasse.

Volonté des décideurs politiques, nous l'avons dit. Volonté aussi de **l'intelligentsia**. Nous l'avons dit.

Comme les deux solutions, plus ou moins miracles, ont prouvé leur dynamisme inédit, nous n'avons aucun doute sur la perspective concernant notre région.

Dans cette entreprise qui s'impose, l'Université et l'universitaire seront les principaux acteurs. Et il est heureux que le présent symposium ait été organisé chez nous à l'intention, précisément, de nos Universités et universitaires. L'Université Catholique de Bukavu, de même que, depuis dix ans, l'Institut Supérieur Pédagogique de la même ville, pratique la formation en bureautique. Il ne nous manque que l'équipement approprié pour que nous passions sans difficulté à la télématique, à son installation et à son exploitation.

Mais ... que dis-je ? Ce qui nous manque le plus, c'est la paix dans la région. Les meilleurs projets, qui se réalisaient dans cette vigoureuse région de l'Afrique du Centre et de l'Est ont été rompus ces dernières années, par la guerre. Une guerre d'autant plus absurde que deux choses nous manquent, qui nous permettraient de jouer le rôle qui est le nôtre. Ces deux éléments sont :

- a) la documentation sur tous les antécédents qui pourraient nous livrer le secret sur les facteurs de cet état guerrier qui ruine nos peuples ;
- b) les équipements et les canaux qui nous permettraient de diffuser la perception, les analyses, et les conseils, de **l'intelligentsia** africaine, à l'intention de tous les hommes de bonne volonté qui, dûment sollicités, ne manqueraient pas de servir la cause de l'humanité en ramenant la raison et la morale dans les rangs de ceux qui provoquent les guerres.

Il ne faut pas grand chose pour que la logique guerrière disparaisse et cède le pas à une logique constructive.

Une documentation mieux étudiée ; une diffusion systématique des productions actualisées, constitueraient un important facteur de redressement des idées qui ont conduit à l'état guerrier endémique qui afflige aujourd'hui nos pays.

J'affirme, encore une fois, que nos Universités et universitaires doivent, dans cette entreprise, jouer un rôle irremplaçable. Et qu'ils peuvent, moyennant la volonté nécessaire et la coordination des efforts, entre enseignants et entre institution d'enseignement, résoudre même le problème financier que posent notre équipement et le complément de formation de nos agents qui doivent opérer sur les machines.

Des organisations ou entreprises tel que le Réseau Documentaire International sur la région des Grands Lacs Africains pourraient alors jouer un rôle vraiment significatif.

LE KIVU, FACE A CE RENDEZ-VOUS ...

Les Institutions d'enseignement supérieur et universitaire du Kivu et, en tous les cas, celle à laquelle j'appartiens et dont je connais au mieux les projets, se trouvent seulement handicapés, depuis deux ans, par la guerre. Leur volonté de se doter de **Centres de Recherches** se trouve mise en veilleuse. Les activités réelles qui, il y a peu, caractérisaient l'I.S.P. et l'I.S.D. avec leur CERUKI, pour ne citer que les « sœurs aînées » de cet enseignement dans la ville de Bukavu, sont en veilleuse ; mais je peux assurer, sans risque de contredit, que nos Institutions vont certainement se réveiller et faire face, dans leur domaine d'action, à la **nécessité de survivre à la guerre**.

Je tiens à assurer que, comme me l'a dit, Monseigneur le Recteur de l'Université Catholique de Bukavu, ce réveil sera effectif dès que nous aurons mis en œuvre la solution au problème matériel, notamment financier, qui nous handicape encore. Et que nous travaillons à rechercher les moyens nécessaires.

Nous espérons que la coordination des efforts de tous, dans la région de l'Afrique du Centre et de l'Est, va accélérer et multiplier les actions des uns et des autres.

Bukavu, le novembre 1998

LWANGO Thomas

Avocat à la Cour Suprême de Justice,

Chargé de Cours

Université Catholique de Bukavu.-

LE DOCUMENT AU SERVICE DE LA RUMEUR

Communication présentée par :

L'Ambassadeur Pierre-Claver NDAYICARIYE

Colloque International

« Rumeurs de Paix »

Sociétés en convalescence et Liberté d'Information

Bujumbura – Décembre 1998

Introduction .

Le titre du colloque international qui s'ouvre aujourd'hui à Bujumbura est en quelque sorte provocateur pour les Burundais qui, depuis le 21 octobre 1993, sont en crise socio-politique grave. Depuis cette date, ils vivent la guerre civile dont les nombreux effets sont aggravés par l'embargo décrété contre le Burundi le 31 juillet 1996.

"Rumeurs de paix" - Sociétés en convalescence et liberté d'information, ce titre reste provocateur car la région des Grands Lacs est troublée : au Rwanda, certaines préfectures connaissent encore des attaques sporadiques des Interahamwe et des Ex-F.A.R. ; en République Démocratique du Congo, la guerre y fait rage même si le dernier sommet France-Afrique nous promet une sortie du tunnel et annonce une signature prochaine d'un accord de cessez-le-feu à Lusaka (Zambie) ou peut être à Ouagadougou (Burkina) les 17 et 18 décembre 1998. Au nord de l'Ouganda des rebellions y sont actives. Au Burundi, le dialogue interne et les négociations d'Arusha, supposés préparer la paix durable, font l'objet de plusieurs spéculations. Dans la région, la plupart des indicateurs politiques et sécuritaires sont au rouge pour le moment.

A Bujumbura, les Burundais sont plutôt habitués aux rumeurs de guerre, aux rumeurs de mort et aux rumeurs d'attaque. Traumatisés par la guerre qui dure depuis 5 ans, les Burundais ont une conscience régulièrement violée par les tragédies répétées de leur pays et de la région. Il leur manque pourtant la sérénité pour penser aux "rumeurs de paix, pour lire les signes de la paix et de l'espoir. Ces signes existent pourtant. Les "rumeurs de paix", c'est peut être déjà cette accalmie ("Agahengwe" en Kirundi) que les Burundais vivent depuis plusieurs mois dans la quasi-totalité des provinces du pays. Les "rumeurs de paix", c'est peut-être aussi ce débat national et ces négociations interburundaises d'Arusha qui réunissent les filles et fils de toutes les ethnies et de toutes les sensibilités socio-politiques. Ce dialogue politique est salvateur : il permet un débat dépassionné et une découverte de l'autre. Le dialogue est une rumeur de l'espoir. Officiel et responsable, ce dialogue vise avant tout la paix, la survie de la nation et la communion entre les Burundais. Ce dialogue permet d'affronter ensemble les problèmes et les tragédies de notre société dans l'intérêt des générations futures et des institutions du pays.

Dans la région des Grands Lacs, il y a certes des sociétés en convalescence. Les symptômes de la maladie et les signaux du mal qui fait régner la terreur sont toujours présents. La dose nécessaire pour la guérison, effective de "nos pays malades" est en expérimentation. En attendant le remède miracle, les plus faibles et les moins chanceux sont emportés par la tempête, le génocide, la guerre, la haine ethnique, la famine et les intérêts divers alimentés par des ambitions hégémoniques. S'y ajoutent les résistances au changement, le refus du partage du pouvoir et le rejet du projet combien salvateur de la réconciliation nationale.

Une anecdote pour commencer !

Le 13 juin 1998, le Gouvernement issu de l'Accord consacrant le Partenariat Politique Intérieur pour la paix était mis sur pied. Naturellement, de nouveaux Ministres sont entrés au Gouvernement ; quelques anciens, comme moi, en sont sortis. Déjà quelques mois avant ce changement, une rumeur persistante a circulé dans tous les quartiers de la capitale. Cette rumeur

annonçait la somme que le Président de la République (je dis bien : le Président de la République) donnerait (je ne sais quelle rubrique budgétaire) à tous les Ministres qui ne seraient pas repris au Gouvernement. La rumeur parla d'abord de trois millions cinq cents francs. La rumeur parla ensuite de sept millions. La rumeur donna vers la fin, c'est-à-dire à la veille de la formation du nouveau Cabinet, la somme de 15 millions.

Certaines personnes de bonne foi, à force de croiser la rumeur partout, ont failli y croire. D'autres y ont carrément cru puisque des amis de bonne foi sont allés vers l'un ou l'autre Ministre non reconduit demander "un dépannage financier" pour nouer les deux bouts du mois.

Bien entendu, pour les Ministres concernés, la rumeur est de mauvais goût, voire "porte-malheur" car certains parmi ces anciens Ministres sont encore en attente d'un nouvel emploi, pour ne pas dire au chômage.

Mais dans tout ce montage ridicule et vicieux, que visaient les concepteurs de la rumeur ? Le Président de la République ? Le Partenariat Politique ou certaines Institutions précises ? La mauvaise gestion des finances publiques ? Tout un ensemble de questions parfois sans réponse, qui montrent qu'il existe dans chaque société des laboratoires de déstabilisation.

Pour répondre à ces quelques questions, il est important de souligner que l'analyse de la réalité sociale ou politique montre en effet que la rumeur dit toujours plus que ce qu'elle apparaît.

D'une part, la rumeur véhicule des manipulations conscientes ou inconscientes de l'opinion. Dans la chaîne de diffusion et de propagation, certaines personnes tombent dans le jeu de façon innocente, sans connaître ni l'origine ni les visées de la rumeur.

D'autre part, l'échange d'information doit constituer (devrait constituer) la réalité permanente du rapport entre les gouvernés et les gouvernants. Dans un pays de tradition orale comme le Burundi, la radio-trottoir fait beaucoup de dégâts et le "bouche à oreille" beaucoup de méfaits. Il y a donc au Burundi un certain impérialisme de la rumeur et ses répercussions sur la vie socio-politique nationale sont parfois catastrophiques.

L'ampleur des dégâts signifie souvent fragilité des "sociétés en convalescence" et la mauvaise réponse à la rumeur. Ces sociétés en convalescence ont besoin d'une information qui rassure, qui éclaire l'opinion et qui diminue partant les peurs et les méfiances entre citoyens, entre Etats, entre Nations.

Pour tenter une modeste contribution sur le document au service de la rumeur, notre communication aura trois articulations principales :

- La liberté d'information et l'impérialisme de la rumeur (première partie).
- Le document écrit et les principes d'analyse des rumeurs (deuxième partie).
- "Les rumeurs de paix", prélude à paix (troisième partie).

Première Partie : La liberté d'information et l'impérialisme de la rumeur.

Au niveau mondial, le débat sur l'information et le Gouvernement responsable de la paix et de la sécurité des citoyens est traversé, voire commandé par l'état des moyens techniques dont disposent les pays ; et par l'évolution qui rend plus actifs les gouvernés dans les processus de gestion des affaires publiques. Parce que la circulation et la liberté d'information dotent les citoyens d'une capacité de juger. Parce que la liberté de parole et d'écrit résout de nombreux problèmes d'information des populations et pour reprendre les termes à la mode elle constitue un solide pilier de la démocratie et un immense avantage de la bonne gouvernance.

Le débat sur la liberté d'information dans les sociétés en crise est donc une nécessité. Cependant, ce débat n'aura aucun sens si la notion de responsabilité de ceux qui informent n'est pas positivement intégrée à la gestion de cette même crise.

Au niveau régional, je suis heureux de constater qu'il est prévu d'ouvrir à Bujumbura un Bureau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains. De même, un exposé sur "les nouvelles technologies et la conservation et diffusion des documents écrits" est programmé.

Au niveau interne, le Gouvernement du Burundi conscient de l'enjeu de l'information dans les relations internationales prend aujourd'hui plusieurs initiatives visant l'amélioration de la communication gouvernementale et la maîtrise de l'information intéressant la région en général. Je suis donc ravi de constater avec vous qu'il y a un lien évident entre la liberté d'information et la construction de la paix. Cette liberté doit être assumée avec responsabilité.

Tout le débat actuel sur la participation des citoyens fait notamment penser au nécessaire droit de savoir, au besoin et au droit de dire. Car, nul n'ignore que la dictature réduit les citoyens au silence qu'instaure la peur d'un châtement ou de la torture.

Par ailleurs, l'auto-censure déforme sous tous les régimes la réalité des événements. L'expression de l'opinion véritable est interdite si elle s'écarte de l'opinion officielle. Par conséquent, l'opinion vraie reste inconnue. Ceci est dangereux pour la paix du pays, des dirigeants et des citoyens. Les crises qui secouent la région des Grands Lacs depuis 1990 sont de ce point de vue des crises de la liberté d'information. Sinon, la Radio-Télévision des Mille Collines n'aurait pas vu le jour uniquement pour déverser au Rwanda et dans la région des messages de haine. Les dégâts faits par cette triste radio sont aujourd'hui incalculables.

Au niveau de l'écrit, l'expression du citoyen est réduite aux seuls messages que l'autorité souhaite bien entendre. Les documents clandestins inondent les bâtiments administratifs et les quartiers. La rumeur devient reine à Bujumbura, dans les salons, à l'intérieur de voitures bien vitrées lors de causeries. Alors devient insaisissable le subjectif, et donc non quantifiable. Le potentiel devient difficile à pénétrer car il n'est pas actuel. Les services spéciaux comme les renseignements sont parfois déroutés. L'opinion publique, elle, est désorientée ; les médias sont piégés car ils évoluent dans des sociétés tendues dans lesquelles manquent la vérité, la critique et la liberté. C'est justement cette absence de vérité, de critique et de liberté qui est souvent synonyme de mort et favorable aux rumeurs.

C'est pourquoi dans notre approche d'analyse du "document écrit au service de la rumeur", nous abordons les points suivants :

Le document écrit comme moyen d'information
L'information comme revendication des citoyens
L'impérialisme de la rumeur dans la région des Grands Lacs
Le problème d'information et de communication au Burundi
La rumeur comme opération de guerre
Et enfin, la difficulté de "savoir lire" l'état de l'opinion.

Premièrement, le document écrit est un moyen d'information.

Dans les pays à presse dynamique, active et diversifiée, les journalistes expriment des opinions ; ils informent l'opinion. Lorsqu'ils parlent dans un journal dit d'opinion, les journalistes expriment l'opinion qu'ils ont et qu'ils veulent faire partager. D'autres citoyens peuvent également utiliser ce vecteur.

Deuxièmement, à travers la planète, l'information devient chaque jour une revendication des citoyens. Cela pose par conséquent une question de l'enjeu des nouveaux moyens de communication et d'information. Cette question fondamentale a été posée par Joseph Le Dren en ces termes : "La mise en place de réseaux, de toute une gamme d'outils de communication et de diffusion sans commune mesure avec ce que nous avons connu, fait que le débat sur l'information ne peut plus se centrer sur l'objectivité du journaliste ou sur l'aide de l'Etat à la presse. Ou bien nous obtenons que la demande d'information et d'expression soit prise en compte ; là où elle émerge et quel que soit le statut de ceux qui font cette demande, ou bien nous consentons à entrer dans l'ère de la manipulation symbolique : une ère où ceux qui ont du pouvoir feront et déferont à leur gré l'image de ceux qui n'en ont pas, semant sur eux le doute, le discrédit, ou la culpabilité, comme on le fait déjà si bien à l'égard des chômeurs, des femmes qui travaillent, des jeunes et autres catégories socialement vulnérables. (1)" Fin de citation.

Les nouveaux moyens d'information doivent donc jouer pleinement leur rôle : ils sont les lieux de l'échange, les médias de la société dans sa pluralité, sa multiplicité, son exigence. C'est ici où réside le principal défi à relever. C'est sur ce terrain où il faudra le plus travailler pour que les rumeurs de guerre cèdent la place aux "rumeurs de paix", prélude à la paix et à la maîtrise du destin de nos sociétés.

Ce travail, nécessaire et salutaire, n'est pas toujours facile dans la région des Grands Lacs car il y a beaucoup d'acteurs aux diverses casquettes qui choisissent d'agir et d'informer dans la clandestinité, en répandant notamment la mort et les rumeurs de haine.

Troisièmement, l'impérialisme de la rumeur est une réalité dans la région des Grands Lacs.

Les crises qui secouent la région depuis les années 90 (Rwanda, Burundi, République Démocratique du Congo) montrent entre autres que les institutions de ces trois pays déstabilisent beaucoup les citoyens par le mensonge, la manipulation et les injustices. Il y a bien sûr la misère des populations. Il y a aussi les vieilles habitudes de clientélisme qui sont le terrain favorable à

toutes les "guerres souterraines" par le tract et la rumeur.

Les documents écrits au service de la paix existent, c'est vrai. Mais l'information qu'ils véhiculent est la moins partagée, pour ne pas dire la moins intéressante. Quant aux documents écrits au service de la rumeur nocive et déstabilisatrice, ils sont légion, souvent clandestins, parfois ils se meurent d'eux-mêmes après avoir troublé certains esprits fragiles.

Quatrièmement, au Burundi, le problème d'information et de communication se pose en termes particuliers.

"C'est pourquoi nous assistons à des comportements barbares découlant d'une frustration sans nom, à tel point qu'on pense au dialogue après fracas. L'homme burundais est toujours en quête d'une vérité susceptible de confirmer sa propre existence, son équilibre interne et externe. (Ö) Certes, notre société est caractérisée par l'oralité, le poids de la tradition pèse encore dans nos esprits.

La production littéraire laisse à désirer, peu de librairies sont installées au Burundi, peu de journaux d'analyse. Tout cela laisse la place à "l'on m'a dit, gardez ça pour vous Ö (2)" Fin de citation.

Dans ce cas précis nous l'avons dit plus haut la rumeur est véhiculée par une production clandestine et anonyme.

Cinquièmement, la rumeur vise à la fois un homme et un système.

Appliquée aux domaines politique et social, la rumeur a fait de nombreux dégâts dans la région des Grands Lacs. Des paysans traumatisés par la guerre et les violences ont passé des nuits dans les marais et bananeraies pour se protéger contre un ennemi annoncé par un tract, une rumeur. L'objectif principal des "laboratoires" de rumeurs est de manipuler l'opinion, de créer une crise, de provoquer une cassure entre gouvernés et gouvernants. Comme l'investissement dans la rumeur coûte pratiquement rien, les concepteurs sont toujours à la recherche de celle qui déstabiliserait le mieux et le plus efficacement la société, les institutions, les responsables.

Au Burundi, les exemples sont tellement nombreux que les Burundais pourrions-nous dire sont presque "immunisés" contre les rumeurs. L'efficacité de l'opération, même répétée, dépendra des relais utilisés et notamment des médias qui peuvent, d'un fait insignifiant en soi ou connu dans un petit espace, créer un événement politique, qui amplifient, exploitent, dramatisent en spéculant sur la sensibilité de l'opinion.

Au cours des années 1994, 1995 et 1996, les Burundais ont effectivement tout entendu et les rumeurs les plus folles ont visé tous les domaines de la vie nationale. La cacophonie à la tête de l'Etat (c'était encore l'époque de la Convention de Gouvernement), l'atmosphère sociale et politique, la sensibilité des sujets abordés, la gestion maladroite de l'information, la fragilisation de la société burundaise, la tension aux frontières et bien d'autres facteurs expliquent en partie les rumeurs de l'époque.

Sixièmement, nous dirons, dans le contexte de la région, que les rumeurs sont des opérations de

guerre menée avec très peu de moyens. Certaines sont conçues à l'étranger, d'autres à l'intérieur. Elles ont cependant un point commun parce qu'elles visent à la déstabilisation de l'Etat. Elles font des dégâts psychologiques et humains trop importants. Elles perturbent souvent le travail de certains services publics particuliers comme les Ambassades et les renseignements.

Septièmement et enfin, le document écrit au service de la rumeur pose un autre problème souvent méconnu : la nécessité de "savoir lire" l'état de l'opinion et les limites de l'information que cette opinion véhicule. Ici comme ailleurs, la difficulté pour les responsables politiques et pour le Gouvernement d'être informés sur l'état d'esprit des gouvernés est un véritable casse-tête.

Deuxième Partie : Document écrit et principes d'analyse des rumeurs.

Les développements qui précèdent visaient surtout à montrer que les rumeurs, anonymes et cyniques, portent souvent la force de la déstabilisation des institutions, l'ambition de démolir dans l'opinion l'image des institutions, les affaiblir, c'est-à-dire diminuer leur poids et leur autorité dans l'environnement interne et externe.

Avant d'aborder quelques principes d'analyse des rumeurs, il serait peut-être utile de rappeler quelques repères qui valorisent, à travers l'histoire de la communication et de l'information, le document écrit.

Nous disons d'abord que le document écrit confère la pérennité à la parole. Ainsi, comme l'a si bien précisé la Commission Sean Mac Bride, "le développement de l'écriture a permis de préserver les messages porteurs de symboles les plus lourds de sens, garantissant ainsi l'existence permanente de la communauté. Les livres écrits et copiés à la main, ont une histoire qui remonte à trois millénaires. Par extension, le livre est devenu l'inégalable dépositaire de la pensée et de la connaissance dans la plupart des grandes civilisations des époques classiques. Il y a plus de deux mille ans, les empereurs de Chine entreprirent de rassembler toutes les connaissances principalement scientifiques et historiques existant à l'époque dans une série de livres. Ce fut la première encyclopédie. Mais les grandes bibliothèques de l'Antiquité étaient réservées aux savants, laïques ou religieux, et aux administrateurs. Un long délai s'écoula avant que la diffusion des livres ne soit plus limitée à un cercle de privilégiés (3)".

Cette réflexion pose un problème sérieux du partage de l'information et du savoir et de l'accès à l'information.

Nous disons ensuite aujourd'hui que le document écrit ne voyage plus à la vitesse d'un coureur, d'un cheval, d'un oiseau ou d'un navire à voiles. Les nouvelles technologies de l'information ont transformé le monde en un village planétaire. En 1995, de Genève, le Président sud-africain, Nelson Mandela a lancé à ce propos l'appel suivant :

"Les technologies de communication ne doivent plus être considérées comme un luxe, intervenant après le développement général du pays, mais comme une des convictions qui déterminent les capacités des pays en développement à engager la modernisation de leur

économie et de leur société (4)". La conférence des Ministres chargés des inforoutes, réunie à Montréal (au Canada) en mai 1997, a exprimé la même préoccupation et pointé du doigt l'Afrique en retard dans son entrée dans la société d'information supposée favoriser une communauté plus solidaire.

Nous dirons par conséquent que la circulation de l'information est un phénomène inséparable de toute société organisée qui se manifeste dans tous les aspects de la vie sociale. Chez nous comme dans les autres régions du monde, le document peut jouer un rôle social, une fonction politique, être un instrument de promotion économique, d'éducation populaire et d'encadrement culturel. Le document écrit peut enfin être au service de la guerre et de la haine. Les événements tragiques du Rwanda de 1994 ne démentiront pas cette affirmation.

Nous dirons enfin que les documents écrits ont la capacité de diffuser des "pensées dangereuses" bien au-delà de la zone d'influence immédiate de ceux qui les avaient conçues. Il en est ainsi de certaines batailles médiatiques menées par "Burundi Buro" de l'allemande Brigitte Erler contre le Burundi. Pour cette raison et bien d'autres, le progrès technique pourrait être considéré comme une menace dirigée contre les pays en développement qui ne savent pas organiser la riposte médiatique ou corriger à temps les failles du système critiqué.

Dans une situation pareille, "la rumeur courtcircuite le tout par le rien. Elle dit qu'il n'y a pas de différence entre le tout et le rien, que le tout que l'on croyait chargé de positivité (+) est en fait chargé de négativité (-), c'est-à-dire qu'il est aussi négatif que le rien (-), en d'autres termes, qu'il n'y a pas de fumée sans feu (5)". Le doute et la déstabilisation s'installent car, à force de rencontrer une rumeur dans tous les quartiers, la prudence suggère au moins de retenir comme conviction "on ne sait jamais".

Dans la région des Grands Lacs, les populations ont souvent été déstabilisées par les institutions. En Ouganda, sous Idi Amini Dada, au Congo-Kinshasa sous Mobutu Sese Seko, au Rwanda sous Juvénal HABYALIMANA. Mais ce phénomène n'est pas propre à la région.

Il faudra surtout constater que les rumeurs naissent pour signifier une fissure dans un système, des défauts chez un homme et, le plus souvent, en périodes de crise, de conflits ou de changement imminent ou consommé. Quelques principes d'analyse permettent de comprendre l'impérialisme des rumeurs et leurs répercussions sur la vie socio-politique.

Premier principe : on ne doit pas pouvoir remonter à l'origine, au "concepteur" des rumeurs. Les "laboratoires" prennent toutes les précautions pour réduire le risque. Tous les coups sont permis et plusieurs relais utilisés. La filière apparente n'est pas souvent la filière réelle. Ce qui complique, pour les cibles, la riposte.

Deuxième principe : les buts d'une rumeur ne sont pas toujours apparents. Il est parfois difficile de savoir qui est réellement visé par la rumeur. Le degré du fictif et de l'incertain augmente dans le jeu politique et aggrave le trouble de l'opinion.

Troisième principe : pour réussir, l'opération suppose une certaine préparation suppose une certaine préparation psychologique, une certaine sensibilisation. Dans ce cas, la phase de préparation, de mise en condition de l'opinion, ou de désinformation est nécessaire pour créer

après l'événement.

Cette phase, difficile à saisir, appartient au clandestin.

Quatrième principe : les médias jouent un rôle essentiel dans l'exploitation politique des rumeurs. Les médias ont une force d'amplification ; ils ont la capacité de donner forme et profondeur à la rumeur.

Cinquième principe : il y a des rumeurs qui créent un événement politique. Il y en a d'autres qui ont une vie éphémère et qui ne franchissent pas la barre.

Dernier principe : le but d'une rumeur est un changement de rapports de force quel que soit le coût. C'est pourquoi une rumeur est considérée comme une opération de guerre à faibles coûts. Opération de guerre parce qu'il y a toujours intérêt à créer le trouble chez l'adversaire.

Troisième Partie : "Les rumeurs de paix", prélude à la paix.

En temps de paix et davantage en temps de guerre, la communication reste le moteur et l'expression de l'activité sociale, de la civilisation, de la modernité.

Le débat national amorcé au Burundi et les négociations d'Arusha constituent un moment privilégié pour les Burundais qui doivent tenter chaque jour de regarder dans la même direction. Le dialogue politique que permet la communication est une source commune d'idées, un processus qui renforce le sentiment d'appartenir à une même communauté.

La communication permet également de traduire les pensées en actes. Dans le contexte des crises que vit la région des Grands Lacs, elle reflète les émotions et passions et tous les besoins depuis les gestes les plus simples assurant la continuité de la vie jusqu'aux manifestations suprêmes de la création ou de la destruction.

La communication responsable intègre le savoir, l'organisation et le pouvoir de la société ; elle relie chez les citoyens la mémoire de leurs origines, de leur passé aux aspirations les plus nobles pour un avenir meilleur. Source d'espoir et de progrès, le dialogue est dans notre entendement "une rumeur de paix", c'est-à-dire un signal de paix.

Le document au service de la rumeur relance dans chaque société un débat : celui de la problématique de la liberté d'information et de la construction de la paix. Ce débat, ancien et actuel, est le meilleur indicateur d'une société dynamique dans laquelle les citoyens nouent des relations suivies, établissent des réseaux de communication entre eux pour enfin favoriser les chances de rapprochement et d'intégration communautaire, réduire les tensions et résoudre les conflits là où ils apparaissent.

A l'échelle des collectivités restreintes, de groupes de peuples voisins ou englobés dans un même espace politique ou économique s'exprime souvent de façon légitime le besoin de partager

l'information et la communication permanente. L'incompréhension entre les hommes, entre les peuples est parfois le résultat de l'absence de dialogue : la paix, la sécurité, le développement. Dans le cas du Burundi, du Rwanda et du Congo-Kinshasa, pays membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs, les ambitions communes étaient nombreuses. Elles ont pour la plupart été remises en cause par les guerres civiles qui ravagent la région et par les nouvelles alliances politiques.

En guise de conclusion.

Nous disons comme les autres personnes qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Pour les rumeurs de guerre, anonymes, cyniques et clandestines, le monde de la politique est souvent peuplé d'adversaires au combat méchant. Pour ces derniers, le feu n'est pas nécessairement présent pour qu'il y ait la fumée. Ce feu, l'adversaire l'allume pour des fins de déstabilisation. Ce feu, on l'invente.

Dans une société bloquée, qui refuse d'assumer son histoire et ses tragédies, les rumeurs de guerre et de mort trouvent un terrain favorable. Il faut une volonté politique intérieure et un environnement régional et international favorable pour redonner espoir aux populations.

La fin du mythe de la rumeur sera ainsi une question de formation et d'information des citoyens. La fin du mythe de la rumeur, c'est surtout une société stable qui, sur les questions essentielles, a la même vision. La fin du mythe de la rumeur, c'est enfin une question d'effort pédagogique de la part de la classe dirigeante et de la classe instruite, et de volonté de clarté de la part de ceux qui gèrent le pays pour que les "rumeurs de paix" soient plus nombreuses au sein d'une population capable de juger et de lire l'évolution et les décisions de la société.

Je vous remercie.

Notes.

Joseph Le Dren, L'information comme revendication, in L'information, Recherches et Débats, D D B, 1979.

Jean-Pierre SAKAGANWA, Rôle de la communication authentique pour le rapprochement des Burundais en faveur du développement, Bujumbura, Mars 1998.

Rapport de la commission internationale d'étude des problèmes de la communication, UNESCO, Paris 1979.

Le Devoir, 17 et 18 mai 1997, Montréal.

François REUMAUX, Toute la ville en parle. Esquisse d'une théorie des rumeurs, l'Harmattan (Logiques sociales), Paris 1994.

RUMEURS, FAUX BRUITS, INTOXICATION, DESINFORMATION ET MANIPULATION : Comment les combattre ou les alimenter ?

(Une réflexion sur la rumeur et ses conséquences en temps de conflit)

Par Pierre Célestin MUMBU.

Chef des travaux à l'ISDR/BUKAVU

Journaliste indépendant.

PRELIMINAIRE.

En lisant le prospectus nous adressé, en marge de ce colloque, notre attention a été attirée par ces trois mots : RUMEURS DE PAIX. Nous pensons que c'est à dessein que les organisateurs les ont soulignés. En ce qui nous concerne, nous serons particulièrement intéressé d'apprendre ce que sont les rumeurs de paix ! Parce qu'actuellement dans notre milieu de vie en République Démocratique du Congo, au Sud-Kivu et particulièrement à Bukavu, la plupart des rumeurs qui circulent...qui courent...sont des rumeurs de haine, de violence et de guerre. Elles concernent par exemple :

L'attaque imminente, foudroyante et totale de la région du Sud-Kivu par les troupes gouvernementales venues de Kinshasa.

La descente demain très tôt sur la ville (Bukavu) par les MAI-MAI, les Ex-FAZ (Forces Armées Zaïroises) alliées aux Interahamwe, etc.

Cela étant, par son thème ce colloque nous rappelle un autre organisé en 1995 par l'UCIP (Union Catholique Internationale de la Presse) à Graz (Autriche) sur le thème : Pour une éthique de paix dans un monde de violence. Et à l'occasion de ce dernier colloque nous avons également débattu sur les rôles des médias dans un environnement de violence...

L'EXPOSE ET SES PARTIES.

Notre intervention comporte, après cette introduction, deux énoncés principaux :

I. LA RUMEUR ET SES MANIFESTATIONS.

I.1 COMBATTRE LA RUMEUR.

Les rôles de l'écrit en tant que preuve d'information. Enfin suivra une conclusion.
QU'EST CE QUE LA RUMEUR ?

Avant toute chose nous devons reconnaître que parler de la rumeur c'est toucher au domaine de la communication sociale, c'est-à-dire aux échanges inévitables et vitaux qui se réalisent entre les membres d'une communauté locale, provinciale, nationale ou internationale.

En effet, l'être humain est essentiellement un être de relation et la communication rend la relation possible. « Par la communication, l'humanité peut intensifier son combat

contre la déshumanisation pour que l' « Oïkumène » - l'ensemble de la terre habitable- puisse vivre dans la compréhension et l'acceptation réciproque¹ »...

Comme on peut le voir, la rumeur est donc intimement liée à la vie sociale de l'EMEREC², pour reprendre l'expression du professeur Jean CLOUTIER de l'Université de Montréal pour qui nous sommes tous et à tout moment EMETTEUR-RECEPTEUR. L'EMEREC c'est donc l'homme communiquant. Pour tout être humain la communication est un besoin vital comme celui de manger, de boire, de s'habiller, etc, et l'information est son soubassement, car il n'y a pas de communication sans information. Or nous savons que lorsque la nourriture manque, l'homme fait tout pour la trouver là où elle est, c'est ainsi que lorsque l' « information » manque l'être social peut tout faire pour la rechercher, même au risque de l' « inventer ».

Quelques définitions de la rumeur.

Ce phénomène a depuis longtemps préoccupé les chercheurs en sciences sociales, les psychosociologues et depuis quelques temps les chercheurs dans la science de la communication sociale.

- a) L'ouvrage intitulé LA COMMUNICATION ET LES MASS MEDIA (Ed. MARABOUT UNIVERSITE, 1973).

Rumeur (rumor en latin). Type de message circulant dans une masse sociale à partir des contacts interpersonnels successifs et constitué de fragments disjoints de messages diffusés par des canaux et recomposés par les individus en fonction d'un certain nombre de stéréotypes ou de valeurs pour acquérir une cohérence explicative.

Cet ouvrage ajoute : « la rumeur est donc un message structuré, pourvu de sens, constitué d'éléments prélevés dans l'ensemble des messages effectifs transmis d'une façon différente de la manière originale et complétés par des « facteurs intégrants » c'est-à-dire des éléments logiques qui permettent de les relier.

La rumeur est un sous-produit de la communication, précise cet ouvrage qui illustre ce phénomène par le fameux exemple connu de tout le monde, celui de SCHUTZENBERGER concernant l'éclipse de soleil attendu par les hommes des troupes d'une armée.

- b) LAROUSSE DE POCHE définit la rumeur comme étant un bruit confus de voix, un bruit sourd, général et menaçant, un ensemble de bruit qui...courent, se répandent ça et là.

En ce qui concerne cette dernière définition, nous pouvons épinglez le mot « bruit » qui dans les sciences d'information et de communication est compris comme étant « tout élément perturbateur du processus de communication³ ».

Elle reconnaît à la rumeur des caractéristiques suivantes :

- bruit... : donc perturbation de la communication
- contenu diffus : message pas très précis

¹ Communication pour la dignité humaine, Déclaration de Mexique, in MEDIA DEVELOPMENT, WACC, 1/1996, pp. 42-44.

² Cloutier, J. L'ERE D'EMEREC, P.U.M, 1975, p.7.

³ Hénot, A., COMMUNICATION (Processus de communication), collection SARP, Montréal, 1986, p19.

- de voix : communication essentiellement orale, donc se répandant de bouche à oreille
 - sourd... : donc pas très audible
 - message menaçant : car la rumeur est généralement hostile, annonçant une « violence », elle comporte presque toujours une charge « affective », « émotionnelle »...dynamique : la rumeur se répand généralement avec vivacité. C'est ainsi qu'on dit qu'elle court... et son dynamisme s'explique également par le fait que son contenu se prête aisément à des modifications de tout genre selon les personnes, les milieux sociaux par où elle passe
- persistance : c'est-à-dire qu'elle peut survivre autant et à l'espace surtout si on peut s'y référer pour « rêver »... pour « fuir » la réalité surtout lorsque celle-ci est inacceptable.

c) Dictionnaire de la communication (Ed. Armand Colin, 1991). La rumeur est un ensemble d'informations diverses dans leurs formes mais convergentes au plan de leur contenu, délivré de manière non officielle dans un groupe assez vaste pour offrir l'anonymat du public neutre à un émetteur non identifié par les membres de ce groupe.

En ne nous arrêtant qu'à ces trois définitions dont d'ailleurs les éléments principaux se retrouvent dans la plupart d'autres, nous devons reconnaître que ce soit LA COMMUNICATION ET LES MASS MEDIA et le Dictionnaire de la communication (ouvrages spécialisés), ou le Larousse de poche (ouvrage « profane »), leurs auteurs ne disent clairement de la rumeur ni que la rumeur est un mensonge pur, ni qu'elle est la vérité toute faite !

Cependant, sachant qu'une réalité ne peut logiquement être à la fois vraie et fausse, nous pouvons conclure que selon l'information (réalité) du départ (il n'y a pas de fumée sans feu) qui a donné naissance à la rumeur, cette dernière sera plus ou moins conforme à la première. A y regarder de près, on peut constater que l'environnement de la rumeur (en tant que message) comporte trois éléments :

- le passé, (c'est-à-dire ce qui a été, ce qui s'est dit, ce qui s'est passé dans le milieu concerné...), plus ou moins lointain par rapport à la réalité présente.
- le présent, c'est-à-dire la réalité présente : le fait, l'opinion exprimée...
- le futur ou l'imagination, le souhait, le rêve (ce qu'on aurait souhaité que ce fut et qui généralement ne correspond pas à la réalité présente. Dans ce dernier cas, la personne ou la communauté c'est-à-dire l'agent propagateur de la rumeur greffe un roman autour de la réalité.

2. D'OU VIENT LA RUMEUR (ou quels en sont les auteurs) ?

Pour répondre à cette interrogation, référons-nous à la science de la communication. Prenons le célèbre schéma du sociologue américain HAROLD LASWELL qui, voulant étudier le phénomène de la communication a imaginé les paradigmes suivants :

QUI ? (l'émetteur)

DIT QUOI ? (message contenu)

A QUI ? (récepteur-destinataire)

PAR QUEL CANAL ? (moyen utilisé pour le dire ...)

AVEC QUELS EFFETS ? (conséquences, résultats souhaités)

En effet pour Laswell, la communication est un processus et tout processus comporte un début déclencheur. En la matière, l'émetteur est l'initiateur de tout processus de communication : QUI ?

Ainsi, la rumeur vient toujours de quelqu'un au sujet de quelque chose (il n'y a pas de fumée sans feu). C'est ce QUI c'est-à-dire le premier à avoir dit QUOI (ce qui se dit, ce qui se

raconte) qui est difficile d'identifier en situation de rumeur. Notre collègue BAPOLISI invité à un atelier de réflexion sur l'incidence de la rumeur dans la problématique d'une paix durable à BUKAVU (COPARE, Avril 1998), donne de l'émetteur de la rumeur les caractéristiques principales suivantes :

- C'est un personnage intelligent à la recherche des relations et chaleur humaine, et qui sait que ses auditeurs l'acceptent ou l'admirent, peut-être aussi.
- Il est assez psychologue pour donner l'air de savoir ... sinon de tout savoir sur un problème, une réalité, un fait.
- C'est un beau parleur : il sait agencer les gestes aux paroles pour mieux convaincre.
- Il sait choisir son auditoire : l'émetteur ne se livre pas à n'importe qui (surtout pas aux inconnus) car, il refuse de se faire découvrir, de se faire contredire.
- Il recourt à des preuves inaccessibles pour échapper à être contredit par la vérité.
- Devant des personnes sensées connaître la vérité, étant donné ses intentions ... il n'ose pas parler, il se tait.

Pour Bapolisi, et nous pensons peut-être pour bien d'autres personnes encore la rumeur est toujours une activité consciente de désinformation c'est-à-dire de la déformation de la vérité. Car, de ce point de vue « toute l'activité de l'émetteur viserait à lui procurer une satisfaction, un plaisir d'avoir partagé ses propres sentiments, ses propres problèmes, ses propres perceptions et espoirs, etc ».

Si ce point de vue est défendable dans une certaine mesure, supposons en ce qui concerne le tout premier QUI ? c'est-à-dire l'initiateur ou la source première, l'émetteur du processus de la communication, du reste très difficilement sinon généralement impossible à identifier dans le cas de la rumeur, ce point de vue qui attribue à l'émetteur (notamment tous les émetteurs de relais) l'intention consciente et délibérée de tromper, de désinformer et de manipuler l'information, n'est pas toujours défendable en ce qui concerne les autres QUI de la longue et sinieuse chaîne de la communication orale de bouche à l'oreille.

En effet, aussi bien l'expérience de SCHUTZENBERGER (Eclipse de soleil) que les travaux de ALLPORT et POSTMAN (Psychologie de la rumeur, 1948), ainsi que les observations de MOLES en la matière, l'analyse de la rumeur est conforme aux trois phénomènes fondamentaux qui implique trois types de distorsion (déformation du contenu, de la vérité) suivants :

- L'appauvrissement du message. Au fur et à mesure que le message se propage dans le groupe, des détails se perdent rapidement. Allport rapporte que, de 100 détails dans le premier récit, on passe à 67 à la première répétition, puis à 54 à la seconde, 36 à la troisième, etc. De nombreux détails se perdent donc dès les toutes premières répétitions et appauvrissent considérablement le contenu du message oral.
- L'accentuation de certains détails. Les détails qui réussissent à franchir le cap des premières répétitions vont peu à peu grossir et finissent par prendre une place centrale dans la signification du récit. La diffusion par la rumeur aboutit ainsi non seulement à appauvrir le contenu mais aussi à en altérer finalement le sens puisque certains détails prennent peu à peu une importance qu'ils n'avaient pas originellement.
- La loi dite d'assimilation. Des deux premières règles, Allport induit ce qu'il appelle la loi d'assimilation. Le chercheur constate en effet que l'élimination de certains détails, le grossissement qui conjugue leurs effets pour altérer le message se produisent conformément aux convictions et aux présupposés du groupe (d'appartenance de l'individu). Ce sont les

détails qui paraissent insolites au groupe qui sont éliminés : en revanche, ceux qui paraissent « normaux » ou censés devoir être entendus sont gardés. De surcroît, ils prennent dans la signification du récit une place centrale .(6)

Etudiant à son tour le phénomène, D.T. Campbell (dans *Systematic Error On The Part Of Human Links In Communication Systems*, 1958), distingue, outre les « omissions » totales ou partielles soit du transmetteur soit du récepteur (par désintérêt, par sous-estimation, par saturation, par distraction, par souci de « résumer ») , les causes suivantes de distorsion :

- condensation (contraction abusive, rétention)
- accentuation (contraste, catégorisation)
- assimilation à un contexte de message (à un premier message attendu, par substitution de contenu...)
- assimilation à un contexte subjectif (par rapport à soi, par évaluation au lieu de décodage...)
- erreur de codage au niveau du sens (ou incompréhension du sens)
- erreur de codage par contamination d'associations personnelles (ou interprétation)⁷

Ainsi, sans qu'il y ait nécessairement une intention de tromper ni d'altérer le message (contenu), et donc par le seul effet de lois naturelles de la transmission en chaîne (d'une personne à une autre, de bouche à l'oreille), il y a modification du message ou son contenu. Par conséquent, contrairement à la coloration péjorative généralement répandue, le concept de la rumeur n'est pas toujours ce « monstre » tant redouté (surtout des dirigeants politiques), lequel monstre serait toujours prêt à tromper, calomnier, désinformer, manipuler l'information et les populations dans le but de saper leur action !

Après tout, certains « faux bruits » ont anticipé sinon poussé le détenteur de l'information « vraie » à la livrer au public, ce qui ne pouvait pas se faire si la rumeur n'avait pas couru.

3. FAUT-IL ALIMENTER OU COMBATTRE LA RUMEUR ?

Disons avant toute chose que la rumeur est un mal et comme tel doit être combattu. C'est le mal de la communication et donc à notre sens rumeur ne peut pas être alimentée c'est-à-dire amplifiée.

a. Les causes de la rumeur

Elles sont innombrables et variées. Citons quelques unes.

Il y a des causes invisibles liées à l'environnement, au milieu de vie des personnes, ce sont le passé avec ses bonheurs, ses malheurs, ses cicatrices etc. Le présent en tant que situation actuelle, ce sont les faits, les opinions exprimées en fonction de ce qui se passe actuellement hic et nunc, ce qui se dit haut ou qui se chuchote ... à cause des tabous ... à cause de la crainte et de la peur. ... à cause de la crainte et de la peur ... le non-dit.

Le futur, c'est-à-dire les espoirs des individus et de la communauté, les mirages, les illustrations pour l'avenir.

Concrètement, les causes réelles de la rumeur peuvent être la pauvreté, la misère, l'analphabétisme, le manque d'éducation et de culture démocratique c'est-à-dire l'absence de la liberté de la parole et la liberté d'information etc. En résumé, chaque rumeur est un résultat des antécédents individuels et collectifs, des réalités mouvantes et complexes et de l'imaginaire infini.

Notons que les rumeurs ont tendance à plus circuler et à attirer plus d'attention en temps de trouble ou en temps de guerre et des conflits. C'est présentement le cas que nous vivons dans notre sous-région africaine des Grands-Lacs, plus précisément au Burundi, au Rwanda et en République Démocratique du Congo.

c. Les conséquences de la rumeur

Rarement la rumeur apporte la bonne nouvelle.

Généralement, et d'ailleurs pour de raisons évidentes, la rumeur apporte la peur, l'angoisse, l'anxiété, la haine, la violence et la guerre. Citons que quelques rumeurs qui ont courues ces derniers temps à BUKAVU ainsi que leurs conséquences réelles ou supposées (virtuelles) sur les habitants de la ville :

R1. – « On dit que les Mai-mai attaque la ville avant le 17 mai 1998... »

Effets : Psychose dans la population à cause de cette attaque imminente...

R2. – « On signale la présence de Kongolo Mobutu (fils du défunt Mobutu) dans la forêt de Walikale accompagné des jeunes libériens... en alliance avec les Mai-mai ...»

Effets : - Panique générale dans la ville, peur, inquiétude, débandade. Certaines familles ont regagné leurs villages...

R3. – « Le commandant James (alors Chef d'Etat major général des FAC/Kinshasa) serait aux arrêts et même tué dans une embuscade tendue par les Mai-mai... »

Effets : - « Inquiétude chez les uns ... satisfaction chez les autres... »

R4. – « Il semblerait que le Chef de division provinciale des mines et géologie suspendu de ses fonctions par Kinshasa à cause de ses malversations financières continuerait d'exercer ses fonctions grâce à la protection du Vice- Gouverneur... »

Effets : - « ...voilà donc rien n'a changé ; l'impunité demeure comme du temps de Mobutu... »

- « ...voilà, le chef de division est un Munyamulenge tout comme le Vice-Gouverneur... »

Notons cependant que la rumeur peut aussi bien être locale, nationale que même internationale et les exemples sont légion pour le démontrer.

4. QUI PROPAGE LA RUMEUR

Tout le monde quel qu'il soit (rang social, riche ou pauvre, analphabétique ou intellectuel ...), peut, consciemment ou non être l'agent propagateur de la rumeur. En effet, en tant que maillon de la chaîne de la communication sociale, chacun de nous selon les circonstances de temps, de lieu, de contexte économique et socio-politique peut être à l'origine des faits ou des opinions exprimées soit par lui-même (opinion contraire à la vérité informative soit reprenant et communicant aux autres de façon déformée les faits ou les opinions exprimées par des tierces personnes. Nous n' avons qu'à nous rappeler le principe de l'EMEREC.

Nous avons déjà dit plus haut que la rumeur est un sous-produit de la communication sociale. La rumeur, les faux bruits, la désinformation et la manipulation sciemment entretenus sont l'œuvre d'une personne ou d'un groupe qui s'en sert pour ses intérêts au détriment de ceux des autres. En temps de conflit par exemple la désinformation est outil de la guerre psychologique menée contre les antagonistes, groupe ou personne.

La désinformation ou l'art du « mentir vrai », à l'origine, est étroitement liée à l'identification et à la dénonciation des pratiques soviétiques au temps de la fameuse guerre froide. Aujourd'hui, ce concept recouvre plusieurs sens qui englobent aussi bien toute information soumise à une quelconque forme de censure, à toute information « orientée » ainsi que le colportage de la rumeur dans l'intention de nuire, de tromper, de manipuler...

5. COMMENT SE PROPAGE LA RUMEUR

On dit de la rumeur qu'elle est l'ancêtre des masses media. La rumeur est elle-même le moyen de communication des masses utilisant le bouche à oreille, c'est-à-dire le mode de communication privilégiant l'oralité. La rumeur se propage par les relations de communication, d'échanges verbaux entre les membres d'une communauté, d'un groupe, etc. Le mode d'expression de la rumeur peut emprunter plusieurs appellations et plusieurs formes selon les milieux.

Ainsi, le Professeur YOKA LYE MUDABA de l'INA/Kinshasa dans son article intitulé : « La démocratie au quotidien à Kinshasa : langues populaires utopiques », parle de radio-trottoir, de radio-tableau, de parlement debout, de daziboas par exemple qui sont les écritures sur les autobus avec leurs oracles idéalistes⁴

Mais la rumeur c'est aussi, les oui-dire (ou les on-dit), le téléphone arabe, etc. A Bukavu, par exemple, c'est aussi les BBC/carrefour, etc.

Expliquant le radio trottoir à Kinshasa, le Professeur Yoka reconnaît en lui : « un discours parallèle (et parfois contradictoire) par rapport aux schèmes officiels, discours émanant des micro-sociétés urbaines périphériques (...), une sorte d'exploitation mass médiatique « hors circuit », pour ne pas dire en « court-circuit », par rapport à la version officielle, pas toujours « complète » ni « rapide ».

Il ajoute, et nous soulignons : « à défaut de circuits d'information transparents et performants, radio trottoir devient donc, par le réaménagement dramatique et l'implication de la rumeur, la voie autorisée des sans voix ».

Il en donne quelques exemples :

- Le Président Mobutu lui même n'a pas échappé à la cicatrice satirique de radio trottoir qui l'avait surnommé le « VOISIN » allusion faite à la chanson à succès du compositeur MADILU de l'OK/JAZZ dénonçant le comportement acariâtre d'un voisin du quartier ». Alors que dans d'autres milieux le Président était surnommé « YA MOKOLO » (Grand-frère, au dessus de tous).

⁴ YOKA, Y.M, La démocratie au quotidien à Kinshasa : langages populaires utopiques, in ZAIRE-AFRIQUE, n° 310, Déc. 1996, pp.527-536

Monseigneur MONSENGO, alors Président du HCR/PT (Haut-Conseil de la République/Parlement de transition) surnommé le « BERET ROUGE » suite au port de la calotte épiscopale, etc.

C'est dire en définitive qu'à Kinshasa, la popularité d'un leader politique est soumise aux caprices impondérables des rumeurs...ainsi qu'à l'humour corrosif du radio trottoir, écrit-il.

6. QUI DOIT COMBATTRE LA RUMEUR (et comment) ?

Toute personne éprise de vérité, de justice et d'objectivité doit combattre tout ce qui est faux, inexact, calomnie, médisance, ruse, mensonge, injustice, haine et violence.

Nous pouvons cependant identifier trois acteurs principaux dans le combat contre la rumeur, le faux bruit, la désinformation, la manipulation :

- a. le pouvoir public (Etat, gouvernement, administration locale), en
 - instaurant la démocratie, la bonne gouvernance, la transparence dans l'activité de la fonction.
 - supprimant la censure dans la presse (censure de l'information)
 - facilitant l'accès aux sources de l'information, aux agents d'information et de communication sociale.
 - sécurisant les journalistes et autres agents de la communication
 - dotant la presse locale/nationale des moyens technologiques adéquats afin notamment de combattre le « mal information » de la presse étrangère généralement éloignée des sources fiables d'information locale /nationale en RDC, par exemple, le manque de téléphone public est un très grand handicap à la circulation de l'information. Ce pays a le taux le plus bas d'accessibilité au téléphone (0,08%)⁹
 - l'Etat doit par ailleurs élaborer une législation juste et claire en matière de presse et d'information publique.
- b. La population (les citoyens)
 - chaque personne/citoyen devrait faire un effort d'analyse des informations reçues (y compris celle délivrée par les radios étrangères...), avant de les propager dans ses circuits personnels de communication sociale
 - les intellectuels particulièrement, parce que généralement très écouté par la masse de la population, devraient faire attention dans leur contact avec la population, surtout à leur langage...
- c. Les organisations de la société civile
 - les églises, syndicats, corporations et autres ONG et les différentes associations de développement devraient opter pour une « culture de la communication participative » de leurs membres
 - les agences et maisons privées de presse doivent se doter (sinon avoir des faciliter de la part de l'Etat) des moyens techniques et de compétences en la matière
 - les différentes plates formes de la société devraient devenir de leur de « communication véritable, de tolérance et de discussion autour des grands problèmes de la société, divergences d'opinions et droit à la différence reconnue par tous, combat d'idées et non combat des personnes.

Deuxième partie :

I. COMBATTRE RUMEUR PAR LES DOCUMENTS (écrits)

LE NOUVEAU PETIT LAROUSSE (1971) définit le document (documentum, docere : instruire) comme étant un renseignement écrit servant de preuve ou d'information. Par exemple, document historique.

Mais le document est également défini comme étant un « objet quelconque) qui sert de preuve, il donne l'exemple du document photographique.

En science de communication sociale, le renseignement écrit (ou l'écrit lui-même) prend le nom de support de communication, support matériel s'entend.

A ce sujet, évoquons la BIBLIOLOGIE en tant que SCIENCE DE LA COMMUNICATION ECRITE (d'apparition plus ou moins récente... comme branche dans les paradigmes de la recherche dans ce domaine) : « L'écrit est un médium supposant un support plus ou moins durable et des signes d'écriture fixant la pensée et la langue d'un émetteur (...). Il est généralement adressé à un récepteur 5..). Il peut être reproduit en un certain nombre d'exemplaires grâce à l'intervention d'un système d'édition, de diverses technologies et de la distribution. Il est donc le produit d'un système de communication. En société africaine dominée par l'oralité, l'écrit n'est donc pas ce produit (10).

Ainsi entendu et nous référant à la Bibliologie, plus précisément à sa partie appelée la systémique bibliologique sociologique (partie de la bibliologie concernant les besoins sociaux de la communication particulièrement à la systématique, en sa partie systémique bibliologique communicationnelle (qui regroupe, en réponse aux besoins sociaux les catégories d'écrites... telles que dégagées par la typologie historique.

Il faudra donc entendre par écrits communicationnels :

- l'écrit manuscrit
- l'écrit imprimé non périodique (livre, affiche, « tract : prospectus », lettre anonyme, et
- l'écrit imprimé périodique (journaux, revues, annuaires, bilan, etc.
- l'écrit institutionnel et documentaire (comprennent les catégories de la chaîne de documentation et écrits d'entreprise

sans oublier :

- l'écrit lumineux (film, microfiche, etc. enseignes...)
- l'écrit informatisé

a. Documents ou écrits pouvant alimenter les rumeurs !

* Le tract

* La lettre anonyme

* Tous les écrits de tous genres qui seraient destinés au public mais dont l'auteur (émetteur) ou les autres se réfugient derrière l'anonymat.

- * Tous les écrits destinés au public consciemment ou non, donnant une information erronée, biaisée, tendancieuse...
- * Les mass média eux-mêmes, lorsque sans aller à la source , font l'écho de l'information véhiculée par les rumeurs...
- * Aujourd'hui, il semble que la fameuse technologie de pointe en matière de communication, celle enfin comme le disait le Prof MAGLUHAN fait que notre terre est devenue « un village planétaire », INTERNET fait également circuler les rumeurs...

b. Document pouvant combattre les rumeurs

Tout d'abord nous aimerions signaler que la rumeur étant un comportement de communication de masse, il serait indiqué de la combattre par les mass média ou moyens de communication de masse : radiodiffusion, télévision, presse, etc.

Aussi, faut-il opposer à la communication dite « traditionnelle » (généralement dominée par l'oralité notamment dans les cultures des pays des Grands-Lacs), la communication moderne véhiculée par les techniques modernes auxquelles nous venons de faire allusion ?

En effet, à cause de leurs attributs, les moyens modernes de communication sont une arme plus efficace soit pour devancer les rumeurs, soit pour les démentir, soit même pour au besoin, les amplifier.

De fait, on a souvent noté la rapidité avec laquelle les nouvelles techniques de la communication sociale pouvaient conditionner (traiter), puis transmettre les messages. Certes, les rumeurs peuvent, elle aussi, se diffuser très vite, notamment en période de crise. Mais leur vitesse de propagation n'a aucune commune mesure avec l'instantanéité de la radiodiffusion et de la télévision, pour ne citer que ces deux. Qui plus est, cette possibilité d'annuler totalement les agents de relais de transmission change à la fois la nature des messages (ou d'information) et la manière dont ils sont perçus par le public destinataire. Ainsi l'attitude à l'ubiquité des mass média et non plus seulement la rapidité, confère à la communication sociale une nouvelle dimension.

Après l'écriture des mass média citons : (film documentaire, sketches, films radiophoniques)

- Le livre (histoire, culture en générale)
- La bande dessinée
- Les panneaux routiers éducatifs
- Les autocollants et autres banderoles affichés sur les carrefours et parapubliques, les emballages et autres supports matériels pouvant véhiculer les différents messages adressés au public (habillement, objets de parures, pendentifs, ornements, etc)
- Les rapports des ateliers, séminaires et réunions diverses à publier ou échanger ...

En effet, telle qu'on fait une campagne publicitaire pour vendre au public les biens et les services, on peut envisager dans le domaine du marketing social de vendre l'idée de la paix en utilisant tous les supports de communication possibles pour y arriver.

c. Difficultés

Citons quelques unes :

- l'oralité en tant que culture est la difficulté majeure en fonction de laquelle d'autres sont corollaires.

En effet, aussi longtemps que la communication orale est le mode de communication sociale dominant, il est permis de croire que la plupart des écrits auxquels nous venons de faire allusion ne constitueront nullement les supports de communication indiqués pour combattre les rumeurs dans nos sociétés dominées par le bouche à l'oreille.

- peu d'importance accordée aux écrits.
- pas d'archives suivies et bien tenues. Au Congo par exemple, les copies des lettres officielles de l'Administration publique sont vendues le lendemain au marché par les huissiers aux vendeuses d'arachides et de beignets... à cause entre autre de la misère due en grande partie au non-paiement des agents de l'Etat.
- le quotidien SALONGO paraissant à Kinshasa est plus achetée par les vendeuses du grand marché pour s'en servir comme emballage pour le poisson salé...
- le manque des publications...
- l'improductivité des documents écrits

Par exemple dans le monde des ONG, nous avons assisté un jour à Bukavu à un entretien entre un Hollandais de NOVIB et un cadre universitaire d'une association locale. L'Européen rappelait à son homologue leur entretien d'il y a trois mois et au cours duquel ils s'étaient ensemble convenus de tout en tas de choses... Le congolais lui a rétorqué que lui ne se souvenait plus de quoi que ce soit, sinon vaguement car d'après lui leur entretien s'étant passé autour d'un verre...et dans un restaurant il pensait qu'on y était pour manger et boire et non plus pour travailler... C'est alors que son homologue Européen lui tendra son carnet de poche où lui avait pris soin de noter les grands points de leur conversation. Imaginez-vous la mine (plutôt ridicule qu'a affichée l'autre...).

EN GUISE DE CONCLUSION.

Au sujet de la rumeur, disons qu'il s'agit d'un comportement « normal » (entre guillemet), qui peut être l'indice d'un mal de communication sociale, et donc comme tel un malparfait nécessaire pour éventuellement pousser à la bonne communication.

Cependant, étant donné que la plupart des rumeurs, à cause de toutes les raisons que nous avons indiquées, ne sont pas des RUMEURS DE PAIX, les rumeurs doivent être combattus notamment par les documents écrits auxquels nous avons fait allusion.

La grande difficulté en voulant combattre les rumeurs par les écrits, notamment en société africaine des grands lacs reste la culture de l'oralité, l'analphabétisme des populations, la misère des peuples, etc.

On peut se demander si un jour les rumeurs disparaîtront, surtout les rumeurs de violence, de haine et des guerres et des affrontements de tout genre.

La meilleure réponse, croyons-nous serait que les rumeurs disparaîtront lorsque auront disparu ce qui les font naître, ce qui les font courir surtout lorsqu'il s'agit des rumeurs savamment et consciemment entretenues... dans le but de désinformer, et manipuler au profit de leurs auteurs.

Enfin, nous sommes aujourd'hui à trois jours de la célébration ar le monde entier du cinquantième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, mieux des droits de la personne humaine. A son article 19, la Déclaration affirme que chaque individu a le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce droit comprenant donc la liberté d'avoir des opinions sans ingérence, et de pouvoir rechercher, recevoir et transmettre librement bien évidemment dans le respect de la dignité et la personne des autres des informations et idées par l'intermédiaire de n'importe quel moyen de communication et sans égard aux frontières...

Dès lors, lorsque les hommes et les femmes de partout sur la planète auront mis en pratique que l'information est un droit universel (droit d'être informé et d'en informer les autres), alors, peut-être alors seulement les rumeurs en tant que mal de la communication disparaîtront. Entre temps, nous savons que les droits s'arrachent et par conséquent nous devons combattre pour arracher celui-ci, celui de la libre information !

Bibliographie sélective.

- EASTON D., ANALYSE DU SYSTEME POLITIQUE., Paris, A. Collin, 1974.
- ESCARPIT R., LA SOCIOLOGIE DE LA LITTERATURE., Paris : PUF, Coll., Que sais-je ? 1973
- ESCARPIT R., THEORIE GENERALE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION. Paris, Hachette, Idem.
- ESCARPIT R., THEORIE DE L'INFORMATION ET PRATIQUE POLITIQUE, Paris, 1981.
- ESTIVALS R., SCHEMAS POUR LA BIBLIOLOGIE. Paris : 1976.
- ESTIVALS R., LA BIBLIOLOGIE. INTRODUCTION HISTIRIQUE A UNE SCIENCE DE L'ECRIT. Tome 1, Paris : S.B.S., 1982

Autres rencontres du genre (organisées au Kivu/R.D du Congo)

1. Journées de réflexion sur la gestion de l'information dans la sous-région des Grands Lacs (Burundi-Rwanda-Zaïre), Bukavu, mars 1995.
2. Séminaire de recyclage et de remodelage des journalistes et agents de la communication, Goma, août 1997.
3. Atelier d'analyse de conjoncture et de prospective pour l'Est de la République Démocratique du Congo, Bukavu, Prefed, déc.1997.
4. Journées de réflexion sur la «Problématique de la presse au Sud-Kivu, fév.1998.
5. Séminaire-atelier sur « l'incidence de la rumeur dans la problématique d'une paix durable à Bukavu », COPARE , avril 1998.
6. Premier salon du livre pour la Paix : programmé pour août 1998 n'a pas eu lieu à cause de la guerre d'août 1998.

Thème 3: *Le document au service des intérêts particuliers.*

« LE VERBE, VEHICULE DE PAIX OU DE GUERRE . »

par Professeur NDIKUMANA Théophile

I. INTRODUCTION

Le document, vient du latin : *documentum* « ce qui sert à instruire ». Dans un pays où l'oralité a joué et continue à jouer un rôle prépondérant, *le document véhiculaire d'intérêts* sera souvent remplacé par les diverses façons de s'exprimer de la part des acteurs politiques.

Dans le thème général de ce 7 décembre 1998, nous tentons d'asseoir les éléments « *d'une liberté d'information et de construction de la paix* ». Il serait vain de concevoir ces concepts fondamentaux dans une attitude narcissique. Les enseignants de notre sous - région, en général, et ceux d'Universités, en particulier, omettent souvent de prolonger les éléments de construction de la paix dans les futurs acteurs politiques que sont leurs étudiants. Le propos qui suit tente de jeter un pinceau de lumière sur *la façon dont les messages peuvent être livrés pour créer un environnement de paix, ou au pire, un environnement hostile.*

II. ORGANISATION DU VERBE ET JUSTIFICATION

Les êtres vivants, hormis les plantes, émettent des sons pour communiquer. L'Homme est le seul être capable de *coordonner les sons et fabriquer des mots* auxquels il donne une signification. Son *esprit rationnel* lui permet enfin de coordonner les mots pour exprimer ses états psychiques, moraux et philosophiques.

Ainsi, l'Homme est capable de créer. Or la création ne peut prendre que deux directions :

- * celle du Bien, conditionné par la mise à disposition et le partage des biens matériels et immatériels ; et

- * celle du Mal généré par la destruction physique et morale.

Les mots sont donc le point de départ pour l'édification d'un monde qui s'auto-entretient, s'auto-amplifie ; ce monde est appelé à durer.

Mais des mots peuvent constituer le point de départ pour l'édification d'un monde aux valeurs inversées, où la volonté de détruire est manifeste. C'est un monde des intégrismes et du fascisme, où la référence est la force brute qui détruit. Ce monde ne peut pas subsister, car le Bien a des ramifications plus profondes et plus étendues. D'ailleurs l'Homme ne naît-il pas naturellement bon ... ?

Le magazine Télex n° 101, cordon ombilical entre les Anciens étudiants et l'Université Libre de Bruxelles, rappelant la chronique du mois de mai 1994 cite la dernière leçon donnée par le professeur Alain ETCHEGOYEN dans le cadre de la Chaire d'Ethique de l'Université Libre de Bruxelles, et consacrée au bon usage *des mots*. Il nous apprend que « **la rigueur du comportement, en particulier dans l'entreprise, passe par celle des mots**, car ceux-ci sont

des outils qui permettent de manipuler et de leurrer, et que la qualité s'exerce d'abord dans le travail de la phrase. Il nous dit aussi que les deux disciplines fondamentales *dans la formation à l'analyse conceptuelle* sont les mathématiques et la philosophie ». Ceux qui élaborent les programmes d'enseignement devraient en tirer une leçon. C'est donc la principale raison qui a suggéré cette réflexion sur les **mots**.

Ainsi, des mots prononcés par une autorité et qu'un groupe les estime écartés de la norme communément admise, on ne trouve pas mieux que d'en rire. On tourne la page.

Le propos qui suit, va s'atteler sur **des mots** afin de voir, dans notre histoire récente, s'ils ont été des **vecteurs d'une culture de Paix, de Liberté et de Démocratie**. Cette démocratie, comme ses piliers la liberté et la tolérance ne sont pas à l'abri de prédateurs que sont le fascisme et les intégrismes ethniques, régionalistes ou autres. *Et ceux-ci manipulent des mots pour leurrer !* Il faut protéger ces piliers que sont la liberté et la tolérance en les prolongeant et en les implantant solidement dans les jeunes esprits de nos élèves et étudiants, *futurs acteurs responsables de demain*, par un enseignement correct, modélisé, exemplifié et idéalisé.

III. EXEMPLES ET ILLUSTRATIONS

1. Les années 60-65 :

On assiste à la création des partis politiques par l'intelligentsia d'alors, qui côtoie une masse paysanne à 99 % analphabète, ne se reconnaissant que dans la trilogie : Imana (Dieu), Umwami (le Roi) et les Bashingantahe (les notables, conciliateurs pour toutes les situations de la société traditionnelle). Comme pour se moquer de ces nombreux partis qui sont apparus au Burundi tels des champignons pour la première fois, le Prince NDUWUMWE dira:

« *Ubu Burundi muriko muratabagura, umusurusuru wo ku bubarira uzobagora* ».

Traduction: Ce Burundi unitaire de nos ancêtres que vous déchiquetez en lambeaux, vous aurez beaucoup de peine à trouver le fil nécessaire pour en recoudre les morceaux.

En 1961, BAMINA, alors 1er Ministre, en visite officielle à l'école de Couture de Kiganda s'exprima ainsi : "*Kera nari umuhutu ; none ubu ndi umuganwa, ndi umututsi*".

Traduction : Avant j'étais hutu ; maintenant, dans mes fonctions de ministre, je suis ganwa, je suis tutsi. *Admirez cette grandeur d'esprit devenu si rare aujourd'hui !*

Le Prince Louis Rwagasore crée le parti Uprona qui gagne les premières élections le 18 Septembre 1961. La parole qu'il adressa aux burundais le jour même de la victoire est d'une profondeur sans nulle autre pareille:

« ... *la victoire électorale d'aujourd'hui n'est pas celle d'un parti mais le triomphe de l'ordre, de la discipline, de la paix, de la tranquillité publique.* » Plus loin, la phrase célèbre: "**Vous nous jugerez à nos actes et votre satisfaction sera notre fierté**".

Le 13 Octobre 1961, il est assassiné et son père, le roi MWAMBUTSA IV s'adresse à la Nation et dit :

"Barundi, Barundikazi Twabuze twese ; Ndababujije kwihora. Uwugomba kumpoza, n'agumye amahoro".

Traduction : Burundais et Burundaises, ... nous sommes, vous et Moi, frappés de plein fouet par la disparition de Notre Fils ; Ne vous vengez pas. Celui qui veut Me consoler, qu'il reste calme dans la paix.

Lors de l'accession de Mr Pierre NGENDANDUMWE au poste de Premier Ministre, il prononça ces mots : "**... le peuple a besoin de paix et de pain**".

2. Les années 1966-1976 : Le Président MICOMBERO règne sur la 1ère République issue d'un coup d'Etat contre l'éphémère roi NTARE V. L'administration et la politique sont gérées par de jeunes clercs, souvent sans qualification aucune, sinon qu'ils sont "révolutionnaires", plus soucieux d'amasser des biens et vivre dans l'opulence.

En visite officielle à Muramvya, le Président MICOMBERO répondit en ces mots à une intervention: « **Muramvya ibaye capitale, Bururi izoca iba continent** ».

Traduction: si la province Muramvya redevient la Capitale, alors la province Bururi serait un continent !

La manipulation abusive des mots, c'est -à -dire la mise de messages à son propre service par des acteurs partisans, peut se faire en cachette et aboutir à des conséquences désastreuses pour la société. Le tristement célèbre procès de 1971 constitue à cet effet un exemple de choix.

Bien que le Procureur Général de la République, dans son réquisitoire, ait établi l'absence de fondement des accusations portées contre les prévenus, il ne reste pas moins vrai que la manipulation ayant abouti à ce procès, c'est-à-dire **l'usage indécent des mots**, a laissé une plaie profonde parmi les Burundi. Cette plaie s'élargira davantage dans la période suivante et aboutira à la presque inexistence d'une velléité de vie démocratique.

3. Les années 1976-1986 : le Président BAGAZA règne sur la 2ème République issue d'un coup d'état. L'économie, les investissements sont lancés. Une phrase simple, mais célèbre restera gravée dans la mémoire des burundais: "**Bizova mu maboko yanyu**", c'est-à-dire que toutes les richesses viendront du travail de vos bras.

Ainsi, des millions d'arbres furent plantés et la pluie se remit à pleuvoir plus régulièrement; des centaines d'écoles primaires furent construites en vue de la scolarisation universelle en l'an 2000, des centres de santé furent construits par centaines, etc.

4. Les années 1987-1996 :

4.1. Jusqu'en 1993, le président BUYOYA règne sur la 3ème République issue d'un coup d'Etat. Une série d'essais de gestion politique marque cette période, notamment la question de l'Unité Nationale, la concertation, la transparence dans la gestion de la chose publique, le partage des responsabilités, la démocratisation. La plupart de ces concepts restèrent muets pour nombre de concitoyens, comme pour dire que "**nous n'avons rien compris**", leitmotiv du discours politisant de cette période. Ceci semble bien vrai au vu de la violence qui sévit depuis.

En 1992, le pluralisme politique est accepté et des acteurs partisans installent les partis. Suivra la campagne électorale émaillée de violences tant verbales que physiques, voire même de meurtres. Sans privilégier un événement par rapport à un autre, voici quelques mots qui resteront gravés dans certaines mémoires :

4.2. la campagne électorale de mai 1993:

Le challenger futur Président NDADAYE dit au cours d'un meeting:

"FRODEBU, ni nk'isegenya. Uwutari kumwe na nje, n'abe arajabuka itaramuhitana".

Traduction : Le Frodebu, c'est un vrai déluge. Celui qui n'est pas de mon bord, qu'il traverse les frontières avant qu'il ne soit emporté.

"Abaporona, bavyanka babikunda, tuzobatwara tu".

Traduction : les upronistes, qu'ils soient d'accord ou pas nous allons les gouverner bon gré malgré. On peut se demander si ces mots auguraient du Bien ou du Mal.

Le challenger Président BUYOYA égrena sans désespérer dans toutes les communes et zones du pays: « **si vous votez pour Moi, vous aurez voté pour la paix, vous aurez voté pour l'unité des burundi** ».

4.3. L'éphémère règne de NDADAYE, de juillet 1993 à octobre 1993 :

Suite aux nombreux assassinats de citoyens sous prétexte qu'ils sont ensorceleurs, en s'attaquant principalement aux **vieux**, c'est-à-dire ceux-là qui sont les *dépositaires des mots* de Bien, de Paix, il dira au cours du discours prononcé à Makamba : **"... Si nsubire kwumva umuntu apfa ahorwa uburozi"**.

Traduction : plus jamais que je n'entende quelqu'un mourir soi-disant que c'est un ensorceleur.

Après la mort de NDADAYE le 21 Octobre 1993, alors que tout le pays était à feu et à sang, Mr NTIBANTUNGANYA Sylvestre s'adressa à la Nation et dira : **"Abanyagihugu batoye NDADAYE babonye Presida wabo apfuye, baca bagira agashavu ko kumuhora."**

Traduction : Ayant appris la mort de leur président, les électeurs de NDADAYE ont piqué une petite colère et l'ont vengé.

Mis en parallèle avec les mots prononcés par sa Majesté le Roi MWAMBUTSA IV à la mort de son Fils, le Prince L. RWAGASORE : « **Barundi, Barundikazi, ...twabuze twese; ndababujije kwihora. Uwugomba kumpoza, n'agumye amahoro** », on réalise combien les mots des dirigeants ont une importance capitale dans la gestion de la vie socio-politique d'un pays.

4.4. La succession des Présidents conventionnels.

Lors de l'investiture de l'éphémère président NTARYAMIRA Cyprien au palais de Kigobe, celui-ci prononça les paroles suivantes après les prières des chefs des églises représentées au Burundi (catholique, musulman et Bahāi) :

"Imana y'u Burundi niba iriho, nkeka yavyumvise !"

Traduction : si Dieu du Burundi existe, je crois qu'Il a entendu nos prières !

Pour un Président de la République, comment peut-on mettre en doute l'existence de Dieu dans un pays qui s'est construit sur la trilogie Imana (y'Abarundi), Umwami n'Abagabo (Abashingantahe)?

Mr NTIBANTUNGANYA, alors président de la République, en visite à Nairobi s'adressa à la Communauté burundaise en ces termes à propos de la magistrature : **"Intahe y'i Burundi icira inkonda"** (le magistrat burundais, au lieu de dire le droit, ne fait que baver).

La liste peut être longue, mais ce n'est pas l'objet de cette réflexion. Laissons à nos compatriotes épris de paix le soin de méditer davantage sur ces mots, tout en rappelant cette phrase du grand écrivain qu'est Anatole FRANCE : **" Le courage le plus rare est celui de penser"**.

Pour ce qui nous concerne, nous enseignants, professeurs d'Université, **notre métier nous amène à manipuler des mots pour transmettre une information, un savoir à mettre au**

service d'intérêts particuliers et généraux, même une certaine sagesse. Ce que nous omettons souvent, c'est cette gymnastique de penser, de réfléchir sur **la portée immédiate** de ces mots sur ceux qui s'identifient à nous, sur la portée à moyen terme de ces mots dans la société.

A cet effet, il n'est pas superflu affirmer que nous formons une classe à part, qui se pense et se vise elle-même comme une unité et agit comme telle. Ainsi, cette classe ne doit pas se laisser entraîner dans cette fusion des élites dans un magma sociétair, nous empêchant d'imprimer aux mots les valeurs intrinsèques qui éduquent et qui développent, attitude que Jean-François BAYART a qualifié de « concaténation ».

IV. CONCLUSION

En conclusion, il est caractéristique d'observer que "**les mots**" de nos dirigeants tels ceux discutés dans cet exposé partagent la période concernée en deux parties diamétralement opposées : Jusqu'aux années 80 on peut dire que dans l'ensemble, les mots ont véhiculé davantage de paix, de liberté. C'étaient des **mots générateurs du Bien**. N'eût été le masque ecclésiastique de l'époque et l'intelligentsia à l'esprit peu ouvert, ces mots éduquaient à la tolérance, à la démocratie.

Après les années 80, on assiste à un renversement des valeurs : les mots de certains dirigeants deviennent sales, violents et fratricides, avec une volonté manifeste d'effacer l'histoire des Burundi, l'exemple le plus radical étant :

« *Ubushingantahe sinzi ingene babwinjira mwo n'ingene babuva mwo* », s'exprima NDADAYE lors d'une interview dans son salon à Mutanga nord peu de temps avant son investiture!

Traduction : l'Ubushingantahe, j'ignore comment on en est investi et comment on en est destitué. Les mots générateurs de liberté et de tolérance sont donc remplacés par des mots belliqueux, consacrant ainsi la dilution de la paix et la mort de la Démocratie. Ces mots ont édifié le Mal qui tourne et se retourne encore dans nos tripes.

Face aux déboires de gestion politique que la population enregistre depuis des années, nombre de Burundi ne cessent de répéter inlassablement cette expression, d'une grande profondeur, à qui veut l'entendre : « *Umwera uva ibukuru ugakwira hose* »

Traduction : La beauté et la bonté viennent d'en haut, viennent des dirigeants et se répandent sur tous les citoyens.

Ceci se complète fort admirablement avec le conseil de Monsieur Edouard BALLADUR, alors premier Ministre et interviewé par la journaliste Irène FRAIN aux présidentielles françaises de 1995 : « **un président de la République doit se préoccuper de l'état moral de la nation. Spécialement celui de la jeunesse, mais en appelant toute la société à prendre conscience de sa responsabilité** »

Dans les conditions qui prévalent depuis, *comment les jeunes peuvent-ils acquérir un idéal de patriotisme si à aucun moment ils ne peuvent s'identifier à des hommes qui parlent BIEN et qui agissent BIEN ?*

Autant la routine ne crée pas des génies, autant une société n'exigeant pas la qualité tue les génies. En ce moment où le Burundi s'effrite comme une peau de chagrin sous nos yeux, peut-on

encore dire comme ce grand écrivain qu'est Georges BERNANOS que **"le Chef ne sera pas seulement jugé sur les intentions ; ayant assumé la charge, il reste comptable des résultats [...]. Le risque du Chef est le risque de tous"**.

Et j'ajouterais: c'est pour cette raison que nous devrions toujours exiger d'être dirigés par de bons chefs.

V. BIBLIOGRAPHIE

1. BACHIR, M. « *Sagesse moderne et renouvellements des formes du public et du politique* », cinquième congrès de l'Association française de Science politique, 23 - 26 avril 1996
2. BAYART, J.F. « *L'Etat en Afrique* » - la politique du ventre; Fayard, 1989
3. BENIS, W. et NANUS, B. « *Diriger* »; Nouveaux Horizons, 1985
4. Mgr NTUYAHAGA, M. « *Discours et Messages* », 1959 - 1973; éd: NGOYAGOYE E.
5. *Paris Match* n° 2396 du 27 avril 1995.
6. « *TELEX* », magazine de l'Université Libre de Bruxelles et de l'Union des Anciens Etudiants; n° 101, novembre 1994.

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT DES LANGUES ET LITTERATURES AFRICAINES.

**LE DOCUMENT ECRIT, LA RECOLTURATION ET
L'INCULTURATION AU SERVICE DE LA PAIX DANS LA
REGION DES GRANDS LACS.**

COMMUNICATION PRESENTEE AU COLLOQUE « RUMEURS DE PAIX ».

Par Adrien NTABONA

Bujumbura, 8 Décembre 1998.

LE DOCUMENT ECRIT, LA RECULTURATION ET L'INCULTURATION AU SERVICE DE LA PAIX DANS LA REGION DES GRANDS LACS.

0.0 INTRODUCTION.

Il m'a été demandé de traiter le sujet suivant : « **Le document écrit au service de la paix** ».

Pour le circonscrire, j'ai pris la piste de la reculturation et de l'inculturation que je creuse dans mes enseignements à l'Université du Burundi et dans mes recherches. J'ai même créé, avec l'encouragement de la Conférence des Evêques du Burundi, un centre à cet effet : le Centre de Recherches pour l'Inculturation et le Développement (CRID), qui, pour le moment, s'occupe de la recherche de la paix, précisément par la reculturation et de l'inculturation, appliquées, entre autres, au domaine socio-politique. La revue « **Au cœur de l'Afrique** » que je dirige dans le cadre du CRID a en effet publié beaucoup de numéros à cet effet.

Je traiterai donc ce thème en passant par les étapes suivantes :

1.0. Un constat amer.

1.1. Les méfaits de l'acculturation par substitution en matière de développement d'une culture de la paix.

1.2. L'ethnocentrisme totalitaire qui a vite envahi les esprits évidés par l'acculturation par substitution.

2.0. Propositions pour l'action à propos de la promotion du document écrit au service de la paix.

1.0. UN CONSTAT AMER.

1.1. LES MEFAITS DE L'ACCULTURATION PAR SUBSTITUTION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT D'UNE CULTURE DE LA PAIX.

Depuis l'époque coloniale, un phénomène a ravagé les esprits : c'est l'acculturation par substitution. Celle-ci a réussi au maximum, au Burundi comme au Rwanda, au point de conduire, par voie de conséquence, à une déculturation radicale. De cela, personne n'a encore pris conscience. Or, c'est la base de tout le drame des deux pays. Or, qui dit déculturation dit amoralisation, avec toutes les conséquences d'ordre criminel qu'on peut imaginer. Un problème de culture se pose donc cruellement au Rwanda et au Burundi. Il sous-tend tous les autres, car la culture dont il est question ici, c'est celle qui se situe au niveau des valeurs : et surtout au niveau des valeurs faisant qu'un homme est un homme, bien entendu¹. Il y a eu, à ce point de vue là, lentement, mais sûrement, une vacuisation alarmante, dont malheureusement très peu de gens se sont alarmés. La société a perdu ses points d'ancrage et par conséquent ses ressources pour la préservation de la paix. Nous sommes devenus comme des nageurs troublés dans leur traversée, qui ont désespérément cherché où s'agripper. Et ne trouvant pas, ils s'appuient sur n'importe quoi. C'est ainsi que la communauté politique des

¹ Lire à ce sujet A. NTABONA, « Quelques réflexions sur l'acculturation par substitution et ses conséquences hier et aujourd'hui au Burundi », in ACA, n° 2/1982, pp. 341-351

30 dernières années n'a reposé sur rien de consistant, du point de vue des valeurs fondamentales. De là à se laisser aller à l'ethnocentrisme totalitaire pour combler le vide, il n'y a qu'un pas. Voyons cela de plus près.

A cause de cette acculturation par substitution, qui s'est beaucoup approfondi, comme il vient d'être dit, au Rwanda et au Burundi plus qu'ailleurs en Afrique, le colonisé, à travers une certaine violence conceptuelle, qui a bien réussi, est progressivement devenu étranger (alienus) à son propre milieu culturel. D'où précisément, l'aliénation qui en est issue². Son milieu lui est devenu réellement opaque, puisque son cœur était ailleurs. Cela on l'oublie trop souvent quand on fait des analyses socio-politiques dans nos deux pays. Or, c'est là l'origine lointaine de la crise actuelle : la destruction systématique de l'ossature des valeurs et celle des milieux naturels de vie³. Alors que d'autres pays mettent l'accent sur l'identité culturelle, l'imitation presque servile du genre de vie occidentale suscite, surtout au Burundi un enthousiasme anachronique.

Quand le brouillard se tisse dans les cerveaux et engourdit les cœurs, il y a lieu de craindre le pire, surtout quand les concernés prennent goût à ce brouillard et en sont fiers. Nous faisons allusion aux constants courts-circuits au niveau de la circulation du sens. Aujourd'hui la situation s'est empiré. La mauvaise assimilation de la démocratie a conduit à attacher un double sens aux concepts-clés de la vie politique, destinés pourtant à guider des engagements de taille. Il ne faut pas aller loin. Il suffit de penser au terme de démocratie lui-même qui, pour certains, c'est de l'ethnocratie et pour d'autres un danger de mort. Il faut ajouter à cela une habitude à la communication politique par symboles-signaux qui entraînaient automatiquement des réflexes conditionnés. Tout cela a mis les valeurs entre parenthèses et la raison en vacances, avec toutes les conséquences qu'on connaît, entre autres des réactions passionnelles et télécommandées, toutes faites pour troubler la paix à tout moment⁴.

Après tout, que ne peut-on pas craindre d'une communauté dont les membres perdent leurs points d'ancrage ? Que ne peut-on pas craindre de nageurs troublés dans leur traversée, en plein milieu des eaux ? Que ne peut-on craindre de peuples minés du dedans, et incapables de retrouver leur confiance en eux, et leurs points d'appui chez eux, dans leurs milieux naturels de vie ? Dans de tels cas, la vie ne pouvait que s'avarier et gagner en morosité et, par là, handicaper sérieusement la paix.

De la sorte, nous nous sommes trouvés lentement, mais sûrement, en face de communautés devenues des agrégats dans lesquels les individus devenaient progressivement des parcelles errantes. De quoi favoriser des irresponsabilités allègrement assumées. Les occasions traditionnelles de confection de tissus sociaux et, par conséquent de préservation de la paix, ont constamment volé en éclats, en faisant éclater en même temps les valeurs destinées à sous-tendre ces tissus sociaux. De cela, personne ne parle dans les analyses politiques de l'heure, alors que c'est là l'origine fondamentale de la mise en péril de la paix dans la région des Grands Lacs. Elle l'a écrit avec amertume Catharina Von Bulow :

² Voir à ce sujet J. RUYTINCKS, « Ethique indigène et problèmes d'acculturation en Afrique centrale Belge », in **Revue de l'Institut de Sociologie**, XXVII, 2, pp. 309-333

³ Cfr A. SEBUGANGA, « Le phénomène de l'acculturation au Rwanda », in **Dialogue**, n° 76, 1979, pp. 21-31.

⁴ Il serait utile de lire à ce sujet A. NTABONA, « Ecole secondaire, école d'aliénation », in **Que vous en semble**, Revue du Grand Séminaire de Bujumbura, 1969, n° 27, pp. 27-40.

« Nous avons suggéré avec légèreté d'ériger des cathédrales et des monuments, destinés aux héritiers d'un présent mal famé »⁵.

Et puis ! Ce n'est pas seulement cela. Il y a eu en plus la radicalisation de certaines contre-valeurs les 30 dernières années, surtout l'ethnocentrisme totalitaire !

1.2. L'ETHNOCENTRISME TOTALITAIRE QUI A VITE ENVAHI LES ESPRITS EVIDES PAR L'ACCULTURATION PAR SUBSTITUTION.

Pour combler le vide causé par l'acculturation par substitution, les deux pays ont connu, ces 30 dernières années, une excroissance de certaines contre-valeurs telles que la radicalisation du concept de l'ennemi et la cristallisation de ce concept autour des ethnies. Aujourd'hui le résultat, c'est que l'ennemi est tout homme de l'ethnie « **adverse** », à très peu d'exception près. Et rien de bon ne peut provenir de lui. Il s'est ainsi développé une violence physique de type génocidaire. Il l'a bien dit Albert CAMUS.

« Les idées fausses finissent toujours dans le versement du sang et c'est souvent celui des autres ».

Cette violence conceptuelle a consisté dans un certain totalitarisme ethnocentriste qui, avec le temps, a amené les citoyens à obéir à une raison supérieure, la raison de l'ethnie, devenue raison d'Etat, au Rwanda et puis au Burundi⁶. La conséquence du totalitarisme ethnocentriste, c'est la perte de l'autonomie de la pensée pour les personnes. Penser autrement que la raison supérieure de l'ethnie, c'est trahir (guhemuka). Et le traître, fût-il de la même ethnie, mérite la mort, au même titre que l'« ennemi » de l'ethnie « adverse »⁷.

Ce genre de violence ce n'est pas de la violence idéologique, mais de la violence identitaire. Dans la violence idéologique, il s'agit de chercher à convertir l'autre par la force, le réformer et au besoin, le dominer. Mais dans une telle violence identitaire à la Rwandaise et à la Burundaise, il ne s'agit pas de convertir l'autre à une certaine ligne de pensée, mais de le chasser du territoire et, au besoin et si possible, le supprimer, le rayer de la carte, lui et tous les « **siens** », au sens le plus large du mot. Ce n'est donc pas un problème d'idées dans tels cas, mais un problème d'espace : se protéger et se maintenir en supprimant l'autre, en le faisant disparaître de la terre des vivants⁸. Nous en avons des témoignages inscrits dans le sang et dans le recours à toutes formes d'exclusion physique et médiatique. Joseph MAILA a fait une étude sur des sujets analogues. Mais, réellement, l'on dirait qu'il a vécu la tragédie Rwando-Burundaise :

« La violence identitaire ne se réclame pas d'une argumentation raisonnée. Elle ne se veut pas instrument de la transformation du monde et de la société. Elle ne tend pas à réformer l'homme ni ne prétend le libérer. Elle ne vise au triomphe d'aucune révolution et ne travaille pas à la conservation de la société. La violence identitaire n'est pas la violence idéologique. Alors que celle-ci, révèle d'une logique de domination, la violence

⁵ Lire à ce sujet, Catharina Von Bullow, « **La tragédie rwandaise** », in **Esprit**, octobre 1994, p. 142.

⁶ Cfr A. NTABONA, « Au cœur du drame burundais : le totalitarisme ethnocentriste, ses soubassements et ses conséquences », in ACA, 3-4, 1994, pp. 333-359.

⁷ Idem, p. 340.

⁸ Lire, à titre de comparaison, Joseph MAILA, « Identité ethnique et violence politique », in **Etudes**, octobre, 1994, pp. 293-305.

identitaire ressort d'une logique de la suppression (...). L'une passe à la contrainte pour arracher une conversion, l'autre recourt à la force pour provoquer une disparition. L'une s'attaque à transformer, l'autre s'attaque à une collectivité pour l'arracher à un territoire ... »⁹.

Dans une telle idéologie, l'individu ne compte pas. Il est comme une feuille d'un arbre. Et l'on peut dire, dans un tel cas : peu importe les feuilles, c'est l'arbre qui compte. L'homme n'est que représentant de son groupe ethno-politique, présumé ou réel ; et il sera jugé sur cette base. La conscience individuelle également ne devient qu'une leurre. C'est ainsi que, comme il est dit plus haut, des chrétiens se sont trouvés sans péché après avoir participé à des massacres.

Le péché commis dans une campagne de tuerie (igicumuro c'isekeza), semblable à une campagne-café, n'est pas pour eux un péché individuel. La conscience n'a rien à reprocher à son homme. Après tout, dans un tel contexte, la liberté, caractéristique de l'être humain, ne peut qu'être mis entre parenthèses, l'individu n'étant qu'un pion de son groupe. Voilà où mène cette logique de la violence identitaire, dont les milices sont des conséquences fatales, avec le but de permettre une mobilisation sans exception, sous peine d'une mort « honteuse » de traître. « **En Afrique centrale, les modérés ne vivent pas vieux, écrivait Colette Braeckman** »¹⁰. De plus, cet état de choses engendre nécessairement, grâce à l'efficacité meurtrière des milices, un état dans l'état et une occultation du vrai Etat, qui normalement est le seul, habilité à punir à ce niveau. Du point de vue du contexte des milices au contraire, le groupe politico-ethnique est la seule source de légitimité. Toute l'ethnie doit obéir, comme un seul homme, à une seule voix, de préférence clandestine, vu la honte, tout de même, que le totalitarisme ethnocentriste comporte dans le monde moderne¹¹. Tout cela pour constituer une seule volonté politique : la volonté de l'ethnie. Dans un tel cas, bien entendu, la paix devient une leurre, même quand le terme ne quitte pas le langage politique. Il est réduit alors, tout simplement, à n'être qu'un mot pâteux, qui colle à la bouche sans plus¹².

Le problème de la violence identitaire mérite beaucoup d'approfondissements. Dans une telle idéologie, tout individu, comme il est dit plus haut, n'est qu'un représentant de son groupe. Il n'a pas d'identité personnelle. L'identité collective lui suffit. C'est pourquoi le massacre de type génocidaire a été l'une des formes les plus privilégiées de la violence identitaire poussée au plus haut point, qui a engendré les milices dans les deux pays, au point de déstructurer et restructurer la vie du groupe, sur base d'une solidarité grégaire. Celle-ci alors a engendré, à son tour, de véritables machines de guerres, après avoir détruit les tissus sociaux habituels et l'héritage culturel des deux pays en matière de préservation de la paix. A propos du Rwanda, le témoignage de l'ancien premier Ministre, Dr. Dismas NSENGIYAREMYE, sous la présidence de Juvénal HABYARIMANA, en dit long :

« Les génocides et les massacres ont été préparés avec méthodes.. Ils avaient été préparés, non seulement matériellement, mais aussi et surtout dans les mentalités en jouant sur la peur ou la convoitise : des mentalités, auxquelles l'idée avait été inculquée que pour survivre, il vaut mieux tuer le premier et que somme toute, c'est une manière comme une autre d'accéder à une fonction ou à des biens convoités. En avril (1994),

⁹ Joseph MAILA, op. cit., p. 300.

¹⁰ Cfr Colette BRAECKMAN, citation de mémoire.

¹¹ A titre de comparaison, lire Jean-Pierre CHRETIEN, « Burundi et Rwanda, deux pays piégés par l'intégrisme ethnique », in **Cahiers pour croire aujourd'hui**, n° 146, 1994, pp. 27-31.

¹² Les analyses de Jean-Pierre GODDING sont à ce sujet fort pertinentes : cfr J.P. GODDING, « Aux origines du drame rwandais », in **Etudes**, septembre 1994, pp. 170-171.

accepter de tuer a été, pour beaucoup, le seul moyen de survivre en prouvant sa loyauté au système (...). Il sera difficile de se relever de cette idéologie de la mort »¹³.

La question que pose l'auteur de cet article est poignante : comment sortir de la culture de la mort ? Comment sortir des stéréotypes créés en vue d'amener la population à l'anéantissement de l'autre, à cause de son identité souvent calquée et rien que pour cela ? Si nous avons touché le creux de la vase, c'est parce que des politiciens pour rassembler autour d'eux la majorité de la population, choisissent de polariser au maximum les problèmes des deux pays autour des ethnies, dans le but de mettre une équation entre majorité ethnique et majorité politique¹⁴, jusqu'à galvauder et gaspiller un héritage culturel fort rare en matière de préservation de la paix ; jusqu'à opérer des distorsions en matière d'historiographie et développer un intégrisme ethnique d'une exceptionnelle cruauté, que l'on n'hésite plus à qualifier de « **nazisme tropical** »¹⁵.

Ce genre de polarisation extrême est devenu, avec le temps, un processus qui annule la possibilité de concilier les intérêts divergents, élimine de la scène des interlocuteurs valables et divise la société en deux camps mutuellement exclusifs et hostiles. Cela a conduit, au Rwanda et au Burundi, à une réinterprétation des phénomènes politiques, historiques et culturels en fonction de stéréotypes ethnocentristes, aiguisés à dessein. L'analyse du phénomène dans son ensemble par Daniel MAQUART mérite le maximum d'attention :

« Pour réaliser une société homogène, totalement alignée sur un seul modèle et donc totalitaire, une fraction de la population va accentuer ou même créer des différences et, au nom du caractère insupportable de ces différences, elle va massacrer. L'exclusion apparaît comme une méthode et un objectif. Le fait qu'elle est radicale et aboutit à la suppression physique des personnes différentes n'est au fond qu'une modalité supplémentaire, ajoutant l'horreur à ce qui en soit est insupportable, c'est-à-dire le rejet de tout ce qui est considéré comme différent, l'accentuation de la différence, comme moyen de créer une société ou un Etat purs à travers l'exclusion »¹⁶.

Comment alors chercher le chemin inverse, permettant de profiter au maximum du riche héritage culturel des deux pays en matière de préservation de la paix ? L'essai de réponse à cette question privilégiera la piste de l'inculturation-formation, qui doit servir de base à toutes les autres que l'on peut et doit imaginer.

2.0. PROPOSITION D'UNE PISTE PRECIEUSE A PROPOS DE LA PRESERVATION DE LA PAIX DANS LES DEUX PAYS : LA PISTE DE L'INCULTURATION-FORMATION.

Les problèmes que vivent le Burundi et le Rwanda ne peuvent pas trouver la moindre solution, sans faire de constantes et infatigables prospections dans la culture. La culture c'est la vie intérieure de la collectivité. Rien de beau, rien de grand, rien de durable ne peut se faire sans elle. Elle est l'incontournable par excellence. L'homme ne devient pleinement homme que par elle. Il faut donc faire produire des documents qui offrent de nouveau des points d'ancrage, il faudra avoir le courage de diffuser dans le réseau en création des documents

¹³ Cfr Dr. Dismas NSENGIYAREMYE, « Que faire pour faire sortir le Rwanda de l'impasse » ? in **Dialogue**, n° 178, octobre 1994, p. 18.

¹⁴ Jean-Pierre CHRETIEN, « Le défi de l'intégrisme ethnique dans l'historiographie africaniste, le cas du Rwanda et du Burundi », in **Politique africaine**, juin 1992, pp. 71-83.

¹⁵ J.P. CHRETIEN, « Presse libre et propagande raciste », in **Politique Africaine**, n° 42, juin 1991, pp. 109-102.

¹⁶ Daniel MAQUART, « L'idéologie de l'exclusion », in **La Croix**, 20 août 1994, p. 14

issues de l'oralité, susceptibles de contribuer à la reculturation de la société dans la région des Grands lacs¹⁷.

Toutefois, si il est indispensable de consulter la culture traditionnelle, ce n'est pas pour y retourner. C'est pour chercher un humanisme de synthèse entre passé et présent, tradition et modernité, l'ici et l'universel. Cette démarche se nomme aujourd'hui inculturation. Qu'est-ce à dire ? Fondamentalement parlant, l'on a de l'inculturation quand des données étrangères à la tradition d'un pays, pénètrent et fécondent la culture, en la transformant du dedans selon les appels des signes des temps, les impératifs de l'heure et les valeurs universelles en présence au point qu'il s'opère un mariage entre ces éléments (eux-mêmes refaçonnés) et la culture locale, jusqu'à faire générer de nouvelles valeurs, de nouvelles institutions et de nouvelles expressions culturelles, capables de créer du neuf sur le tronc ancien et produire une société à la fois ancienne et nouvelle ; un pays à la fois doté de solides racines et ouvert aux apports du reste du monde¹⁸.

Pour cela, il en sera de même pour ceux qui concernent la violence identitaire et génocidaire qui mine les structures et déchire les tissus sociaux dans la région des Grands Lacs. En même temps présenter des expériences d'acceptation mutuelle, de réconciliation progressives, de non-violence active, bref de tolérance conquérante au sens fondamental du mot. Cela joint aux principes de base. Partout où l'on fait des efforts pour appliquer la Charte des Droits de l'Homme, en l'inculturant surtout, il faut y être pour créer une autre mémoire. Celle que nous avons développé depuis le mythe hamite et le mythe bantou qui l'a suivi ont créé la violence identitaire.

Dans le cas qui nous concerne, il s'agit de faire rencontrer la modernité avec la culture traditionnelle. : les exigences modernes de la paix et les atouts hérités des ancêtres. Cette rencontre doit opérer des reconditionnements de part et d'autre. La paix dans la sous-région n'est pas à copier quelque part, mais à assimiler en fonction de la culture. Nous avons d'ailleurs, à ce sujet, d'amères leçons trempées dans le sang de tant d'innocents. Les exigences modernes de la paix ne doivent pas être avalées telles quelles sans moindre mastication et insalivation. Tout est à remouler pour qu'il émerge d'autres personnalités de statut, à la fois différentes des copies occidentales et du modèle ancestral, parce qu'assumant conjointement les deux apports¹⁹.

C'est cela qui a manqué le plus, dans les deux pays plus qu'ailleurs. Et c'est cela qui a donné alors les tragiques résultats qu'on connaît. Comme il apparaît, il ne s'agit pas d'un syncrétisme de dilettante, mais d'opérer des choix judicieux à intégrer dans nos cultures et non pas l'inverse comme il en a été à propos de la terrible acculturation par substitution de type « **table rase** », analysée plus haut²⁰.

Ce qui supposera une conception de la culture intégrant la créativité intellectuelle : une conception propre à aider à se libérer des contraintes de l'histoire récente et du fatalisme trop répandu ; et surtout une conception suffisamment dynamique de la culture pour donner une grande place au travail sur la mémoire collective :

¹⁷ Cfr Concile Vatican II, **Constitution « L'Eglise dans le monde de ce temps »**, n° 57.

¹⁸ Cfr. A. NTABONA, « Les impératifs de l'inculturation intégrative au Burundi », in ACA 4, 199, pp. 525-529.

¹⁹ Cfr A. NTABONA, « Propositions de pistes pour la sortie de la jungle du totalitarisme ethnocentriste », in ACA, 1, 1995, pp. 5-41.

²⁰ Voir B. MUSONI (victime des massacres) à ce sujet, « Interférences culturelles » in **Foi et Culture**, 1972, VIII, 2, n° 39, pp. 1-23.

« **Le travail de la mémoire et la seule façon digne de sortir des atrocités (...). Le négationisme rampant de ceux qui, par paresse, intérêt ou idéologie, ne veulent pas dénoncer les génocides en appellent d'autres, comme tout sommeil de la raison il engendre des monstres** »²¹.

Un chercheur, témoin de ce phénomène l'a bien dit : « **Au Rwanda, on a la mémoire longue** »²². Il en est tout au tant pour le Burundi. Et il faut en tenir compte.

L'objectif doit donc être de renforcer les personnalités individuelles face à la noyade des individus dans les groupes, comme il a été cruellement constaté plus haut. Cette libération est à rendre prioritaire. La formation au discernement et à l'indépendance d'esprit s'impose de toute urgence. Il a été souligné plus haut que l'individu est réellement victime de l'emprise du groupe dans les deux pays. Plusieurs chercheurs ont en effet fait le constat du déficit de la personnalité individuelle par rapport à l'unanimité²³.

C'est la seule façon d'aider à dépasser progressivement le totalitarisme ethnocentriste et la violence identitaire, et de développer une culture moderne, capable de contribuer à la préservation d'une paix durable²⁴.

De la sorte, nous pourrions recréer les forces du milieu et empêcher des sémantiques parallèles et cornéliennes qui ne peuvent être que des idées qui tuent : des idées tenant de la culture et de l'idéologie de la mort.

3.0. CONCLUSION.

Certains peuvent penser que le chemin de la reculturation et de l'inculturation est une fuite des problèmes brûlants que vit la région des Grands Lacs. Bien au contraire, il faut aller aux fondements, en même temps que l'on cherche des résolutions pacifiques des différents conflits. Autrement, si les fondements sont ébranlés, comme ils le sont chez nous, où le sage va poser le pied pour soigner ce qui doit l'être ? N'eût été le vide culturel, aucune conscience n'aurait par exemple accepté d'utiliser la Bible pour motiver des massacres de type génocidaire.

La recherche scientifique doit donc être au rendez-vous dans, dans le projet de création d'un réseau interuniversitaire de communication, dans le but de contribuer à rééduquer les mentalités et de redonner, aux populations, de solides références éthiques et de sérieux points de repère en matière de choix politique.

Bujumbura, le 8 décembre 1998

Adrien NTABONA

UNIVERSITE DU BURUNDI

²¹ Alain RICARD, « Nécessité du travail de la mémoire », in **Politique Africaine**, n° 55, p. 114. Il serait aussi utile de lire à ce sujet de la création de la mémoire collective, une autre victime des massacres, Cyprien RUGAMBA, **la poésie face à l'histoire**, Butare, 1987, p. 390.

²² P. ERNY, « Rwanda : perplexités sur l'avenir », in **La Croix**, 17/9/1994, p. 23.

²³ Voir par exemple D. NOTHOMB, **Un humanisme africain, Valeurs et pierres d'attente**, o.p., pp. 172-173.

²⁴ Il serait utile de lire à ce sujet J.W. LAPIERRE, **Vivre sans état ? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale**, Paris 1977, pp. 69-185.

LE DOCUMENT AU SERVICE DE LA PAIX

Par l'Abbé Paul KADUNDU

Pour nous aider à aborder ce thème, les organisateurs ont voulu soumettre à notre réflexion cette interrogation : « *Quels types de messages de paix peuvent-ils être transmis efficacement par l'écrit ?* » A la lecture de cette question, je me suis rappelé aussi cette question de Jeune Afrique posée au Président mozambicain tout récemment. La question comme telle, je ne l'ai pas retenue mot à mot, mais je sais qu'elle était relative aux performances économiques atteintes ces dernières années, appréciables dans le taux de croissance de 8% pour l'année 1998. Le Président Joaquim Chicano a répondu que cette croissance économique était le fait de programmes réalistes adoptés par le Gouvernement, de mesures d'austérité consenties à la fois par le peuple et le gouvernement. Et il a ajouté enfin que tout cela n'aurait pas pu se réaliser s'ils n'avaient pas l'essentiel : la paix ou la stabilité politique.

Dans ce contexte, la paix se réduit à la stabilité politique. Une voix autorisée nous dit aussi que le développement, c'est le nouveau nom de la paix. Pour le PNUD, dans son rapport de 1991, le développement signifie minimum vital, accès à l'eau potable, santé, éducation, amélioration du revenu du petit paysan, et j'en passe. Bref, la construction de la paix sous-entend la création d'un environnement qui permette à l'homme de jouir de ses droits les plus élémentaires : droits civils, politiques, mais aussi et surtout les droits sociaux, économiques et culturels. Pourquoi pas les droits à la solidarité internationale ?

La paix ainsi compromise, nous pouvons maintenant chercher à comprendre les types de messages efficacement transmissibles par l'écrit. Ceci sous-entend qu'il existe aussi plusieurs types de messages. D'où la nécessité de faire leur recensement, mais suivant quels critères ? Cette dernière question vaut la peine d'être posée dans la mesure où la paix est ce pourquoi nous sommes tous ici. Donc tout message doit être transmis par le support écrit.

Il naît alors ici l'intérêt de savoir si cette question doit être traitée en terme de priorité, c'est-à-dire en considérant que tous les messages qui expriment les besoins, les préoccupations de nos populations hic et nunc peuvent être transmis efficacement par les documents écrits. Ceci suppose que ces messages trouvent une audience très grande car ils abordent les questions existentielles de ces peuples. Une autre possibilité serait de considérer ou d'apprécier ces messages en tant que projet, c'est-à-dire suivant leur degré de réalisation. Ici, il faudrait donc faire la différence entre le message de paix dans un cadre purement idéologique et le message de paix dans le cas d'une société politique.

I. Message de paix et intérêt social.

Le danger qui menace l'écrit, c'est la destruction qu'il court parce que les lecteurs ne trouvent pas leur compte dans le message qu'il véhicule. Un orateur disait hier qu'on ne fait pas de l'art pour l'art.

Dans le contexte actuel aux pays des Grands-Lacs, en tout cas au Sud-Kivu, beaucoup de personnes se disent fatigués, lassés de voir leurs projets de reconstruction socio-économique paralysés par la guerre. « *Cette guerre est sans objet* », n'hésitent pas à clamer haut certains.

Il appert donc que tous les messages qui s'orientent aujourd'hui vers le découragement de toute tentative de recours aux armes trouve une très large audience chez la plupart de nos populations. La paix, entendue comme silence des armes, leur semble prioritaire et tout message dirigé vers la réalisation de ce but est bien venu. L'écrit n'a de valeurs que lorsqu'il est lu. Le message de paix dans cette perspective doit avoir une motivation, un intérêt pour le destinataire. Le message de paix n'a de chance d'être lu que pour autant qu'il présente une série de propositions concrètes aux problèmes graves qui minent notre société aujourd'hui. Et cette série de propositions est symptomatique d'une analyse sans complaisance de la crise actuelle à la fois dans ses aspects dicochroniques et synchroniques.

Nous prenons pour exemple, le plan de paix proposé par la société civile du Sud Kivu. L'on a remarqué que ce plan avait la chance de survivre le plus longtemps comme document de référence car, à travers ce document, le peuple ne se sentait pas trahi. L'usage de l'écrit fait sa valeur et quand on lui reconnaît une valeur, on cherche à le garder pour rafraîchir la mémoire après une certaine période.

L'exemple le plus vulgaire, c'est celui des notes que nous prenons en classe. Les notes que nous trouvons de peu d'intérêt, qui ne répondent pas à nos besoins, afin de maîtriser notre environnement immédiat sont soit brûlés, soit simplement déchirés. Elles paraissent encombrantes pour nous. Pour en finir avec cette possibilité, retenons que tout message de paix qui prône l'arrêt de combat, la restitution du peuple dans sa dignité humaine avec tout ce que cela comporte comme exigences peut être aujourd'hui efficacement transmis par l'écrit.

II. Message de paix et considérations éthiques.

Quelques caractéristiques de l'idéologie sont : la rationalité, la dissimulation, l'esprit partisan... Lorsque le destinataire du message qui est dans ce cas précis le leader politique s'adresse à un destinataire, le peuple, il est nécessaire d'examiner si l'état psychologique de ce peuple lui permet de comprendre ce message. Autrement, l'émetteur, c'est-à-dire le destinataire peut ne pas obtenir d'effet et quand bien même, il obtiendrait ces effets, ils ne seront pas efficaces. Le destinataire qui communique ce message de paix à construire devait être armé d'un passé susceptible d'aider ses interlocuteurs à accorder du crédit à ce qu'il promet de réaliser.

Le cas de la République Démocratique du Congo en donne un exemple éloquent. La plupart des leaders du R.D.C. ont tenté vainement de convaincre les populations de leurs

projets de libération parce que ces populations avaient encore en mémoire des informations sur leur ancienne appartenance politique, sur leur comportement vis-à-vis du bien commun, sur leur richesse fabuleuse, etc. Du côté de destinataire, le leader politique semble vouloir une chose et son contraire, c'est-à-dire la libération et la servitude. Comment doit-il nous parler de libération alors que nous ne pouvons plus circuler librement ? Peut-on parler de la libération quand nos enfants n'ont plus accès à l'instruction, à l'école qui est l'accès au savoir pour comprendre et transformer la nature ? C'est compte tenu de cette situation que les essais plusieurs fois effectués par les leaders du R.D.C. ont produit des résultats contraires à leurs souhaits. Ils se sont trouvés dans une situation de non-communication, du manque de dialogue, de guerre.

La guerre, le langage des armes a arraché au mouvement du R.D.C. toutes les possibilités de faire rêver les populations et d'en rôler des militants. Cela a permis aux populations de réaliser combien il est difficile de légitimer par le consentement populaire un pouvoir issu de la poudre à canon.

En termes simples, en contexte de guerre, les acteurs impliqués directement dans les conflits ne peuvent pas facilement s'exprimer par l'écrit et trouver aisément une audience large. En tout cas, pas dans le cas d'une guerre d'occupation ou d'agression. Ce que nous voulions ainsi expliquer, c'est la véracité de messages de paix. Lorsque les populations constatent qu'ils ne sont pas accompagnés d'actions concrètes, mais qu'en revanche, ils s'édifient sur la destruction des infrastructures déjà existantes, elles prennent ces messages comme des stratégies de manipulation.

En conclusion, les messages de paix facilement transmissibles par l'écrit sont ceux qui sont bien contextualisés, qui vont droits aux priorités et qui sont vrais ou essaient d'approcher la vérité. L'on constate un engouement pour les messages de paix formulées par la Société Civile, les ONG et les Eglises parce qu'ils sont moins artisans ou ne le sont pas du tout. Ils ont la chance de rester longtemps les seules références car les politiciens ne font pas un franc jeu. D'aucuns les disent malhonnêtes. Les messages de paix efficacement transmissibles sont ceux qui ont un intérêt social réel et qui sont revêtus d'une valeur éthique remarquable.

RUMEURS DE PAIX, SOCIETE EN CONVALESCENCE ET LIBERTE D'INFORMATION.

COLLOQUE DE BUJUMBURA, 7-9 DECEMBRE 1998.

**ROLES DES DIFFERENTS PARTENAIRES : QUELLE SYNERGIE POUR FAVORISER
LE RECUEIL, LA SELECTION, LA CONSERVATION, L'UTILISATION ET LA
DIFFUSION DES ECRITS LES PLUS IMPORTANTS ?**

**Par Paul K. NGARAMBE
UNIVERSITE DU BURUNDI
MAISON DE L'UNESCO POUR UNE CULTURE DE LA PAIX AU BURUNDI.**

INTRODUCTION.

Pour aider une société à passer de l'état des rumeurs de guerre aux « **rumeurs de paix** » et de celles-ci à une paix durable, les partenaires sont nombreux. Et dans le cas qui nous occupe présentement, la Région des Grands Lacs, ce sont les Universités, les institutions telles que le Gouvernement et l'Assemblée Nationale, les différents moyens de communication sociale, les organisations régionales, les organisations internationales, la société civile, les partis politiques, et la liste est loin d'être exhaustive.

1. LES UNIVERSITES

1.2. L'UNIVERSITE DU BURUNDI

Face à la crise qui frappe le Burundi depuis octobre 1998, l'Université du Burundi a réagi dans le sens de chercher des solutions notamment en organisant, seule ou en collaboration avec d'autres partenaires, différents séminaires de formation et de sensibilisation à la culture de la paix. A titre d'illustration on peut citer :

1. Le séminaire sur « **la lutte contre la violence en politique** » co-organisé avec le Bureau de l'UNESCO au Burundi en avril 1996.
2. La semaine de l'Université du Burundi organisée par la Faculté de Droit, du 12 au 20 juillet 1997, sur le thème « **la problématique de l'instauration de l'état de droit au Burundi** ».
3. Le colloque international sur le thème « **Démocratie, bonne gouvernance et développement pour une paix durable dans la région des Grands Lacs : contribution des Universités et des Universitaires** » co-organisé du 18 au 22 mai 1998 par l'Université du Burundi, l'Université Nationale du Rwanda, l'Université Catholique de Bukavu et l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, avec l'appui financier du PNUD.

1.2. LES UNIVERSITES DE LA REGION.

Les Universités de la région ont manifesté leur soutien en participant notamment au récent colloque « **Démocratie, bonne gouvernance et développement pour une paix durable dans la région des Grands Lacs : contribution des Universités et des Universitaires** » mentionné ci-dessus, ainsi qu'à d'autres forums organisés sur le Burundi et sur la région des Grands Lacs, en Afrique du Sud, en France, en Suisse et ailleurs.

1.3. LES UNIVERSITES D'AILLEURS.

Les Universités d'ailleurs, par des écrits et des prises de position de toutes sortes ont également manifesté leur soutien au Burundi. Je cite notamment le colloque organisé à Paris I sur le thème suivant : « **L'état de droit et les différentes crises dans la région des Grands Lacs** », du 1^{er} au 6 décembre 1997.

2. LES ARCHIVES NATIONALES.

2.1. LE GOUVERNEMENT.

- Constitution de 1992.
- Convention de Gouvernement en septembre 1994.
- Partenariat actuel avec l'Assemblée Nationale.
- Livre du Président Pierre BUYOYA.

2.2. L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Du 14 au 18 octobre 1997, l'Assemblée Nationale a organisé les Journées Parlementaires sur le thème : « **Contribution de l'Assemblée Nationale au processus de la paix, de la réconciliation nationale et au respect des droits de l'homme au Burundi** ».

Du 20 au 24 décembre 1998, l'Assemblée Nationale organisera les Journées Parlementaires sur le thème : « **Les questions des Droits de l'Homme, de la culture de la paix et des valeurs positives de tolérance et de cohabitation pacifique** ».

3. LES MEDIA ET MAISONS DE LA PRESSE.

Différents titres de presse sont nés à la faveur de la ferveur électorale de 1993 et dans le prolongement de la folie meurtrière d'octobre 1993. Aujourd'hui, que peut-on retenir de tout cela ? De ce qui reste comme presse, que peut-on retenir et qui peut être recueilli, sélectionné, conservé, utilisé et diffusé pour servir à la promotion de la paix ?

4. LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES.

4.1. LES O.N.G. INTERNATIONALES.

Du point de vue des documents à recueillir, sélectionner, conserver, utiliser et diffuser en vue de la promotion de la paix, que peut-on retenir du travail des O.N.G internationales ?

4.2. LES AMBASSADES.

Du point de vue des documents à recueillir, sélectionner, conserver, utiliser et diffuser en vue de la promotion de la paix, que peut-on retenir du travail des ambassades ?

4.3. LES AGENCES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES.

Les Agences du Système des Nations Unies, chacune selon sa mission spécifique et sa vocation, ont essayé de contribuer à la recherche de solutions à la crise qui secoue le Burundi depuis octobre 1993. Que peut-on retenir du travail de ces agences et qui puisse être recueilli, sélectionné, conservé, utilisé et diffusé pour servir à la promotion de la paix ?

1. PNUD. Tout en poursuivant sa mission en rapport avec le développement, le PNUD a financé différents séminaires et études en rapport avec la culture de la paix.
2. UNICEF. Tout en continuant à s'occuper de la femme et de l'enfant, l'UNICEF a introduit l'éducation à la paix dans l'enseignement primaire.
3. O.H.C.D.H.B. L'O.H.C.D.H.B a vu le jour à la suite de la crise et a contribué à la sensibilisation au respect des droits de l'homme.
4. P.A.M. Avec d'autres intervenants, le PAM s'est occupé des populations sinistrées en fournissant des denrées alimentaires.
5. F.A.O. Alors que les récoltes devenaient catastrophiques à cause des effets de la crise d'octobre 1993, le F.A.O a fourni des semences et a contribué à refaire le cheptel.
6. H.C.R. Au-delà des réfugiés, le HCR a étendu sa mission aux rapatriés et aux déplacés.
7. FNUAP. Eu égard à la crise, il est nécessaire que de saines politiques de population soient suivies, et le FNUAP y a contribué.
8. O.M.S. Cette organisation a contribué à maîtriser les épidémies nées suite à la crise.
9. U.N.O.B. L'U.N.O.B a été créé suite à la crise. C'est une sorte d'observatoire de l'évolution socio-politique du pays pour l'ONU.
10. UNESCO. Sur le plan international, il faut signaler que l'UNESCO, agence intellectuelle des Nations Unies, a dans ses attributions la recherche des moyens de faire progresser la paix, selon les propres termes du préambule de son Acte Constitutif : « **Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix** ».

Sur le plan local, la Maison de l'UNESCO pour une Culture de la Paix au Burundi, depuis sa création en décembre 1994, a organisé différentes activités de formation à la culture de la paix, différentes activités de sensibilisation à la culture de la paix, différentes études ; elle a également des projets à long terme.

5. LES ORGANISATIONS REGIONALES.

Du fait des mauvaises relations entre les dirigeants de la région, les organisations régionales n'ont pas pu faire grand chose.

6. LA SOCIETE CIVILE.

De manière générale, la Société civile s'est beaucoup développée à partir de la crise dans la région des Grands Lacs, mais il faut signaler que le Rwanda et la République Démocratique du Congo sont en avance sur le Burundi. Là, de manière générale, il faut interroger les différentes associations dans différents domaines en privilégiant les ligues de défense des droits de la personne humaine, les organisations des jeunes, les organisations des femmes, les Eglises, etc. A propos des Eglises, il faut interroger plus particulièrement les messages des responsables. Evêques, Pasteurs, Imams, etc.

7. LES PARTIS POLITIQUES.

Nous devons aux partis politiques le meilleur et le pire : parti (s) politique (s) au pouvoir ou de la mouvance, partis politiques d'opposition. Des partis politiques, que retenir et qui soit digne d'être recueilli, sélectionné, conservé, utilisé et diffusé pour servir la cause de la paix ?

CONCLUSION.

La question sous-jacente était : quelle synergie pour favoriser le recueil, la sélection, la conservation, l'utilisation et la diffusion des documents les plus importants pour la cause de la paix ?

La première synergie est que nous en parlions, que nous mettions ensemble nos connaissances et nos interrogations. Après en avoir parlé, peut-être trouverons-nous opportun qu'une équipe de chercheurs approfondisse la question. Peut-être estimerons-nous nécessaire de former les utilisateurs et les consommateurs, les utilisateurs étant eux-mêmes des consommateurs, les consommateurs étant eux-mêmes des utilisateurs.

A vous donc la parole pour la recherche de la synergie, pour la recherche de la stratégie à mettre en œuvre pour le recueil, la sélection, la conservation, l'utilisation et la diffusion des écrits les plus importants pour servir la cause de la paix dans la région des Grands Lacs et ailleurs dans le monde.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR LA CONSERVATION ET LA DIFFUSION DES DOCUMENTS ECRITS

par **Michel GUERRERO**,
DIRECTEUR DU BUREAU REGIONAL AFRIQUE DES GRANDS LACS
DE L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE (AUPELF•UREF)

Permettez-moi tout d'abord de remercier les organisateurs du Colloque – le **RESEAU DOCUMENTAIRE INTERNATIONAL SUR LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS ET L'UNIVERSITE DU BURUNDI** – de m'avoir invité à intervenir sur ce thème fondamental **des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication**.

Celles-ci constituent un domaine dans lequel l'Agence universitaire de la Francophonie (AUPELF•UREF) – que je représente – a développé d'importants programmes de coopération. Je pourrai notamment vous informer, au cours de cette intervention, de leur mise en œuvre dans la région des Grands Lacs, à la faveur de la création à Bujumbura du Bureau régional pour l'Afrique des Grands Lacs.

Quel est l'apport des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) dans la conservation et la diffusion des documents écrits – ces documents qui peuvent être tout à la fois – ainsi que nous l'avons vu – au service de la mémoire et au service de la paix, mais aussi au service de la rumeur et au service d'intérêts particuliers ?

Quel est l'**apport fonctionnel**, l'apport matériel de ces NTIC ? Quelles améliorations concrètes permettent-elles dans la conservation et la diffusion des documents ? Il s'agit essentiellement, ici, d'**améliorations quantitatives**.

Mais également – par ricochet – quelles **améliorations qualitatives** permettent les NTIC ? Quelles implications ont-elles dans la valorisation du document écrit, dans sa **reconnaissance scientifique** ?

Bien plus, les Nouvelles technologies de l'information et de la communication interviennent non seulement dans la conservation et la diffusion des documents écrits, mais aussi dans leur recueil, leur sélection et leur utilisation. Précisément, quel est le rôle des NTIC dans l'**utilisation** des documents écrits qu'il convient de transcender, dans leur **analyse** et leur **dépassement** ?

Dans ces différentes perspectives, de **quels moyens techniques** pouvons-nous disposer dans la région des Grands Lacs ? Nous traiterons essentiellement du dispositif développé dans le **cadre universitaire**.

Avant de tenter de répondre à ces interrogations, il importe de les **resituer dans leur contexte** qui est celui de « rumeurs de paix » dans des « sociétés en convalescence » et de nécessaire « liberté d'information », pour reprendre les intitulés de notre colloque.

ÉCRIRE POUR ÉVITER L'OUBLI

Dans un contexte d'instabilité politique et d'isolement, lorsque chacun se retrouve face à lui-même, le document écrit – plus que jamais – constitue le moyen de **se réapproprier son passé**, de le fixer et de le comprendre

Il constitue aussi le moyen de **construire l'avenir** et d'établir la paix en permettant de définir un projet de société, fruit du dialogue entre les différentes parties.

Le document écrit permet ainsi d'**éviter l'oubli : l'oubli de soi-même, l'oubli par les autres.**

On se souviendra à cet égard, de **Cent ans de solitude de Gabriel GARCIA MARQUEZ** où il est question dans une société malade – pas encore « en convalescence » - des retombées de la fameuse « peste de l'insomnie » qui a pour symptôme « la voracité de l'oubli qui peu à peu (ronge) tous les souvenirs » :

« Au fur et à mesure que le malade s'habitue à son état de veille, commencent à s'effacer de son esprit les souvenirs d'enfance, puis le nom et la notion de chaque chose, et pour finir l'identité des gens et même la conscience de sa propre existence, jusqu'à sombrer dans une espèce d'idiotie sans passé. »

Il s'agit donc de **lutter contre l'oubli**, et pour ce faire, la première étape consiste à **écrire** sur chaque objet, sur chaque animal, son nom et son usage :

« Voici la vache, il faut la traire tous les matins pour qu'elle produise du lait et le lait, il faut le faire bouillir pour le mélanger avec du café et obtenir du café au lait. »

La « réalité fuyante » est « retenue captive par les mots ». Le document écrit s'impose au service de la mémoire.

Mais l'exercice est difficile. Un tel système exige tant de vigilance et de force de caractère que bon nombre de gens adoptent une **solution de facilité** – je cite Gabriel Garcia Marquez – : « ils succombaient au **charme d'une réalité imaginaire secrétée par eux-mêmes, qui s'avérait moins pratique à l'usage mais plus réconfortante** ».

Cette « réalité imaginaire » s'oppose à la « réalité fuyante » mais – elle aussi – elle peut être traduite par l'écrit. Ne sommes-nous pas, ici, **proches de la rumeur et de la manifestation d'intérêts particuliers ?**

Alors, le personnage de GARCIA MARQUEZ – José Arcadio Buendía – décide de la construction d'une « **machine de la mémoire** » **pour fixer les connaissances et les rendre disponibles** :

« Le principe de cette machine consistait à pouvoir réviser tous les matins, du début jusqu'à la fin, la totalité des connaissances acquises dans la vie. Il l'imaginait comme une sorte de dictionnaire à mouvement giratoire qu'un individu situé dans l'axe pourrait actionner au moyen d'une manivelle, de sorte qu'en quelques heures défileraient devant ses yeux les notions les plus nécessaires à l'existence. Il en était arrivé à rédiger près de quatorze mille fiches »...

Nous voilà donc au cœur du problème : la nécessité de concevoir une « machine de la mémoire », et à cet égard, les Nouvelles technologies de l'information et de la communication nous permettent – n'en doutons pas – d'aller bien au delà des possibilités de la machine à manivelle de Gabriel GARCIA MARQUEZ !

LA PREMIERE MACHINE : LE CEDEROM

La première machine qui s'impose à nous est le **CEDEROM** : le disque compact à mémoire entièrement fixée, disque optique dont la mémoire conserve des informations inscrites une fois pour toutes (et donc impossibles à modifier ou compléter) qui peut être lu par ordinateur.

L'exemple du genre est bien l'activité éditoriale du **Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains** qui nous réunit aujourd'hui à Bujumbura.

M. Jean BONVIN nous disait lors de l'Ouverture de ce colloque, que le réseau avait publié **6 CD-ROM** regroupant **30 millions de pages** : rapports officiels, études techniques, documents gouvernementaux, textes de la société civile, cartes géographiques.

Ce n'est pas une mince affaire et nous sommes loin des microfiches d'antan !

Le travail est immense et nous tenons ici à en saluer l'importance et la qualité. Toute l'information – réunie et validée par un Comité scientifique international – est rendue disponible, à tout un chacun, à condition d'avoir accès à un simple ordinateur et un lecteur de CD-ROM – ce qui, certes, n'est pas toujours évident.

POUR UNE APPROPRIATION DES NTIC

L'utilisation du disque compact constitue une première étape dans l'appropriation des Nouvelles technologies. Elle concrétise parfaitement cet apport fonctionnel des Nouvelles technologies dont nous parlions dans notre introduction, en permettant la **conservation** de documents écrits qui sans cette numérisation risquaient de disparaître à terme.

Le **Cédérom** permet aussi la **diffusion** des documents écrits puisqu'il peut être distribué et commercialisé. Mais à cet égard, il est moins fonctionnel que les nouveaux réseaux.

L'utilisation des **autoroutes de l'information** permet non seulement une **amélioration quantitative mais aussi une amélioration qualitative** ; elle favorise l'**accès à l'information mais aussi la production et la diffusion** de cette information.

Dans le contexte de globalisation et de **mondialisation** des échanges, l'**accès à l'information** doit désormais se faire **en temps réel** – ce que permet précisément l'utilisation d'Internet – sous peine de marginalisation, d'oubli, voire de disparition.

Les **Universités** et les **chercheurs**, s'ils veulent toujours être associés à l'analyse des problèmes auxquels se trouvent confrontées leurs sociétés, et à l'identification des solutions, n'ont pas d'autres choix que d'être présents et actifs dans l'échange d'informations facilité et intensifié par les NTIC.

Fort de ce constat, l'**Agence Universitaire de la Francophonie (AUPELF•UREF)** a décidé de la création au profit des universités du Sud, de **centres d'excellence** permettant l'**accès à l'information scientifique et technique** – tout particulièrement par les NTIC –, la **valorisation de la production scientifique nationale** et la **formation aux NTIC**.

Il s'agit des **Centres SYFED-REFER (Système Francophone d'Édition et de Diffusion – Réseau Electronique Francophone pour l'Éducation et la Recherche)**.

Le **Bureau régional Afrique des Grands Lacs de l'Agence Universitaire de la Francophonie**, implanté à **Bujumbura**, abritera un **Centre SYFED-REFER**. Celui-ci sera opérationnel **fin février 1999**, lorsque les travaux de réhabilitation des locaux seront achevés.

Le Centre SYFED-REFER est **à la disposition de l'Université du Burundi et des autres Universités francophones de la région**, pour lesquelles il est créé et qui seules justifient son existence.

Dès que les conditions techniques seront réunies à Bukavu, à Goma, à Butare, l'accès direct par les inforoutes à l'information scientifique, sera étendu aux universités concernées à partir du Centre SYFED-REFER Burundi.

Il conviendra donc de dépasser les problèmes de connectique et d'équipement informatique – qui ne sont pas des moindres.

Signalons également qu'il est programmé à la faveur de la création du Centre SYFED-REFER Burundi, le développement d'un Campus régional de l'**Université virtuelle francophone** qui permettra notamment la formation à distance et l'autoformation.

Ce dispositif minimal ainsi développé dans le cadre du partenariat associatif de l'Organisation internationale de la Francophonie, demande à être complété dans chaque université, par la **création d'un Intranet universitaire** doublé d'un accès à Internet.

Il convient de mentionner, à cet égard, le projet original de création d'un **Site Intranet/Internet** développé par l'**Université du Burundi**, pour lequel plusieurs coopérations (au niveau multilatéral et bilatéral) se sont concertées afin d'apporter un concours adapté et complémentaire :

- Le **PNUD** favorise le développement de l'Intranet et de la connexion Internet par la fourniture de matériel informatique et de connectiques.
- La **Coopération française** apporte son soutien par un appui à l'informatisation des données et à la constitution du thésaurus, mais aussi en permettant la démultiplication du potentiel du Centre SYFED-REFER.
- Le **Centre SYFED-REFER** met à la disposition de ses partenaires ses capacités de consultation, de production, d'expertise et de formation.

L'élaboration de ce projet a mis en évidence un important **besoin de formation aux NTIC**.

Ce besoin sera couvert dans un premier temps par l'organisation, à la faveur du soutien de la Coopération française, de **sessions régionales de formation** pour des publics spécialisés (documentalistes, informaticiens, enseignants-chercheurs) en relation avec le Centre SYFED-REFER Burundi.

La deuxième étape consistera en la création à l'Université du Burundi, d'une **filière spécialisée et professionnalisée**, qui aura une **vocation régionale**.

DU DOCUMENT DE REFERENCE A L'ANALYSE

Telles sera donc à court terme, le paysage des Nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les universités francophones d'Afrique des Grands Lacs.

Les conditions seront réunies pour permettre une **pleine appropriation** des NTIC par la communauté universitaire de la région.

Celle-ci ne sera plus exclue de la **révolution introduite par les NTIC** dans l'accès à l'information – cette révolution que l'expert européen, **André DANZIN**, qualifie de « **plus importante que celle entraînée par l'invention de l'imprimerie** » :

- révolution au niveau de la **quantité** de documents disponibles et de leur **facilité d'accès** ;
- révolution au niveau de l'**actualité** de ces documents qui sont mis à disposition **en temps réel**, dès leur production ;
- révolution au niveau de la **qualité** et de la **fiabilité** de cette information qui de par sa diffusion sur Internet, est soumise à l'évaluation simultanée de l'ensemble des spécialistes qui peuvent immédiatement en contester le bien fondé, voire la validité ;
- révolution enfin – et non des moindres – au niveau des possibilités d'**analyse de ces documents de référence**, au niveau des échange et de la confrontation des idées.

Grâce notamment à l'utilisation du **courrier électronique**, à l'organisation de **forum de discussion** et à la possibilité d'**édition en ligne**, la mise à disposition sur Internet de documents de référence peut et doit donner lieu à la production et la diffusion en temps réel, de **documents d'analyses**.

L'utilisation des NTIC permet en **transcendant les frontières géographiques**, la circulation de l'information lorsque l'instabilité politique rend difficile ou impossible la circulation des hommes et des femmes et des supports traditionnels de communication.

Aussi, par delà le nécessaire Réseau documentaire international sur la région des Grands Lacs africains qui permet notamment la mise en commun de la documentation première, est-il désormais possible d'envisager la création dans la région, d'un **Observatoire géopolitique de l'Afrique des Grands Lacs** dont la nécessité s'impose chaque jour davantage.

Par l'utilisation des Nouvelles technologies de l'information et de la communication, la communauté scientifique de la région des Grands Lacs et l'ensemble de la communauté scientifique internationale pourront apporter leur contribution aux analyses menées par cet Observatoire dans un cadre **universitaire** – garant de la **rigueur scientifique** – et dans un cadre **international** – garant de la **multiplicité des points de vues**.

La boucle sera ainsi bouclée ; le document écrit, véhiculé et relayé par les Nouvelles technologies, aura joué pleinement son rôle, tant au service de la mémoire qu'au service de la paix et d'une société meilleure.

Je vous remercie.

Décembre 1998

RUMEURS DE PAIX, SOCIETE EN CONVALESCENCE ET LIBERTE D'INFORMATION.

COLLOQUE DE BUJUMBURA, 7-9 DECEMBRE 1998

THEME 8 : LA MANIPULATION ET LES MANIPULATEURS.

I. PRELIMINAIRES.

Exemple potentiel de manipulation dans la presse écrite (photo).

Exemple potentiel de manipulation dans l'Audio-visuel (fausse présence et interviews truquées grâce au montage virtuel).

II. INTRODUCTION.

L'ordinateur et le satellite ont révolutionné les médias. Ceci est devenu un lieu commun. Cette révolution n'est pas encore achevée. Les possibilités qu'offrent aux médias ces deux outils semblent être illimitées : vitesse de transmission de l'information devenu instantanée et possibilité « **d'arranger la réalité** » sont parmi les plus spectaculaires.

III. LES MEDIAS ELECTRONIQUES.

La Radio, la Télévision, le cinéma, la vidéo et la photographie offrent aujourd'hui d'immenses possibilités de falsification à leurs propriétaires et utilisateurs. L'apport des technologies de l'informatique n'a fait qu'accroître ces possibilités à l'extrême.

a. LA RADIO.

Truquer un discours ou une interview en déplaçant des phrases ou des mots lors du montage est devenu, grâce à l'ordinateur, un jeu d'enfant.

b. LA TELEVISION.

Avec le système de montage aussi bien analogique que virtuel, n'importe qui peut se retrouver aujourd'hui dans une réunion, à un endroit où il n'a jamais mis pied. Cela de manière visuelle très crédible. Les propos peuvent également être réarrangés de manière à faire dire à n'importe qui les pires des insanités sans que le téléspectateur y décèle la moindre manipulation. Il en va de même pour le cinéma.

c. LA PHOTOGRAPHIE.

Les bonnes vieilles techniques de collages photographiques qui permettaient aux historiens officiels soviétiques de faire disparaître d'une « **photo historique** » celui qui n'était plus dans les bonnes grâces du chef du moment sont aujourd'hui supplantées par des meilleures

possibilités « **d'arrangements de la réalité** » qu'offrent l'ordinateur qui permet d'améliorer ou de déformer des images, d'en supprimer ou d'en rajouter.

Imaginez maintenant à quoi peuvent servir ces possibilités de falsification quand elles sont entre des mains des pyromanes dans des contextes explosifs comme ceux des Grands Lacs. N'importe quelle personnalité peut se retrouver à la « une » d'un journal avec une machette à la main ou une grenade. Et comme les citoyens l'auront vu de « **leurs propres yeux** »...

IV. LE FACTEUR TEMPS DANS LA PUBLICATION DE L'INFORMATION.

a. A QUI S'ADRESSE L'INFORMATION ECRITE DANS CETTE REGION ?

Dans le cas du Burundi, sur la douzaine de publications agréées, seules sont en Kirundi les hebdomadaires UBUMWE (public) et NDONGOZI (Eglise Catholique). Il n'y a pas de quotidien en Kirundi. En langue française le seul quotidien est Le RENOUVEAU (public) en plus d'agences de presses publiques (A.B.P.) et privées (Net Presse et Azania).

Ceci signifie qu'il n'y a presque pas d'information écrite quotidienne pour les 5% de la population qui peuvent lire un journal en Kirundi s'il y en avait au Burundi comme dans le reste de la région, la radio reste le médium par excellence.

b. LE FACTEUR TEMPS DANS LA PUBLICATION DE L'INFORMATION.

Quand publier une information ?

Y'a-t-il une invasion de criquets dans une région ?

Une épidémie de choléra ? De dysenterie bacillaire ?

Une route coupée par des éboulements ?

Un axe routier dangereux du point de vue sécurité. L'évolution des prix des produits de base ? Que ce soit à la Radio, à la Télévision ou à la Presse Ecrite, ces informations d'utilité publique immédiate n'attendent pas.

Par contre, lorsqu'il s'agit de violence inter-ethnique, l'expérience a montré qu'il faut prendre le temps de trouver la manière de diffuser l'information sans qu'elle déclenche à son tour d'autres violences. Ceci au risque de priver l'auditeur, le téléspectateur ou même le lecteur d'une information à laquelle il a droit le plus tôt possible. « **Le fait d'actualité** » dans ce cas doit être remis dans le contexte global autant que faire se peut pour en atténuer l'impact négatif potentiel sur d'autres vies.

Dans cette région des médias ont été utilisés comme instruments de la mort. Consciemment ou inconsciemment.

V. LE POUVOIR DE MANIPULER.

a. LES PROPRIETAIRES.

Qui a le pouvoir de manipuler ? Les propriétaires d'abord car c'est eux qui définissent la ligne éditoriale de leurs moyens d'information. La ligne éditoriale est nécessairement conçue pour promouvoir et préserver les intérêts politique, économique et autres des propriétaires d'où la tendance à « **informer** » à travers le prisme de ses intérêts.

b. LES JOURNALISTES.

Dans une situation idéale, la boussole du journaliste c'est son code d'éthique. Dans des contextes de convulsions sociales extrêmes comme celles de la région des Grands Lacs, les affinités sociales, politiques, ethniques et économiques finissent bien souvent par faire perdre le Nord au Journaliste. Quand il en a la possibilité, il n'hésite pas à « **arranger la réalité** » en fonction de ces affinités.

c. LES SOURCES D'INFORMATION.

Que ce soient des politiques, des hommes et des femmes d'Eglise, des milieux d'affaires, « **la société civile** » rares sont ceux qui dans ces différents milieux gardent le recul l'objectivité et l'honnêteté.

CONCLUSION.

Techniquement parlant, il est chaque jour encore plus facile aux propriétaires, techniciens et belligérants de manipuler l'information. Celui qui se livre à cet exercice peut marquer des points dans l'immédiat, mais il en perd à moyen et long terme car la manipulation est un mensonge. Le mensonge n'est pas un fondement solide de crédibilité. En supposant que les peuples aient de la mémoire.

Fait à Bujumbura, le 9/12/1998

Le Directeur Général de la R.T.N.B.

Innocent MUHOZI.-

LES DOCUMENTS UTILES POUR L'HISTOIRE DE LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS

CATHARINE NEWBURY, UNIVERSITY OF NORTH CAROLINA AT CHAPEL HILL

Je remercie aux organisateurs de ce colloque de m'avoir demandé de faire cette intervention. Parler des documents utiles pour l'histoire de la région me semble intéressant d'autant plus parce que j'ai dû consulter de tels documents pour de diverses enquêtes historiques que j'ai menées dans la région.

Mais je sais qu'il y a présents dans la salle plusieurs chercheurs expérimentés dans l'étude de l'histoire de la région. Je voudrais suggérer quelques questions et points de départ, pour alors inviter vos réflexions à travers vos propres expériences.

Dans ce bref commentaire je voudrais aborder trois thèmes: D'abord, quels sont les documents utiles déjà reconnus comme tels – ceux que plusieurs chercheurs ont déjà utilisés ? Deuxièmement, quels sont des nouvelles questions historiques qui devraient attirer notre attention – et quelles sortes de documents et autres données faut-il chercher pour aborder de telles questions ? Puis, quelle approche devrait-on adopter pour la collecte et la conservation des documents utiles ?

DOCUMENTS DE BASE

Etant donné que pour cette région il y a très peu de documents écrits pour l'époque pré-coloniale, mon commentaire va se concentrer plutôt sur les périodes coloniales et post-coloniales. Je ne pourrais pas prétendre de faire un inventaire exhaustif, mais je mentionnerai quelques ressources.

Les écrits officiels sont d'une grande importance. On peut mentionner ici, par exemple, les rapports annuels, surtout au niveau du Territoire, les rapports de sortie de charge faits par un administrateur territorial quand il quitta son poste, des rapports des enquêtes menées par l'administration coloniale sur certaines questions – par exemple, l'évolution historique des chefferies « traditionnelles, les mœurs » des gens, etc. Les rapports sur l'économie, l'agriculture, le commerce, les services sociaux, et les dossiers sur les titres fonciers et les lettres officielles sont aussi utiles. On peut s'informer sur la main-d'œuvre, les activités des colons, le fonctionnement des plantations et des grandes entreprises, à travers les documents coloniaux.

Il va sans dire que l'on doit lire ces écrits avec un œil critique, et on doit savoir interpréter ce qui a été écrit dans ces rapports. En plus, il faudra compléter ces écrits avec d'autres données, comme les écrits des missionnaires, et les témoignages oraux (mentionnés ci-dessous).

Pour l'histoire post-coloniale aussi, les écrits officiels peuvent nous servir comme documents de base. Les rapports annuels des bureaux du gouvernement, les procès-verbaux des réunions des

conseils à des différents niveaux, la correspondance officielle, aussi bien que les rapports et d'autres documents du parti unique.

Les documents des organismes religieux sont aussi très importants pour celui qui essaient de reconstruire l'histoire de l'époque coloniale. Ceux de l'église catholique sont les plus connus – surtout les diaires que les Missionnaires d'Afrique (les pères blancs) devaient entretenir dans chaque mission. Parfois, aussi, les missionnaires ont écrit des analyses de la situation locale politique, sociale, ou économique, destinées à influencer l'administration coloniale. De telles analyses nous donnent des perspectives et des données pour compléter les écrits officiels du gouvernement colonial.

Je cite comme exemple un rapport remarquable que les pères blancs à Nyamasheke dans le Territoire de Cyanguu ont envoyé à l'A.T. de Cyanguu (au Rwanda) pendant la deuxième guerre mondiale. Ce rapport, faisant état de la situation très difficile de la population locale dans la région de Cyesha, où des colons européens faisaient un recrutement (quasi-forcé) de centaines de travailleurs journaliers pour des briqueteries et d'autres entreprises. Ces pauvres gens recevaient des salaires très bas, et ils ont du accepter des conditions de travail qui leur étaient très défavorables. Les missionnaires de Nyamasheke ainsi communiquaient à l'autorité coloniale les doléances de ces gens, faisant état d'une situation qu'ils ont décrite comme inacceptable : Avec tant d'hommes adultes valides partis de leurs collines pour travailler dans les entreprises européennes, il n'y avaient presque personne qui y restaient pour accomplir les travaux obligatoires-ce qui faisaient beaucoup plus de travail pour les femmes.

On doit penser aussi aux écrits des protestants; ceux-ci ne se trouve pas toujours dans les pays des Grands Lacs et il faut parfois aller en Europe où se trouve le siège d'un groupe missionnaire quelconque. Ou bien (dans le cas de l'Eglise anglicane), on pourrait trouver des documents utiles dans un pays voisin comme l'Ouganda. Et évidemment ceci est vrai aussi pour plusieurs documents utiles de l'église catholique, portant sur la région.

D'autres documents des églises comme les journaux et d'autres publications, par exemple, les manuels de formation aux écoles, peuvent nous aider a comprendre quelle sorte d'éducation fut donnée, comment certains mythes historiques ont été diffusés, etc.

DE NOUVELLES QUESTIONS HISTORIQUES

Quels documents sont utiles pour l'histoire ? Cela dépend de ce que vous voulez savoir. Quelles sont les questions que l'on veut examiner ? Quelle sorte de compréhension du passé cherche-t'on? Evidemment le travail de reconstruire l'histoire est limité dans un certain sens par les données auxquelles on a accès. Et nous savons que dans ces sociétés de la région l'oralité reste d'une grande importance. Donc il est très important que l'on complète les documents écrits par la collecte des témoignages oraux.

Et le voici encore le défi : quelles sont les questions que nous voulons aborder? C'est là que je cherche votre contribution. Je voudrais seulement suggérer quelques commentaires dans ce sens. Auparavant, jusqu'aux années soixante, les historiens étudiaient surtout les faits et les mots des grands – des acteurs importants qui étaient surtout les élites.

Puis il y a eu un changement dans les questions et les techniques de l'analyse historique. Commençant dans les années soixante, plusieurs historiens essayaient de changer leur perspective sur l'histoire, pour entreprendre ce que l'on appelait l'histoire sociale – l'effort de comprendre les processus sociaux et comment des différents groupes sociaux se sont développés et changés dans le contexte d'un champ politique qui changeait aussi. Dans cette perspective on insistait que l'on devrait analyser ce que les leaders disaient, certes, mais aussi et surtout leur comportement (pendant des époques différentes) et comment ce que ces leaders faisaient avaient des impacts sur la vie des non-élites. On essayait de comprendre aussi ce que les simples citoyens pensaient et ce qu'ils faisaient. Pour reconstruire l'histoire, alors, on essayait de tracer comment les relations se sont développées et se sont changées entre les puissants et ceux qui furent moins puissants.

Cette optique de l'histoire sociale a fait de très grandes contributions, et continue de le faire. Mais dans les années quatre-vingt et quatre-vingt dix, on voit apparaître encore de nouvelles questions — donnant naissance à des études des sujets qui n'ont pas été beaucoup étudiés antérieurement. Je voudrais mentionner quelques exemples de ces nouvelles thèmes, ceux qui semblent importants étant donné le contexte contemporain des sociétés et leurs économies politiques dans la région.

Parmi ces nouveaux sujets on peut citer l'histoire des femmes et les changements et défis de leur vie, leurs contributions à la vie sociale, économique, et politique – même si souvent ces contributions n'ont pas été toujours tellement visibles. Un autre sujet d'un grand intérêt c'est l'histoire des jeunes; quelles sont les difficultés rencontrées par la jeunesse, quelles sont leurs initiatives, leurs espoirs pour l'avenir. Et comment est-ce que la crise économique et les politiques économiques néo-libéraux ont miné les possibilités pour ces jeunes de s'établir comme adultes, vrais membres de la société ayant un emploi (où, en ce qui concerne les agriculteurs) le moyen de vivre convenablement. C'est parmi des jeunes désœuvrés que l'on a facilement recruté les membres des milices. Et de tels milices, comme nous le savons, ont joué un rôle néfaste dans la violence politique aussi bien dans la région des Grands Lacs africains que dans certains pays en guerre de l'Afrique de l'Ouest.

Un autre sujet important qui devrait attirer notre attention c'est l'histoire de la violence politique. Quelles sont les conditions qui semblent susciter des réactions violentes ? Par où viennent la violence ? Comment les armes ont-ils été diffusés si largement dans la région ? Et quel est le rôle des leaders politiques et administratives en provoquant cette violence ?

De tels sujets et les perspectives qui les accompagnent nous amènent à une sorte d'analyse assez compliqué, mais quand même très intéressant. Il faut reconnaître et s'adresser au fait que "l'histoire" est contestée. Et pour bien comprendre, souvent il est plus utile de se focaliser au niveau local – pour compléter ce que l'on apprend concernant la situation nationale. En faisant

une étude approfondie du milieu local, on voit les nuances, les diverses manifestations des changements, la complexité de relations politiques et sociales.

En plus on doit aussi chercher les données dans les sites moins évidentes. Par exemple, pour bien comprendre l'histoire des non-élites qui ne savent pas écrire, nous avons trouvé très utile de faire la collecte et l'analyse des histoires de vie. Ceci a déjà donné de très bons résultats en ce qui concerne l'histoire des femmes. On peut citer, par exemple, le recueil de Benoît Verhaegen sur les histoires de vie de plusieurs femmes de Kisangani, et la collection intitulé *Unsung Heroes*, édité par Magdalena Ngaiza et Berthe Koda (publié par le Programme des Femmes pour la Documentation et la Recherche--WRDP--à l'Université de Dar es Salaam). Dans son livre récent sur le rôle des femmes dans la lutte pour l'indépendance en Tanganyika pendant les années cinquante, Susan Geiger fait une analyse très intéressante des histoires de vie des femmes qui étaient des militantes du parti nationaliste, le Tanganyika African National Union (TANU). Cela nous donne une interprétation tout à fait nouvelle du nationalisme dans ce pays.

Aux Etats-Unis les oeuvres de James C. Scott sont devenues très importants en nous aidant à chercher de nouvelles ressources pour comprendre les pensées, la conscience politique, et le comportement politique des non-élites. On peut citer, par exemple, le livre de Scott intitulé *Weapons of the Weak* (les Armes des Plus Faibles). Ici Scott essaient de comprendre la conscience politique des non-élites dans des contextes de grande inégalité d'accès au pouvoir. La rébellion est une réponse de dernier ressort. Mais une manque de rébellion, de violence politique ouverte ne veut pas dire que les gens acceptent passivement une situation qu'ils trouvent inégale et injuste. C'est à dire, on peut essayer de comprendre la conscience politique des gens en examinant leurs "discours cachés" – comment ils parlent et comment ils agissent quand ceux qui tiennent le pouvoir ne sont pas présents. Ce discours ne devient publique que dans certaines conditions (et parfois en moment de crise). Mais on peut essayer de le comprendre en se référant aux chansons, aux incidents de banditisme, des petits vols, la participation dans des activités non-légaux (e.g., l'économie parallèle).

Cet optique nous amène à la question de "rumeurs." Comme il a été déjà mentionné dans nos débats à cette conférence, il y a des rumeurs qui parfois semblent provoquer la violence; mais il y a aussi des rumeurs qui puissent promouvoir la paix. Il me semble que nous devrions encore nuancer notre discussion de la rumeur. On peut y avoir ce qu'on appelle la "radio-trottoir," qui est définie par Bogumil Jewsiewicki comme la circulation des vraies faits en contradiction du discours officiel (du gouvernement) qui fait une propagande de ce qui est faux. Cette radio-trottoir sert, dans des états très autoritaires, comme une réponse montée par les citoyens pour pouvoir essayer d'avoir des informations fiables sur ce qui se passe dans la politique. Il n'est pas surprenant que l'on trouvait une radio-trottoir très développée dans le Zaïre de Mobutu, aussi bien que dans le Togo d'Eyadema (voir les analyses de Comi Toulabour) – deux états très autoritaires où ce qui gouvernaient ne faisaient rien pour le bien-être des gens mais au contraire se mettaient à employer leur pouvoir pour s'enrichir aux dépenses des citoyens.

On peut citer comme exemple de “radio-trottoir” et aussi d’histoire de vie, un récit de Mwadi wa Ngombu, une femme kinoise qui a participé dans le marche des chrétiens à Kinshasa, en février 1992. Ce récit, édité et analysé par Jewsiewicki dans un article publié dans les *Cahiers des Etudes Africaines* (1995) décrit comment des milliers de gens ont marché paisiblement ce jour-là pour demander que Mobutu permet que la Conférence Nationale Souveraine (suspendu par Mobutu) puisse reprendre son travail. Mais Mobutu avaient envoyé son soldatesque contre ces chrétiens. Les soldats employaient beaucoup de violence pour essayer d’arrêter cette manifestation populaire. Ayant jeté des grenades lacrymogènes, les soldats aussi frappaient les gens, y compris des prêtres et des soeurs religieuses, et ils fusillaient dans la foule. Plusieurs personnes y ont trouvé la mort, ainsi devenant des martyrs pour la démocratie.

Ce qui est surtout intéressant dans le récit de Mwadi wa Ngombu c’est la prise de conscience politique qui s’y manifeste. Au lieu de chercher des solutions individuels, en cherchant refuge par exemple dans leurs églises et la prière, les chrétiens se sont mis ensemble pour faire en effort collective de changer le comportement de leur gouvernement. Et on voit comment les gens regardent l’état. Ils nient la légitimité d’un état et des leaders qui avaient abandonné les citoyens et qui ne faisaient rien pour eux. Mwadi wa Ngombu transmet la vision courante dans la “radio-trottoir” que l’état représentait le mal, et la société civile représentait ce qui était bon, moralement.

Pour avoir de tels renseignements, il faut, évidemment chercher des données parmi les témoignages oraux, les chansons, les blagues, des desseins. Et il faut demander des questions concernant ce que les gens ordinaires dans des conditions variées pensent, et ce qu’ils font.

QUEL APPROCHE DEVRAIT-ON ADOPTER POUR LA COLLECTE ET LA CONSERVATION DES DOCUMENTS UTILES ?

Evidemment, il y a tout un travail à faire pour rassembler les documents utiles. Ceux qui sont de l’actualité sont en train de disparaître, et donc le travail du Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains est très important.

Pour les autres documents, d’un intérêt historique, on pourrait peut-être envisager d’autres approches. Le microfilm ou microfiche ne coûte pas cher, et c’est une technologie qui est assez accessible. Puis les dépôts des écrits officiels, surtout au niveau local, sont en train de disparaître, et il serait bien d’envisager un projet de les conserver dans des endroits sûrs.

Mais il est évident que ces documents écrits doivent aussi être complétés par les témoignages oraux. Et comment faire ceci. On doit, évidemment “créer” des documents (ce que les historiens de la région font déjà dans leurs recherches). Il faut, évidemment, des projets de collecte et analyse des témoignages. Et il faut absolument associer à un tel travail des femmes qualifiées. Il y a un grand travail à faire sur le génocide de 1994 au Rwanda, par exemple, pour pouvoir

comprendre comment cette tragédie catastrophique fut planifiée, n'ayant pas une explosion indéterminée d'une haine ethnique.

Pour conclure, je voudrais exprimer un souhait. Que les projets de collecte de données essaient aussi de démontrer des institutions, des initiatives, des résultats qui furent positifs. Par exemple, le rôle des abashingantahe qui a déjà été étudié. Où un autre exemple se trouve dans les projets de l'ONG Actionaid au Ruyigi, là où on publie le journal *Ejo* dont on avait parlé hier.

Communication de M. Georges CHARRIERE
coordonnateur du Réseau documentaire.

COLLOQUE DE BUJUMBURA, 7-9 décembre 1998.

“Formation et appui technique aux relais de traitement et diffusion des informations”.

Mesdames, Messieurs, chers collègues.

Permettez-moi de placer d'emblée le débat qui va suivre sur le plan de la technique.

En effet, l'action de notre Réseau documentaire, et la forme de diffusion des documents qui a été choisie (les CD-ROM) peut soulever un certain nombre de questions quant à sa pertinence, à sa mise en œuvre, et particulièrement en ce qui concerne le transfert de technologie aux régions moins bien équipées.

Premièrement : le choix du support CD-ROM a été dicté par la nécessité de diffuser une masse de documents sous une forme compatible avec différents ordinateurs, sachant que les pays directement concernés disposaient de peu ou pas d'accès Internet rapides ou peu coûteux. Vous remarquerez toutefois que la présentation du réseau, ainsi que les tables des matières de tous les documents publiés, sont déjà accessibles sur notre site [http://www, grands lacs, net](http://www.grandslacs.net). Par contre, mettre sur le web l'ensemble des textes demanderait à la fois une capacité importante du serveur, et des ordinateurs très rapides pour télécharger les documents en totalité.

Deuxièmement, malgré quelques opinions contraires –déjà contredites par les experts et dépassés -, le CD-ROM en tant que support d'information restera encore plusieurs années indispensables ; des recherches en cours promettent d'ailleurs une augmentation très importante de la capacité de ces disques.

Troisièmement, la mise en œuvre d'un système de traitement de documents, spécialement des textes (manuscrits ou dactylographiés), rassemblés sur un CD-ROM, est à la portée de tout utilisateur des programmes bureaucratiques standards (traitement de textes essentiellement). Bien sûr, une certaine aisance dans la manipulation des données informatiques, et l'utilisation

des ressources de base d'un ordinateur de bureau, sont nécessaires pour éviter des pertes d'information ou des atteintes de virus.

Je tiens à souligner que l'essentiel du travail que nous faisons actuellement à Genève peut être effectué par des personnes formées à la bureautique courante, sous la supervision d'un technicien capable de dépanner les problèmes courants et d'assurer l'encadrement et la formation d'une équipe.

Concernant le matériel nécessaire, les coûts vont en diminuant chaque année, voire chaque mois, et permettent actuellement de disposer d'un équipement complet et très performant pour un prix global inférieur à 15000\$ soit un (ou deux) ordinateurs standard – Mac ou PC - , un scanner, une imprimante (plus bien entendu un système régulateur de tension).

Au besoin, il est possible d'y ajouter un graveur de CD-ROM (moins de 300\$) ; toutefois, dans un premier temps, le gravage après mise en forme des documents continuera à être assuré par notre secrétariat de Genève, de même que la production en série pour laquelle les fabricants suisses offrent des prix très compétitifs ainsi que des délais courts (10 jours pour 1.000 exemplaires).

L'objectif à court terme du Réseau est de mettre en place, dès la fin de ce colloque, une collaboration avec une structure locale à Bujumbura, afin d'y traiter une partie des documents disponibles sur place, ainsi que ceux qui parviendraient de la République Démocratique du Congo (principalement du Kivu), en attendant d'étendre notre appui à cette région.

Notre contribution portera essentiellement sur deux points :

- la définition précise de l'équipement nécessaire, en tenant compte des possibilités d'achat et de maintenance au Burundi ; je parle ici du matériel informatique et des logiciels indispensables pour traiter et mettre en page les textes destinés à la publication sur CD-ROM.
- la formation sur place et à distance du personnel par les techniciens du Réseau ; pour ce faire, des missions initiales et de suivi seront organisées à Bujumbura ; elles devraient représenter au maximum 4 semaines pour la première année, la formation de base se situant à un niveau relativement simple.

Nous pensons qu'il serait aussi possible, à l'occasion de la venue de nos formateurs, d'organiser des cours sur l'optimisation des outils bureaucratiques (traitement de textes,

tableurs, présentations type Power Point) pour un public plus large composé d'agents de l'Etat et de collaborateurs d'ONG. Cette proposition reste subordonnée à l'obtention de crédits complémentaires à l'action principale du réseau.

Il nous semble en effet que l'augmentation globale des compétences en utilisation de l'informatique permet à tous ses utilisateurs d'être plus efficaces, plus rapides, et de fournir des résultats de qualité élevée... ce qui représente en fin de compte un gain de temps, d'argent et de performance pour tous les services concernés.

Pour terminer, et avant de répondre à vos questions, laissez-moi évoquer un projet que j'avais eu l'occasion de développer lors d'une consultation pour le Bureau International de l'Education sur la refonte et l'avenir du système éducatif burundais...

Pour moi, à l'époque (1996), l'avenir du Burundi, du moins l'un de ses aspects, passait par un fort développement des formations techniques orientées vers les nouvelles technologies de la communication ; au vu de l'essor très rapide de ces technologies en Afrique, leur utilisation me semblait –et me semble toujours- non seulement une voie vers le désenclavement économique et social du pays, mais aussi un formidable moyen de développer les communications, le commerce, les relations régionales, et de faire en sorte que peut-être, - est-ce un rêve, je vous laisse en juger -, le Burundi puisse devenir une plate-forme d'échanges, un pôle de rayonnement intellectuel et moral, et pourquoi pas un lieu privilégié de rencontres réelles et virtuelles pour la reconstruction et la paix dans l'ensemble de la sous-région...

Mesdames, Messieurs, je vous remercie de votre attention.

VALORISATION DES APPORTS DE PARTENAIRES DE LA REGION DES GRANDS-LACS

Par le Professeur Charles NTAMPAKA

Introduction

Les partenaires de la région pourront être les personnes, les institutions dont proviennent les informations, les documents à publier, mais également les universités engagées dans le partenariat avec le Réseau documentaire International pour la Région des Grands-Lacs et les professeurs liés à ces institutions.

La valorisation des apports comporte un double aspect : la valorisation des compétences locales par rapport aux autres partenaires du réseau et aux lecteurs des documents publiés et la valorisation des solutions ou des processus mis à l'épreuve dans la région, des dynamiques des universités et autres partenaires locaux.

Notre introduction aux débats sera articulée sur quatre axes :

- Un constat sur la situation qui prévaut dans la région des Grands-Lacs en matière de documentation et de diffusion de l'information
- Un essai de définition des attentes de la société par rapport au milieu
- Le réseau comme cadre de contact et de diffusion de documents non diffusés
- Les exigences dans le choix des documents à diffuser à travers le Réseau

LE CONSTAT SUR L'ETAT DE LA DIFFUSION DE L'INFORMATION

L'enseignement et la recherche sont des missions de toutes les Universités. C'est souvent à base des résultats fournis dans ce domaine que le chercheur est promu ou est maintenu au sein de l'Université. Encore faut-il que les Universités disposent d'un outil de travail adéquat permettant de remplir cette mission. Les Universités des Grands-Lacs restent les parents pauvres d'autres Universités en matière de documentation et d'instruments de recherche.

Alors que l'internet, l'interconnexion entre les bibliothèques de plusieurs grandes Universités et des centres de documentation sont une réalité en Europe et en Amérique du Nord, certaines universités ne disposent même pas d'une bibliothèque digne de ce nom. Ils n'ont même pas accès au système de prêt interbibliothécaire.

On constate que les études réalisées dans un pays sont parfois, si non toujours, reprises dans un autre pays faute d'information.

Faute d'information également, ou de manque de respect des normes d'éthique journalistique, les informations données privilégient parfois les points de vue du journaliste ou du chercheur à la relation des faits, qui aurait permis de mieux saisir l'événement et de s'en faire une idée. On trouve des commentaires sur des décisions politiques ou autres mais rarement la publication de ces décisions. Ainsi à titre d'exemple, le Rwanda avait adhéré à la plupart des Conventions en matière des Droits de l'Homme mais ces textes n'avaient jamais été publiés au Journal Officiel. Il était presque impossible d'en prendre connaissance.

L'information donnée par des agences de presse manque parfois d'objectivité et reprend la version officielle, ou la version d'un correspondant, plus accessible mais pas toujours vraie et vérifiable. Ceci donne lieu à des rumeurs, à la manipulation de l'information. Celle-ci peut être l'œuvre des pouvoirs publics, des bailleurs de fonds ou de médias. La demi-vérité permet à un journal ou une revue de mieux se vendre; l'obligation de plaire à une tendance politique et/ou économique sont autant d'éléments qui favorisent la manipulation de l'information.

La région des Grands-Lacs voit privilégié l'audiovisuel à la presse écrite ; la loi diffusée au Journal ou Bulletin Officiels est moins accessible que les commentaires que la radio en fait. Combien lisent ce journal qui, pourtant réglemente la vie du pays ? Pourtant « Nul n'est censé ignorer la loi régulièrement publiée ! ».

L'expérience a montré que beaucoup de documents existent dans la région, même s'ils sont d'inégale valeur mais restent dans les tiroirs, faute d'éditeurs ou de moyens financiers, parce que l'auteur n'est pas connu dans le monde fermé des chercheurs et universitaires – ce qui hypothèque toute vente -.

Ces éléments n'encouragent pas les chercheurs, qui se contentent d'un enseignement livresque ou de la reprise de syllabus publiés ailleurs.

De l'autre côté des océans, les Universités sont connectées aux réseaux d'information et de recherches qui leur permettent d'échanger les acquis de la science et de la technologie et les expériences de la vie quotidienne. Le CD-ROM, les banques de données, l'accès libre à l'internet, aux banques de données, aux bibliothèques centrales et centres de documentation, aux sites multiples de recherche et d'enseignement sont à la portée de chaque chercheur et de chaque professeur.

Les Universités Européennes ont développé des programmes d'échanges d'étudiants (Socrates, Erasmus) permettant aux Etudiants en cours de formation de changer d'université, d'apprendre une autre langue et d'étudier pendant une période de six mois ou plus dans cette université et de revenir continuer les études après son séjour. Le résultat est une vision communautaire des problèmes, une connaissance mutuelle qui permettent aux étudiants d'envisager la vie sans complexe et ensemble avec d'autres jeunes. Les chercheurs prennent contact avec d'autres chercheurs dans le cadre des échanges, des colloques, comparent les résultats de la recherche et des expériences d'enseignement et acceptent plus facilement leurs limites, leurs forces et leurs faiblesses.

Il a été constaté que la peur de l'autre naît souvent des idées que l'on se fait, de l'information ou de la désinformation que l'on peut en avoir. Cela est vrai dans la région.

LES ATTENTES DE LA SOCIÉTÉ PAR RAPPORT AU TRAVAIL DES CHERCHEURS ET DES PROFESSEURS

La diffusion de l'information et de la recherche peut réduire les tensions sociales en permettant de savoir plus sur l'autre. Il est souvent triste de constater qu'un enfant européen n'a d'autre image sur la région des Grands-Lacs que la guerre, la famine, les catastrophes naturelles, les massacres d'innocents... Cela est dû principalement au fait que les journaux à sa disposition ne rapportent que ce qui va mal. Ils traitent rarement des actions positives menées dans cette région, sauf dans le cadre des reportages sur les réalisations agricoles et

autres etc. Lorsqu'il pleut que la population vaque à ses occupations et produit le nécessaire pour leur subsistance, cela n'est pas un événement, cela ne mérite pas une mention ! On se basera plus sur la sécheresse et la famine.

L'image de la région des Grands-Lacs perçue dans la presse occidentale est parfois prolixe suivant les circonstances et parfois inexistante à d'autres moments. Il existe un manque d'intérêt sur ce qui se fait, sur ce qui se vit et un regain d'intérêt lors des errements temporaires, des massacres. L'image du Sud est synonyme de misère, d'actes inhumains, d'aide humanitaire. Ceci provient probablement de l'action des intermédiaires locaux, des informateurs qui déterminent l'ordre d'importance des faits, décident de la qualité et de la quantité de faits à rapporter pour le marché de l'information.

La réponse donnée par des journalistes du Nord lorsqu'on leur pose la question est qu'il y a une absence de sources d'information fiables et vérifiables pour certains événements. L'information provient des reportages sans aucun contact physique avec l'événement, des témoignages ou de la version donnée par l'Etat. Or, l'information sur l'action gouvernementale fait état des succès et jamais des échecs. Il se crée alors des circuits parallèles d'information qui diffusent la rumeur pour compléter les informations étatiques.

L'intellectuel/chercheur devrait jouer un rôle plus important dans la création des opinions et dans leur diffusion. On constate aujourd'hui une absence ou une présence très négligeable des universités dans les propositions d'actions et de solutions pour la paix. Cela est inquiétant. La société civile (ONG, Eglises...) prend le devant de la scène. Pourtant les Universitaires sont mieux placés pour apprécier les événements en tenant compte des facteurs historiques, sociaux et culturels.

L'on sait pourtant que « quand l'intelligence quitte l'arène, la médiocrité s'installe et avec elle la dictature ». Des fois on serait en droit de se demander où sont les élites nationaux. On attend des chercheurs et des Universitaires :

- De faire preuve d'initiatives dans les domaines de la vie en société, de la paix.
- De prendre conscience de leur rôle en veillant à la qualité du message et à l'influence qu'il peut avoir sur la population ;
- De faire un effort de distinction entre les faits et les analyses personnelles par respect pour les lecteurs, par souci d'équilibre de l'information
- D'analyser et de proposer des alternatives, des interprétations : seuls les académiques et les chercheurs disposent d'un cadre de réflexion, d'une certaine liberté d'expression et d'une compétence pour échapper aux ingérences politiques, aux pressions économiques et sociales. Ils sont indépendants dans l'enseignement et dans la recherche pour donner une information respectueuse de l'autre et vérifiée.
- D'éviter de subir les événements par manque d'intérêt, par complicité ou par opportunisme. La position académique constitue parfois un tremplin, une liste d'attente pour des postes politiques ou techniques importants. Cela est légitime, mais cela peut donner lieu à des compromissions, à des manipulations. Or les compromissions peuvent constituer pour un chercheur un motif de déchéance dans le monde académique et scientifique.

COMMENT LE RESEAU DOCUMENTAIRE INTERNATIONAL VA-T-IL AIDER A VALORISER LES DOCUMENTS PRODUITS ?

La valeur d'un document diffusé est garantie par son auteur et/ou par l'institution ou l'équipe de chercheurs chargés de la collecte et de l'analyse des données à publier. Le Réseau documentaire n'a pas toujours les moyens de vérifier la véracité des faits, l'authenticité des documents, même si un effort est fait pour que les documents produits soient authentiques. Les partenaires devraient saisir les documents sur ordinateur et apprécier leur apport à la science. Dans tous les cas l'équipe évitera de diffuser des documents appelant à la haine, à la division, des écrits contraires à la vérité ou à l'ordre public.

Le réseau documentaire offre un espace de liberté au service de l'information, une occasion de prendre les distances par rapport aux événements et d'opérer une analyse objective de la situation.

C'est peut-être l'occasion de susciter l'éveil de la responsabilité des Universitaires face aux écrits qu'ils produisent de cultiver une vision transnationale de la recherche elle-même et des problèmes traités. La région en a un grand besoin.

Les contacts et les échanges éviteront de reprendre les recherches déjà entreprises par d'autres. Dans certains domaines, une solution adoptée dans l'un des pays peut servir dans un autre ; encore faut-il en faire l'inventaire et les publier. Le Réseau va y pouvoir.

Le cadre choisi est un C-D-ROM, auxquels le Centre relais et les Universitaires et chercheurs de la région vont contribuer. Ainsi, ils vérifient l'authenticité de document, sa conformité à la vérité. Chaque partenaire a un rôle-clé dans la collecte des données, dans la recherche des financements.

Il sera peut être l'occasion d'initier si non de consolider une coopération Sud-Sud, Nord-Sud grâce aux efforts réciproques, à la production de l'information sans que d'autre ait à juger, son choix.

La valorisation des Institutions du Sud et des chercheurs passe par leur rôle dans la prise des décisions, dans l'intérêt attaché à l'information des autres Universités sur l'existence même de certaines Universités, et sur les recherches que des professeurs y mènent.

La publication des écrits locaux, les mettra dans une banque de données des chercheurs dans lesquelles beaucoup d'Africains n'ont pas toujours accès.

Non seulement d'autres universités auront accès à vos travaux et à des documents issus de la base, mais bien plus elles pourront connaître certaines compétences locales et y faire référence.

LE CHOIX DES DOCUMENTS

Le choix de la matière à publier sera déterminant pour valoriser l'apport des partenaires locaux.

Les documents pourraient être le produit de la recherche ou des informations sur la vie quotidienne dont la conservation aura un intérêt dans le futur.

- 1) Ces documents devraient échapper aux informations normalisées « constituer la littérature grise » sans en limiter les domaines. Elles peuvent porter sur l'agriculture, sur la santé sur la prévention des conflits, sur l'éducation, sur le réseau routier, sur le recensement... Ces domaines sont souvent négligés.
- 2) Le choix devrait tenir compte des désirs des populations et des besoins qu'elles expriment. Les documents des ONG, des administrations locales sont parfois le résultat d'un contact rapproché avec la population. Ils peuvent permettre de mieux appliquer la planification gouvernementale et les initiatives des différents opérateurs non-gouvernementaux.
- 3) A la suite de la mondialisation et de la globalisation de l'économie, et de l'information les expériences locales, développées en tenant compte des spécificités locales seront d'un grand intérêt. La tendance actuelle est d'expliquer les conflits en cours comme des conflits ethniques - ceci est mieux compris par les lecteurs de la presse -, d'appliquer des solutions adoptées dans un pays à l'autre, ou de croire que le fait d'avoir fait des recherches sur le Burundi nous autorise à devenir spécialiste du Rwanda et des Grands-Lacs. Mais qui peut aider les gens à évaluer nos connaissances si non les publications des personnalités de la région ? Vos expériences et la collaboration avec le Réseau vont permettre :
 - d'affiner les méthodes de recueil des données, de traitement de l'information et de l'information et de comprendre la mobilisation des lobbies.
 - de comprendre les mécanismes politiques, les structures juridiques, les fondements économiques pour pouvoir imaginer des scénarios d'analyse et d'action qui peuvent démanteler les structures destructrices – bien développées aujourd'hui.

Le choix portera également sur :

- 4) Des expériences d'enseignement et de recherche, de dialogue entre groupes rivaux, entre partis politiques, entre chercheurs.
- 5) Les documents qui montrent l'image de l'homme africain, du citoyen et sa vision de l'avenir, son appréciation des valeurs qui ont tissé l'unité des peuples. L'homme « international » devient une « ressource humaine » au même titre qu'une « ressource minière, financière ». Il n'a de valeur que s'il produit. Vos documents pourraient aider à promouvoir une autre image de l'homme-homme, à qui l'âge donne de la valeur, l'homme capable de vivre malgré ces catastrophes. L'homme de tous les temps qui transcende les âges et les défis actuels. Aussi notre choix sera une préparation de l'avenir, une fixation, une pérennisation de la mémoire collective. Ceci exige de rejeter tout écrit prônant la violence, ou toute rumeur pouvant amener à la désinformation, toute exclusion qui n'aboutit qu'à la violence. Il faut apprécier l'impact de l'écrit, sa légalité par rapport au milieu concerné.

Le comité scientifique local devra déterminer des critères de collecte et de sélection des documents, il devra définir les priorités de l'information porteuse de paix, mais permettre l'ouverture vers l'avenir et des projections qui peuvent permettre de sortir de l'urgence et proposer des actions durables.

La recherche devrait permettre de sortir de la diabolisation des uns et des autres, pour proposer des alternatives. L'information échangée permet d'en savoir plus sur l'autre, mais cela requiert des engagements réciproques, un effort de tolérance.

CONCLUSION

Le Réseau documentaire se veut être un cadre d'échange, de documentation, permettant de connaître les expériences menées dans cette région, par les partenaires.

Les collectes seraient centrés sur les documents tout officiels que privés.

Beaucoup de publications ont été faites sur la politique, la vie en société, mais moins sur l'agriculture, la santé. Ces domaines pourraient être privilégiés dans l'information.

A l'heure où l'on parle des autoroutes de l'information, les partenaires devraient prendre conscience de l'importance de la communication. Dans le domaine des recherches pour la paix, de prévention et de règlement des conflits, existent des documents qui relatent l'expérience d'autres peuples, les réussites et les échecs d'autres sociétés.

La valeur d'un document sera donnée par son contenu, par la crédibilité nationale et internationale de l'auteur ou de l'institution. Le Réseau, par la publication fera connaître l'auteur et les institutions mais il ne peut pas valoriser un document jugé non crédible.

Pour terminer, puisque dans nos traditions, l'histoire peut mieux faire comprendre certaine situation, je me propose de vous raconter une histoire entendue du Général Toumani Touré à Bamako :

« Deux villages voisins, vivaient tranquillement, un éleveur possédant des vaches, un taureau et un bélier. Un jour, deux bestioles se sont battus, un lézard et un rat. Le bélier demanda au taureau d'intervenir, mais celui-ci répliqua que cela ne le concernait pas. Le rat tomba dans le feu et brûla la hutte d'une vieille femme. A l'enterrement, les invités et la famille durent rester plus longtemps que prévus. Ils mangèrent les poulets, mais durent aussi manger le bélier. Ce dernier dit au taureau avant le départ à l'abattoir. « Si tu étais intervenu, je ne serais pas mort ». Le taureau n'en dit rien. Mais le séjour des invités continua et on en vint à manger le taureau. Celui-ci regretta de n'être pas intervenir.

Moralité : Les problèmes de l'autre nous interpellent tout comme une participation active de l'académique à la vie de la société. Si vous ne voulez pas participer à la création et la diffusion des informations, d'autres le feront pour vous et vous n'y échapperez pas.

L'IMPACT DE L'INFORMATION SUR LA TENSION ET LES PROCESSU DE CONCERTATION DANS LA REGION.

Par le Professeur RUTAKE Pascal

Mesdames, Messieurs,

Le présent colloque nous offre l'occasion propice d'exprimer notre vision du rôle de l'information dans le contexte de la crise que traversent les 3 pays de la Région des Grands Lacs, le Burundi, le Rwanda, la République Démocratique du Congo.

Notre communication va réserver une attention particulière aux spécificités de ces trois pays de la Région des Grands Lacs et va par conséquent s'articuler autour de deux axes principaux.

- 1°) Le rôle des médias et de la presse dans l'extension régionale des tensions
- 2°) L'impact de l'information dans le processus de concertation dans la région.

I. LE ROLE DES MEDIAS ET DE LA PRESSE DANS L'EXTENSION REGIONALE DES TENSIONS.

Les origines historiques de la régionalisation des tensions relèvent de la période coloniale plus précisément au moment de la revendication de l'indépendance vers la fin des années 50 et au début des années 60. Faut-il rappeler que le pouvoir colonial belge s'étendait sur les trois pays avec un mandat spécial pour le Burundi et le Rwanda qui étaient sous la tutelle des Nations Unies.

La presse belge publiait alors des articles qui s'efforçaient de convaincre l'opinion nationale et internationale de l'appartenance des leaders politiques des 3 pays qui réclamaient l'indépendance immédiate et inconditionnelle au mouvement communiste.

Dans cette ère de la guerre froide l'occident et l'Europe de l'Est incarnaient respectivement le capitalisme et le communisme et se rivalisaient pour le contrôle du reste du monde et de l'Afrique en particulier.

Une certaine presse congolaise de Léopoldville (actuel Kinshasa) et de Kigali au Rwanda essentiellement qui représentait l'opinion des groupes politiques non acquis à la réclamation de l'indépendance répercutait auprès de leurs lecteurs congolais et rwandais ces informations tendancieuses qui assimilaient les nationalistes aux communistes anti-occidentaux. Pour ce qui est plus particulièrement des leaders politiques du Burundi et du Rwanda qui luttèrent pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle ils étaient ciblés et qualifiés très paradoxalement par le journal « KINYAMATEKA » du Rwanda, de féodaux-communistes.

C'est dans ce contexte qu'on assista à l'élimination physique systématique des leaders politiques qui ont propulsé et parrainé la dynamique de l'accession de leurs pays à la souveraineté nationale.

Il y a d'abord le Roi Charles RUDAHIGWA, leader du Parti UNAR (Union Nationale du Rwanda) qui est décédée en 1959 dans des circonstances non encore éclaircies, juste la veille du jour où il devait se rendre aux Nations Unies pour convaincre la Communauté internationale de faciliter l'accèsion à l'indépendance de son pays, le Rwanda. En 1961, le Prince Louis RWAGASORE du Burundi, leader du Partir UPRONA (Unité pour le Progrès National) devait succomber sous les balles tirées par un expatrié au lendemain des élections législatives où son Parti UPRONA (UNITE POUR LE PROGRES NATIONAL) venait de remporter les élections avec une majorité écrasante. Patrice LUMUMBA est décédé en 1959 quelques mois après son investiture aux hautes fonctions de Premier Ministre en République du Congo actuelle République Démocratique du Congo que lui avait valu la victoire remportée par son parti politique, M.N.C (Mouvement National Congolais).

L'information diffusée par le pouvoir colonial à cette époque beaucoup plus au Rwanda qu'au Burundi par le Colonel BEM LOGIEST qui représentait au Rwanda Paul HARROY, Gouverneur Général du Rwanda-Urundi, présentait globalement les tutsi comme des féodaux communistes qui voulaient se débarrasser de la tutelle coloniale pour prendre la relève en exercer leur domination sur les hutu qui sont la majorité de la population au Rwanda.

Il s'ensuit qu'au Rwanda, plus qu'ailleurs se sont intensifiés les incitations à la haine qui étaient publiées dans le journal KINYAMATEKA. Cette propagande était orchestrée autour du scénario où les féodaux communistes d'ethnie tutsi minoritaire s'activent pour reprendre le pouvoir et réinstaurer l'exploitation et l'oppression de l'ethnie hutu majoritaire. Cette vision bipolaire a créé des tensions qui se sont manifestées à travers la Révolution sociale qui a servi d'alibi aux mouvements politico-ethniques extrémistes, d'obédience hutu de lancer des attaques violentes contre les tutsi qui ont été contraints de se réfugier essentiellement dans les deux pays voisins le Burundi et le Congo Léopoldville de l'époque, actuelle République Démocratique du Congo.

L'afflux massif des réfugiés tutsi rwandais a suscité les rumeurs de la haine et de la peur au Burundi. Certains milieux politiques hutu considéraient comme légitime de s'inspirer du modèle rwandais pour se débarrasser de cette minorité tutsi gênante et les tutsi craignaient justement de subir à leur tour le même sort que les tutsi du Rwanda. Cette psychose s'est traduite par les événements sanglants de 1965, 1972, qui ont entraîné le départ des réfugiés cette fois-ci hutu du Burundi au Rwanda et au Zaïre.

Il y a lieu de remarquer que pendant toute la période du monopartisme qui a suivi l'indépendance des deux pays le Rwanda et le Burundi en 1962, la liberté de la presse était muselée pour laisser la place aux médias sous contrôle du pouvoir ou en liaison directe avec les hommes forts du pouvoir.

La haine qui est détectée dans la presse de ces pays et les violences qui se sont succédées et rémémorées étaient porteuses de peur pour l'avenir. Cette peur qui est mobilisée depuis l'accèsion de ces pays des grands lacs à l'indépendance est utilisée par les politiciens dans le levier ethnique selon le principe majoritaire en milieu hutu ou le principe sécuritaire en milieu tutsi minoritaire.

L'expérience du Rwanda a montré le pouvoir de destruction considérable de type de « médias de la haine ». Le génocide, dont 500.000 à 1 million de tutsi et d'opposants hutu ont

été victimes entre avril et juillet 1994, n'aurait vraisemblablement pas connu la même ampleur sans la sinistre contribution de « Radio Télévision Libre des Mille Collines » (RTLM) dont les émissions étaient destinées aux auditeurs du Rwanda, du Burundi et de l'Est du Zaïre. RTLM incitait explicitement les extrémistes hutu à chasser ou à tuer les tutsi. En outre, de nombreux journaux extrémistes comme Kangura, la médaille ou Interahamwe avaient de longue date présenté à l'opinion le massacre des tutsi et leurs complices comme l'unique solution aux problèmes du Rwanda.

En 1993 et 1994, les massacres interethniques qui ont pris une dimension très alarmante de caractère génocidaire au Burundi et plus particulièrement au Rwanda est le résultat des émissions de la haine.

On a alors assisté à un exil massif des Rwandais et des Burundais d'ethnie hutu vers le Zaïre, actuelle République Démocratique du Congo, plus précisément à l'Est et les populations de cette région ont été à leur tour gagnés par contamination à la cause de l'éthnicentrisme qui s'est traduite par des conflits ayant contraint les nombreux congolais assimilés aux tutsi à se réfugier au Burundi et au Rwanda.

Au Burundi, après comme avant l'indépendance ne possédait qu'une presse très rudimentaire, la multiplication des journaux étant liée au processus démocratique de 1992.

Le paysage médiatique dominé par les fanatismes est récent et aussi paradoxal que cela puisse paraître, les feuilles extrémistes aux éditoriaux enflammés sont nés de la décrispation du régime de parti unique.

Dans la longue crise ouverte au Burundi par l'assassinat du président Melchior NDADAYE et les massacres qui ont suivi, l'existence d'une presse pluraliste aurait pu avoir un effet modérateur d'initiation aux règles démocratiques. C'est le contraire qu'on a observé dans les titres des journaux qui se caractérisent par une volonté de renforcer les haines ethniques et les préjugés collectifs en défendant une ethnie contre une autre. Cette presse de rumeurs est marquée notamment par l'absence de recul des journalistes qui se contentent de rapporter les rumeurs. C'est le cas notamment du « Carrefour des idées » qui incarnait l'extrémisme tutsi qui accuse des hutu de revendiquer des actes de cannibalisme à travers un mystérieux tract qui aurait circulé dans la capitale sans en vérifier l'auteur alors que « Le Témoin » un journal extrémiste hutu titre dans son numéro 6 en page 3 : KAMENGE : l'armée tutsie est déterminée à exterminer les hutu¹.

II. IMPACT DE L'INFORMATION DANS LE PROCESSUS DE CONCERTATION DANS LA REGION.

A côté des médias et la presse de la haine apparaissent progressivement des périodiques et des associations micro ou macro-régionales guidés par l'entente, la cohabitation pacifique et la paix pour tous.

Si le rôle des médias et de la presse en général, dans l'engouffrement des trois pays au sein des idées et idéologies d'extermination est incontestable, il n'y a pas lieu d'en déduire qu'il s'agit d'une fatalité inéluctable. Des idées et des messages exprimées dans certaines

¹ Barnabé NDARISHIKANYE et Jean François DUPAQUIER, BURUNDI : LE VENIN DE LA HAINE, p.52

revues et périodiques invitaient tout un chacun de se ressaisir et de repenser l'avenir d'un chacun individuellement et globalement sur le plan régional.

II.1. AU CŒUR DE L'AFRIQUE DANS LA REGION DES GRANDS LACS.

La périodique « Au Coeur de l'Afrique » qui est publiée à Bujumbura sous le patronage de l'association des conférences des évêques du Rwanda et du Burundi est la preuve de l'élargissement des champs d'information au-delà des frontières de chaque pays et la mise en commun des moyens pour les diffuser dans le monde.

Au mois de juillet 1972, trois mois après les turbulences politico-ethniques qui avaient emporté de nombreuses vies humaines au Burundi, Au Coeur de l'Afrique communiquait au public le devoir de tout homme de dire la vérité en invoquant la raison que je partage avec l'auteur qui pousse à tenir la vérité parce que « l'esprit de l'homme a des lois internes à côté desquelles nous ne pouvons pas passer sans encourir la ruine de notre responsabilité . La première et la plus fondamentale de ces lois est la conformité, l'accord qui doit exister entre ce qu'on pense et ce qu'on dit, ce qu'on fait et ce qu'on sent, ce qu'on voit et ce qu'on exprime² ».

C'est dans ce périodique même de l'Afrique qu'on peut lire des messages qui invitent chacun à s'engager personnellement à apporter sa part de contribution à l'établissement de la paix dans le monde en général et dans la région des grands lacs en particulier, le changement fondamental ne pouvant être atteint que si on retrouve la clairvoyance et l'impartialité avec la liberté d'esprit, le sens de la justice avec le respect des droits de l'homme, le sens de l'équité et la confiance mutuelle.

II.2. EMERGENCE DE L'ASSOCIATION REGROUPANT LES INTELLECTUELS UNIVERSITAIRES DU BURUNDI, DU RWANDA ET DE L'EX-ZAIRE

Pour le Burundi et le Rwanda, certains esprits pensent que ces manifestations de violence cyclique viennent des pulsions de l'instinct ethnique lié à la mentalité primitive. D'autres croient que ces conflits à dimension génocidaire proviennent de l'étranger, impulsés par l'idéologie léguée par l'ancien colonisateur. Dans les deux cas, même si ces assertions ne sont pas dérivée de fondement, on cherche avant tout me semble-t-il un bouc émissaire et c'est une démission.

Compte tenu de ce contexte de violence aux dimensions régionales, il s'est avéré indispensable pour les intellectuels universitaires du Burundi, du Rwanda et de la République Démocratique du Congo, de se mobiliser pour réfléchir sur les causes et les conséquences socio-politiques et économiques qui risquent de mettre en péril le devenir de cette sous région des Grands Lacs et d'essayer d'y apporter les remèdes appropriés pour conjurer à jamais la recrudescence de telles tragédies.

Il y a donc urgence de la pensée parce que rien n'est encore pensée alors que tout est à penser.

L'initiative première des professeurs et chercheurs des Universités du Burundi, du Rwanda et de la République Démocratique du Congo, a été de créer un (CENTRE REGIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA PAIX, LA

² A.ANTABONA : Au coeur de l'afrique 2/1972 : Dire la Vérité de voir de tout homme.

DEMOCRATIE ET LE DEVELOPPEMENT dans les pays des Grands Lacs, une organisation non gouvernementale qui a son siège et le Secrétariat exécutif à Bujumbura.

A notre avis, sans paix il n'y a pas de démocratie et sans démocratie il n'y a pas de développement. La démocratie comme le développement adaptés aux réalités de ces pays de la région des grands lacs sont les éléments clés qui méritent réflexion.

L'inter-connexion des tensions entre les trois pays de la région est une preuve évidente de la nécessité de conjuguer les efforts pour trouver une solution durable aux crises aiguës que subissent les trois pays. Il serait, à notre avis, illusoire de prétendre qu'il y a la paix au Burundi quand il y a la guerre au Rwanda et vice versa ou de croire que la stabilité est acquise au Congo quand les tensions persistent au Rwanda et vice-versa.

Sans entrer dans les détails, les objectifs prioritaires du CREFOPAD sont les suivants :

- Accroître la réflexion et la capacité de recherche pour mieux maîtriser le processus des mutations et des transformations politiques et sociales
- Réaliser des études fondamentales et appliquées destinées à identifier les atouts et les facteurs du processus de démocratisation et de développement en vue d'éclairer les acteurs nationaux et internationaux dans leurs choix et leurs actions
- S'engager dans une réflexion permanente destinée à repérer en temps utile des facteurs existants ou potentiels susceptibles de perturber la paix et la sécurité dans les pays des grands lacs.

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, le CREFOPAD s'assigne les missions suivantes :

- a) l'organisation des Conférences et Séminaires sous-régionaux de formation sur les actions prioritaires axées sur la démocratie, la paix et le développement socio-économique de la sous-région ;
- b) la coordination des recherches sur les travaux couvrant la démocratie, les voies et les moyens de prévenir les conflits, et de les gérer pacifiquement pour l'instauration et la consolidation de la paix et du développement durables ;
- c) la publication, la traduction et la diffusion des informations dans les domaines ci-haut cités ;
- d) la formation et l'établissement des relations avec les organisations nationales, sous-régionales, régionales, internationales impliquées dans les actions en faveur de la paix, de la démocratie, des droits de l'homme et du développement.

Il convient d'insister ici sur l'impérieuse nécessité de convaincre les régimes politiques de tout faire pour éviter que les différences ne dégénèrent en conflit mais, à condition qu'existent des institutions et des structures de participation efficaces. Même dans les régimes démocratiques, aussi nécessaires qu'elles puissent être, les élections ne garantissent pas d'elles-mêmes la démocratie et il faut s'attacher spécialement à promouvoir l'accès véritable au processus de décision, à développer les institutions de la société civile qui facilitent l'établissement d'un consensus et de la coopération.

La conduite et la gestion du processus démocratique sont des opérations à la fois délicates et difficiles à réaliser. Le rôle de l'intelligentsia est à cet égard irremplaçable, dans le sens de la pensée, aussi bien pour sa formulation que pour sa diffusion, ceci pour pallier aux insuffisances que Maurice Glélé en son temps qualifiait de « fétichisme constitutionnel »

c'est-à-dire l'incapacité des africains à inventer leurs propres institutions et à sortir du mimétisme constitutionnel occidental³.

A y regarder de près, les causes profondes de ces tensions aiguës sont imputables à une conception erronée de la démocratie que certains considèrent comme un instrument pour conquérir et maintenir un marché de l'aisance matérielle légitimé par le choix des élections. On se rend compte que ce type de compétition pour accéder à ce monde lucratif s'est accompagné d'une rechute des valeurs, en exaltant la puissance au détriment de la recherche de la sagesse. Cette démocratie ainsi conçue réduit la valeur d'être et des choses à une domination du matériel sur le spirituel en propageant l'idée que enrichissement est la mesure ultime de la réussite. Dans ce contexte les anciennes formes de régulation des activités humaines construites au fil des millénaires se sont trouvées mises à l'écart.

Un dialogue structuré et dynamique sur le plan régional entre les chercheurs, les décideurs politiques et les leaders de la société civile, s'avère indispensable, lequel dialogue peut offrir des possibilités d'anticiper sur les événements et prévenir efficacement les conflits.

Préserver l'équilibre toujours fragile du système démocratique suppose que le citoyen exerce toute sa lucidité et sa vigilance pour identifier à temps, afin de pouvoir les combattre, les mouvements de pensée qui peuvent à l'occasion de circonstances imprévisibles conduire à l'une ou l'autre tyrannie.

Une communauté scientifique unie par des travaux communs, de publications et des concertations périodiques faciliterait l'émergence des grands chercheurs et une autorité régionale dans tous les domaines de la création et de la production scientifique.

II.3. RESEAU DOCUMENTAIRE INTERNATIONAL DE LA REGION DES GRANDS LACS.

La création d'un réseau documentaire régional constitue un atout majeur pour aider les capacités actuelles et potentielles à disposer des informations sur les pays de la région des grands lacs et alimenter les réflexions visant à prévenir les tensions et réduire l'impact des faux rumeurs. La mise en place de ce bureau dans le cadre général de l'organisation de l'Université du Burundi permettra aux chercheurs-universitaires de se ressourcer auprès de ce réseau pour accumuler les informations pertinentes afin de dégager des réflexions fondées sur des données fiables. Il apparaît donc primordial pour le bureau du réseau documentaire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer de la crédibilité des informations recueillies et à les communiquer aux niveaux régional et international. Le rôle que devra jouer ce bureau pour garantir l'objectivité, l'impartialité et la clairvoyance de l'information est très important et très délicat, la paix dans la région devant être l'objectif final du réseau documentaire international des régions des grands lacs. Pareils mécanismes d'information peuvent autoriser le réseau documentaire de se considérer et d'être apprécié par les partenaires de la région et d'ailleurs comme un cadre de concertation régional approprié pouvant contribuer à la réinstauration de la paix et préparer un avenir meilleur pour les pays de la région en proie à la crise.

³ Maurice KANTO, L'urgence de la pensée : Réflexions sur une précondition du développement en Afrique : Edition MANDARA, Yaoundé, 1985, p.175

L'impact du Réseau documentaire sur les concertation et les négociations est également une évidence dès lors que les protagonistes peuvent disposer des instruments de travail qui correspondent aux réalités.

Des travaux de recherche puisant leurs éléments d'analyse dans les documents et autres variétés d'informations produits par le Réseau documentaire régional peuvent apporter la lumière dans les séances de concertation et de négociations en cours ou à venir.

Le Réseau documentaire régional doit par conséquent s'investir dans la communication pour rendre un produit fini permettant de mieux maîtriser les problèmes d'aujourd'hui et de demain.

Sur une avancée technologique, la communication par le Réseau documentaire régional va contrebalancer et réduire l'utilisation de la rumeur véhiculée par les journaux des différentes tendances politiciennes qui sont obsédés par les querelles partisans et ethniques.

CONCLUSION.

La mise en route d'un système de communication aussi perfectionné agissant sous la supervision des personnes ressources oeuvrant au sein de l'Université offre des possibilités de faire disparaître le venin de la haine que les médias et la presse avaient incrusté dans la conscience collective d'un grand nombre d'habitants de la sous-région des Grands Lacs. S'il est vrai que pour sortir de cet engrenage infernal dans lequel se sont enfoncés les pays de cette sous-région, la première des interventions est de parler vrai, nous estimons également indispensable la vigilance de la part des gestionnaires du réseau pour éviter les dérapages qui peuvent se glisser dans les informations, les moyens humains et matériels ainsi que l'organisation interne du réseau doivent répondre aux exigences d'une gestion qui vise à atteindre impérativement les résultats recherchés.

L'AVENIR DE L'ECRIT DANS LE PROCESSUS DE PAIX

Juvénal NGORWANUBUSA
Doyen FLSH-UB.

INTRODUCTION

Lors de l'ouverture du présent colloque, le Ministre de la Communication paraphrasant Gérard GENETTE, disait que parler le dernier revenait à gratter un palimpseste sans cesse regratté. Telle risque d'être ma situation pour laquelle j'implore d'emblée l'indulgence des collègues.

Car, Mesdames, Messieurs, on sait, pour ne pas être obligé de le répéter, que le document est un "objet" qui fournit un renseignement ou une information. C'est le support matériel du savoir et la mémoire de l'humanité¹.

Le but d'un document reste essentiellement et étymologiquement celui d'enseigner (docere), d'illustrer, d'apporter une preuve ou un témoignage, de faire la publicité, de "populariser" pour ne pas dire de "vulgariser", d'établir les droits d'une personne ou d'une collectivité si ce n'est simplement de divertir.

La nature des documents conduit à introduire une distinction fondamentale entre documents textuels et documents non textuels.

Cependant, il existe une tendance à la hiérarchisation qui magnifie à outrance les documents textuels, se présentant sous forme d'un texte écrit destiné à être lu, et qui marginalise les documents non textuels destinés à être vus, entendus, manipulés.

La sentence était déjà tombée du temps des Latins : "Verba volant, scripta manent" disaient-ils et les chinois leur ont fait directement écho en s'offrant un proverbe qui dit à peu près que "l'encre la plus pâle est préférable à la parole la plus forte".

Même le terme "information", pour lequel nous privilégions la notion de "mise au courant", exprime au premier chef, et là encore l'étymologie l'atteste, l'idée de "mise en forme" (informare). L'information sera alors, selon Fernand TERROU "Toute publication, sous une forme appropriée d'éléments de connaissances (faits) ou de jugements (commentaires, opinions) à l'aide de mots, de sons ou d'images, et d'une façon générale, de tous signes accessibles au public.

Nous connaissons tellement de pommes de discorde dans notre région qu'il n'est pas nécessaire d'en ajouter une qui opposerait les oralistes aux inconditionnels de l'écrit exclusif. Ce colloque a d'ailleurs déjà définitivement réconcilié l'écrit et l'oral, dès lors que même les traditions orales survivent grâce à l'écriture, qui n'est en définitive que "de la parole couchée sur le papier" selon le mot d'A.Hampaté Bâ.

¹ Claire GUINCHAT et Michel MENO : Sciences et Techniques de l'Information et de la Documentation ; Introduction générale, Paris, les Presses de l'UNESCO, 1981, p.33.

Mais quels sont donc, dès lors que nous sommes occupés par la région des Grands-Lacs, ces signes accessibles au- public majoritaire ?²
Il s'agit, à n'en pas douter, du langage parlé, sculpté, tambouriné, véhiculé par le plus vieux et le plus sage qui tirait son autorité du consensus social contesté par personne et qui transmettait sélectivement ses vecteurs de connaissances.

Le code social africain, du point de vue juridique, était fondé sur le droit coutumier et du point de vue économique, faisait appel à une notion peut-être fluide et peu quantifiable : la solidarité.

Et puis le temps de l'écrit vint pour fixer, je ne suis pas de ceux qui disent « fossiliser » la tradition orale mais avec nouveaux codes. L'écriture fut d'emblée étroitement mêlée à l'exercice du pouvoir politique et économique oubliant les codes internes de la coutume et de la solidarité et renforçant les codes extérieurs.

Alors que la parole avait un dépositaire connu et opérait un choix dans la livraison de l'information, l'écrit peut désormais s'exprimer par des tracts et inonder l'opinion de fiel et de venin.

L'AVENIR DE L'ECRIT

Quel devrait donc être l'avenir de l'écrit dans ces conditions ? Il serait aujourd'hui vain de crier haro sur le baudet-écriture, puisque non seulement elle fait partie de décor familial, mais elle est devenue une sorte d'inconscient collectif. Selon Paul DAKEYO, « La foi et la loi ne sont-elles pas écrites et inscrites dans la conscience de tout individu? »³. Au lieu d'occulter la parole originelle, elle devrait nous aider à la transmettre aux générations futures, à condition, disait Germain SORGHO, « qu'elle soit nôtre esclave et non notre maître »⁴.

Ce n'est peut-être pas en termes d'esclavage qu'il convient d'aborder la question de l'écriture, mais plutôt en termes d'appropriation de cette écriture, la « civiliser » pour qu'elle favorise le maintien et le développement des codes intérieurs en matière de communication.

Certains de ces codes peuvent être perçus par d'aucuns comme des éléments de non-communication, mais ils ont maintenu un certain équilibre social.

NOUS SOMMES LES HOMMES DU SECRET

Traditionnellement, les peuples de la région des Grands-Lacs et plus spécialement au Burundi que je connais le mieux, sont une société du secret, de la parole oblique, de la protection de la vie privée.

Il est généralement mal vu qu'un homme distingué, dévoile tout ce qu'il sait, sans qu'on le lui demande et même si on le lui demande, déballe ses informations sur la voie publique, sans s'enquérir de l'issue finale, de l'utilisation que l'on en fera, d'où une série de contes et de proverbes fustigeant cette propension à la divulgation (Kwibaraguza) et appelant à la

² Fernand TERROU, L'Information, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Que sais-je ? n° 1000, 5^e édition, 1979, p.7.

³ Paul DAKEYO : dans « La tradition orale, source de littérature contemporaine en Afrique » Institut Culturel Africain-Lomé, Les nouvelles Editions Africaines, 1984, p.88.

⁴ Germain SORGHO : Idem, p.75.

circonspection. « Avuga ico Umwami atamutumye » ou « il raconte des choses que le Roi ne lui a pas autorisées de dire ».

La parole oblique que F.M.RODEGEM nomme abusivement un mensonge, considéré, selon lui, « comme un des beaux arts » n'est qu'une manière d'amortir le choc de la vérité crue, car ici comme ailleurs, toute vérité n'est pas bonne à dire, surtout lorsqu'elle peut porter atteinte à l'harmonie sociale. Le système d'information traditionnelle évitait autant que faire se peut, le « direct à l'estomac » et même pour annoncer à un plaignant qu'il avait perdu un procès, les Bashingantahe ne lui disaient jamais « vous avez perdu » mais plutôt, « l'autre a mieux plaidé que vous » !

La retenue est également requise à des fins de protection de la vie privée. Un enfant n'est pas par exemple autorisé à divulguer à ses camarades, la composition du plat auquel il a mangé chez ses parents. Cela ne les concerne pas et c'est strictement familial. D'autres tabous sont également observés et transparaissent dans des interdits qui consistent à faire comprendre aux enfants qu'en cas de violation de tel ou tel secret, ils seront transformés en tel ou tel animal.

Bref, une civilisation du secret, qui, non seulement punit les bavards, mais encore fait prendre conscience du fait qu'il y a des questions qu'il n'est pas de bon ton de poser. Même le Roi s'informerait sur votre famille, jamais sur ce que vous aurez mangé la veille comme le dit si bien un proverbe Kirundi.

Tout cet environnement culturel a même influencé la notion moderne du secret professionnel dans les services publics. Il suffit pour s'en convaincre de voir avec quelle exagération est souvent interprétée cette notion dans nos administrations. Le fait de demander à connaître le procès-verbal d'une réunion, la référence d'une lettre, suscite une méfiance et une réticence spontanée de la part de votre interlocuteur.

LES ECRITS DE LA CRISE.

Je pose comme postulat que si certains documents ont causé tant de ravages dans notre région, c'est en grande partie parce que nous nous sommes écartés des codes de conduite inhérents à nos populations.

Ainsi, alors que la crédibilité d'une information était fonction de l'autorité de l'informateur, le tract cet écrit sui generis à auteur anonyme a fait irruption dans les mœurs politiques depuis les années 1960 à des fins de propagande, puis de destruction.

Avant le déclenchement des différentes crises qui ont secoué nos pays, des tracts d'une violence rare sont déversés dans les populations pour inciter à la mort et au génocide sous des prétextes divers et les faibles d'esprit se cachent derrière cet anonymat pour commettre l'innombrable.

Le respect de l'autorité qui était une valeur sacrée même en cas de divergences de vues, a été bafoué, certains jeunes trouvant un point d'honneur à l'invective et considérant comme une prise de liberté que de vilipender l'autorité et l'autre ethnie.

La presse s'est inféodée aux idéologies, elles-mêmes ethniquement marquées.

QUELS ECRITS POUR DEMAIN

Il m'a semblé au cours des échanges dans le cadre de ce colloque que les collègues s'opposent au principe même d'écarter certains documents et d'en adopter d'autres, de séparer la paille d'avec le grain. Ils laissent à d'autres le rôle d'orientateurs de la population. Mais qui doit donc orienter les orientateurs si ce n'est l'universitaire.

Je suis d'avis pour ma part que l'écrit de demain devra volontairement et résolument prendre le parti de corriger les errements du passé. Et il est du devoir des pouvoirs publics, des confessions religieuses et de l'ensemble de la société civile d'impulser une nouvelle dynamique de l'écrit fondé sur les valeurs évoquées tout à l'heure comme la retenue, la sélection des informations qu'il ne convient pas de jeter en pâture à une masse influençable à merci, à travers une presse diversifiée et responsable, des programmes d'enseignement africanisés et dans une école citoyenne, une plus large diffusion de textes culturels, administratifs et culturels en langues locales.

UNE PRESSE DIVERSIFIEE ET RESPONSABLE

Une fois n'est pas coutume ; je prendrai sous ce rapport l'exemple de la Belgique, alors puissance tutélaire dans l'orientation et le développement de la presse écrite au Ruanda-Urundi à la veille de l'Indépendance.

Dans le Rapport de l'Administration belge du Ruanda-Urundi pour l'année 1961, présenté aux Chambres par le Ministre du Rwanda-Urundi, il est dit que la publication des journaux et des périodiques est soumise à l'Approbation du Résident Général. Le Rapport croit bon de le justifier : « C'est en ordre principal, une mesure de protection des autochtones contre des individus peu scrupuleux qui recueilleraient des subsides, participations et abonnements et disparaîtraient ensuite avec les fonds ».

Mais c'est surtout le deuxième argument qui semble primer, à savoir que c'était « une mesure de sauvegarde contre certaines propagandes néfastes à l'ordre public et par voie de conséquence à l'évolution progressive de la population ».

Il est inutile de signaler ici que ce sont plutôt les publications favorables à l'évolution progressive de la population dans le cadre de l'Indépendance retrouvée, qui étaient frappées d'interdiction, mais le fait de mettre des balises et des gardes-fou à l'agrément des publications de presse n'a pas empêché que se développe une presse diversifiée, encouragée concurremment par la Résidence Générale et l'Eglise catholique.

Le tableau qui suit est éclairant à cet égard.

TITRES	PROPRIETAIRES	LANGUES	PERIODICITE	TIRAGES
Agisiyo Catholica	Archevêché de Kabgayi	Kinyarwanda	6 fois l'an	1.800
Amakuru y-Uburundi	Gouv. du Ruanda-Urundi	Kirundi	Mensuel	80.000
Bibi wa Sasa	Presses Lavigerie	Kiswahili	Mensuel	5.000
Bulletin officiel du Rwanda-Urundi	Résidence Générale	Français	Bimensuel	800
Burakeye	Alliance des missions protestantes	Kirundi	Mensuel	2.600
La Chronique Congolaise	Mme Y.DEVOS-Usumbura	Français	Hebdomadaire	1.500
Cor unum	Archêché de Kabgayi	Français	Indéterminé	250
Dépêche du Rwanda-Urundi	M.J.STERCKX-Usumbura	Français	Hebdomadaire	1.000
L'ECHO familial	Ass. des Anciens séminaristes burundais	Français	Mensuel	300
Hobe	Archevêché de kabgayi	Kinyarwanda	Mensuel	18.750
Hodi	Presses Lavigerie-Usumbura	Kiswahili	Bimensuel	15.000
Ibiyobora	Soc. belge des missions protestantes	Kinyarwanda	Indéterminé	600
Intumwa	Archevêché Gitega	Kirundi	Mensuel	3.500
Jeunesse africaine	Presses Lavigerie, Usumbura	Français	6 fois l'an	4.000
Invaho	Résidence générale	Kinyarwanda	Bimensuel	40.000
Kinyamateka	Archevêché de Kabgayi	Kinyarwanda	Bimensuel	8.000
Kindugu	Presses Lavigerie, Usumbura	Kiswahili	Mensuel	25.000
Kurera	Archevêché de Kabgayi	Kinyarwanda	Mensuel	3.500
Ndogozi	Presses Lavigerie, Usumbura	Kirundi	Mensuel	15.000
Rudipresse	Résidence générale	Français	Hebdomataire	3.800
Servir	Groupe scolaire d'Astrida	Français	Bimensuel	900
Temps nouveaux d'Afrique	Presses Lavigerie, usumbura	Français	Hebdomadaire	5.000

Les journaux et les périodes imprimés et diffusés dans le Territoire⁵.

E.LABOULAYE, cité par VERPRAET disait : Comptez les journaux d'un peuple, vous aurez son rang dans l'échelle des civilisations⁶.

Si nous devons faire nôtre conclusion, le Rwanda et le Burundi des années 60 avaient un rang plus enviable que celui d'aujourd'hui.

Sur les 22 titres recensés, les titres privilégiant la polémique n'y sont pas admis, tandis que l'Eglise, censé véhiculer des leçons édifiantes de morale prenait une part active dans la promotion de la presse écrite. Les Archevêchés de Kabgayi et de Gitega ainsi que les Presses

⁵ Rapport de l'Administration Belge du Rwanda-Urundi, Pendant l'année 1961, p.161, Bruxelles, Imprimerie Fr. Van Muysewinkel, 23-27 rue d'Anethan Musée Royal d'Afrique Central de Tervuren.

⁶ Hubert TARDIEU, Dominique NANCI, Daniel PASCO : Conception d'un Système d'Information, Préface de Jean-Louis Le Moigne, Paris, Edition d'Organisation, Gaëtan Editeurs, 1979.

Lavigerie d'Usumbura étaient propriétaires de pas moins de 12 journaux et périodiques (Agisiyo Catholica, Bibi wa Sasa, Cor unum, Hobe, Hodi, Intumwa, Jeunesse Africaine, Kinyamateka, Ndongezi, Temps Nouveaux d'Afrique etc).

Ce sont les journaux et périodiques en langues nationales qui avaient un plus grand tirage. Ainsi le Mensuel « Amakuru y-Uburundi » édité par le Gouvernement du Rwanda-Urundi tirait à 80.000 exemplaires et « Imvaho » à 40.000 exemplaires. Kinyamateka édité par l'Archevêché de Kabgayi tirait 8.000 exemplaires et Ndongezi à 15.000 exemplaires. Aujourd'hui, la radio occupe tout le terrain alors qu'en bonne règle la radio vous dit ce qui s'est passé et le journal vous dit pourquoi.

Nous observons un mouvement rétrograde de désinformation, plus au Burundi qu'au Rwanda il faut le dire, exception faite des périodes de crises qui connaissent une profusion de media de la haine.

La presse de demain devra donc tourner le dos à la propagande néfaste à l'ordre public et à « l'évolution progressive de la population » et véhiculera un message de réarmement moral et de développement comme le journal « Ejo » le bien nommé puisqu'il veut dire « Demain », qui est diffusé à Ruyigi à l'intention des populations.

Mais on oublie souvent que le journal coûte cher pour des populations dont la priorité est davantage la satisfaction des besoins essentiels.

Au-delà des problèmes d'acheminement des journaux dus au paysage et au climat politique tourmenté, il ne faut pas perdre de vue le problème du coût de l'imprimé. Qu'advierait-il par exemple si « Ejo » était vendu ?

PROGRAMMES SCOLAIRES ET UNE ECOLE CITOYENNE

Lorsque l'on voit les horreurs causées par les élèves et les étudiants depuis les années 60 dans notre région, on est en droit de s'intéresser sur ce qui leur est offert dans leurs programmes d'enseignement et même de penser qu'il s'agit de l'échec du système éducatif lui-même.

Certains diront qu'il n'y a rien qui dans le cursus scolaire de la région soit de nature à prêcher la haine et la guerre ethniques en ajoutant que le phénomène des « intellectuels qui tuent » n'est pas l'apanage de la région des Grands-Lacs et que l'idéologie nazie a été élaborée par des « intellectuels ».

L'école elle-même forme-t-elle à la paix. Quels messages véhiculent les manuels scolaires. Je n'irai pas jusqu'à dire de prohiber la Fontaine qui pourrait être compris comme valorisant positivement le loup au détriment de l'agneau, le renard au détriment de corbeau, mais les manuels scolaires de demain devraient chaque fois offrir des modèles de justice et de paix aux élèves. Un manuel d'Histoire, de Langue nationale ou de civisme qui ferait sien par exemple la stratification féodale du Moyen Age européen, donnant les Tutsi comme étant les privilégiés, ne risque-t-il pas de créer chez les élèves Hutu le complexe d'avoir toujours été écartés du pouvoir, dans des pays où du Roi au dernier des Batwa, les peuples de la région des Grands Lacs vivaient dans des huttes en paille ?

Mais au-delà des programmes scolaires, un manuel de code de conduite devrait être distribué aux élèves pour leur apprendre la tolérance, le respect des supérieurs, le savoir faire, le savoir-dire etc.

RELECTURE DES ECRITS SUR LA REGION DES GRANDS LACS

Plus généralement, les universitaires devraient entreprendre une relecture systématique des écrits sur leur région pour se prémunir contre l'utilisation qui pourrait en être faite. Trop de clichés, poncifs, stéréotypes et raccourcis pseudo-scientifiques ont été répandus sur la région comme autant de mines antipersonnelles qu'il sera difficile de déminer les esprits. Il en est de l'origine supposée des ethnies, de leur aspect physique, de leurs spécialités, de leur moralité.

Je ne citerai que l'exemple du P.Rodegem qui dans son Anthologie rundi déclare tout net que les Tutsi ont envahi le Burundi, « en provenance d'Asie Occidentale, de l'Egypte ou de l'Ethiopie aux siècles récents du XVIIème et du XVIIIème siècle pour soumettre les Hutu ».

Tout universitaire comprend la grossièreté de cette hypothèse lorsque l'on connaît le degré d'intégration de toutes les composantes ethniques de la région parlant la même langue, ayant la même culture, croyant au même Dieu Imana. Il est en tout état de cause, difficile de comprendre que le suzerain perde en un temps record sa langue pour adopter la langue du serf alors qu'en bonne règle la domination commence par l'imposition de la langue.

Pourtant, cette thèse du Tutsi envahisseur est répandue à telle enseigne que Léon MUGESERA, un des plus grands théoriciens du génocide au Rwanda appelait de tous ses vœux que l'on renvoie les Tutsi en Egypte par le chemin le plus court à savoir la Nyabarongo, à l'état de cadavres. Au Burundi la Ruvubu était invoquée dans les mêmes termes.

DOCUMENTATION ADMINISTRATIVE EN KIRUNDI

On a beau dire que nul n'est censé ignorer la loi . Pour donner l'exemple du Burundi, malgré quelques initiatives timides de traduire les textes de lois et de divers règlements en Kirundi, nombreux sont les textes pourtant importants dans la compréhension du conflit burundais qui restent la chasse gardée d'une élite, c'est-à-dire du peu de lettrés que nous comptons au Burundi. On a eu droit à la traduction en Kirundi de la Charte de l'Unité Nationale, mais pas du Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la question nationale qui lui a donné naissance et qui touche du doigt les différentes contradictions internes dans le Burundi post-colonial. Le Gouvernement omet soigneusement de traduire en Kirundi le Rapport International d'Enquête sur le Burundi publié par les Nations Unies en 1996 qui a prouvé l'existence du génocide des Tutsi au Burundi. La « popularisation » d'un tel rapport pourrait promouvoir l'idéal du « plus jamais ça » ; Mais comment cela pourrait-il être autrement lorsque même certains universitaires ont peur des vérités contenues dans ce rapport.

CONCLUSION

En conclusion je dirais comme d'autres pour dire que la liberté académique doit être garantie à tous les niveaux, et qu'aucune raison ne peut être invoquée pour cacher certains documents à des chercheurs ; Serait-on tenté de le faire ? Les moyens modernes de communication eux ne sont pas sélectifs.

Mais je reste convaincu que toutes les informations ne doivent pas être jetées en pâture à la population qui risque de les avaler sans les mâcher.

C'est là qu'un travail de canalisation, d'orientation, de diffusion à un moindre coût devrait être entrepris par les pouvoirs publics et les collectivités locales.

Juvénal NGORWANUBUSA

Doyen de la Faculté des Lettres
Et Sciences Humaines.-

**RUMEURS DE PAIX
SOCIETE EN CONVALESCENCE ET LIBERTE D'INFORMATION**

Par le Professeur Déo RUHAMANYI Bisimwa

MOT DE CLOTURE

Excellences Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Conseil de Fondation du Réseau,
Monsieur le Recteur de Université Hôte du Burundi,
Messieurs les Recteurs des Universités et Chers Collègues,
Messieurs les Chefs des Délégations,
Distingués Invités,
Mesdames et Messieurs,

Nous l'avons souvent entendu : « Ici sur terre, les bonnes choses ne durent pas ».

Nous voici arrivés au terme de nos réflexions sur le thème « Rumeurs de Paix, Sociétés en convalescence et liberté d'information ».

Comme l'a mentionné un participant, un tel titre n'était rien d'autre qu'une provocation. En effet, alors que dans un contexte bien précis tel celui vécu toutes ces dernières années dans notre Région, la « Rumeur » s'emploie à susciter, à attiser la haine et provoquer les affrontements et la guerre, les organisateurs du Colloque ont voulu l'envisager autrement. En outre, au regard des massacres, des guerres répétitives et de la multiplication des foyers de tensions dans la Région des Grands Lacs, alors que l'on pourrait légitimement conclure que nos sociétés sont moribondes, en coma, comme l'a exprimé un autre participant, les organisateurs du Colloque les ont voulues plutôt convalescentes : signe manifeste d'optimisme et d'espoir qui nous rassure - et nous en avons absolument besoin - qu'il y a vraiment encore lieu d'espérer. Tout n'est pas perdu, tant s'en faut.

Notre colloque a en effet tenu à trancher avec le pessimisme ambiant, car il y a bel et bien des raisons de penser toujours un avenir de paix dans cette région. Des signes avant coureurs de cette aspiration à la paix abondent. Le resserrement des liens entre les Universités de la Région n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Contre l'ethnocentrisme totalitaire qui ruine nos sociétés, les Universités et les Universitaires de la région et d'ailleurs se mobilisent, avec beaucoup de détermination, aujourd'hui plus qu'hier, pour conjurer le sort. Nous refusons, Mesdames et Messieurs, d'écrire le livre de l'apocalypse de la région des Grands Lacs. Nous sommes cependant conscients que la région est traversée par de nombreuses tensions et contradictions. Nous

pensons néanmoins que ces tensions et contradictions qu'aliment et perpétuent les rumeurs peuvent bien être dépassés, notamment en mettant à la disposition des décideurs politiques et des chercheurs une information non manipulée. C'est à cela que notre Colloque a réfléchi trois jours durant en essayant d'être le plus objectif et le plus pratique possible.

Nous serions ingrats de clore ces assises sans renouveler nos remerciements les plus sincères au Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains. Cette première réunion du Réseau en terre africaine est un appel auquel nous nous empresserons de répondre. Nous sommes invités manifestement à nous approprier les nouvelles technologies de la communication pour rompre avec l'isolement et l'enclavement dans lesquels nous retiennent les frontières des Etats qui, comme l'a fait pertinemment remarquer un troisième participant, sont devenues de véritables barrières intellectuelles.

L'utilisation des nouvelles technologies de la communication constitue manifestement une voie vers le désenclavement économique et social des pays de la Région.

C'est avec une particulière satisfaction que nous accueillons donc l'ouverture du Bureau du Réseau à Bujumbura, avec en perspective sa ramification et son rayonnement vers les autres universités de la Région.

Nous sommes également sensibles et particulièrement reconnaissants aux différents projets que l'AUF-UREF entend réaliser ou bénéficier des Universités et Universitaires de la Région. Notre souhait est de voir se développer des synergies entre ses interventions et celles de Bureau du Réseau.

Nous saisissons bien entendu aussi l'occasion pour dire, au nom des toutes les Universités ici représentées, nos plus sincères amitiés à l'Université du Burundi et à son Recteur, le Professeur Gilbert MIDENDE. Son savoir-faire, son esprit d'initiative, son dynamisme et son énorme capacité de travail ainsi que son extraordinaire sens des relations sociales ont sans aucun doute largement contribué à l'installation de ces différents Bureaux à Bujumbura au sein de l'Université dont il assume merveilleusement la haute direction au bénéfice des autres universités sœurs de la Région.. Nous voulons les assurer que leur souci de développer une coopération universitaire au niveau de la région est aussi le nôtre. Nous nous associons par conséquent au souhait exprimé par Monsieur Georges CHARRIERE de voir l'Université du Burundi devenir une plate-forme d'échanges, un lieu privilégié de rencontre pour la reconstruction de la paix dans la région.

Nous formulons ce souhait, Excellences Messieurs les Ministres, car il nous est apparu dans le Chef du Gouvernement burundais, une volonté politique ferme de soutenir les ambitions de l'Université du Burundi et partant de toutes les Universités de la Région

Aux participants à ce Colloque également, nous adressons toutes nos félicitations. Un travail remarquable a été réalisé en très peu de temps. Le sens pratique qui vous a caractérisés tout au long de ces assises a laissé simplement admiratif le théologien que nous sommes. Vous ne vous en doutiez peut-être pas, mais sachez bien qu'en cela vous vous êtes bien révélés « enfants de la lumière » au sens évangélique du mot. Peut-être qu'enfin s'annonce dans la

région une nouvelle génération d'universitaires soucieux non seulement des connaissances théoriques mais également de réalisations pratiques, tout cela sous-tendu naturellement par l'Éthique. C'est de cette façon là, je puis vous l'assurer, que nous construirons la Paix dans la Région des Grands Lacs et cela pour les siècles des siècles.

Dans quelques instants, les lampillons vont s'éteindre sur ce Colloque organisé sur le thème : « Rumeurs de Paix, Sociétés en convalescence et liberté d'information » organisé par le Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs Africains, l'Université du Burundi, sous le patronage du Ministère de la Communication, avec la soutien financier de la Coopération suisse et de la Coopération française.

Nous allons donc remettre bientôt la clé de notre chambre à la réception de cet hôtel qui a très convenablement hébergés pendant ces quelques jours et reprendre le chemin de retour chacun vers lieu habituel de résidence.

Mais ce sera pour allumer aussitôt d'autres lampions autour cette fois du sapin ou, si vous voulez, pour beaucoup d'entre nous, de la crèche de Noël.

C'est, à mon sens, infiniment heureux que nos assises aient eu lieu à quelques jours de la célébration de cette belle fête qui invite les habitants de toute la planète - et donc aussi ceux de notre belle Région des Grands Lacs africains - à s'inscrire profondément dans un grand projet universel de paix.

En cette circonstance bien privilégiée, je ne peux m'empêcher de formuler un souhait qui jaillit - croyez-moi - du plus profond de mon coeur : que l'Etoile de Noël illumine l'esprit de tous les habitants de cette Région, qu'elle inonde de sa lumière l'esprit et le coeur de chacun de nous ici réunis et qu'elle nous conduise irrévocablement sur la route de la Paix.

Dans ces sentiments, je ne sens heureux de vous adresser d'ores et déjà, à toutes et à tous, au nom des Organismes de ce Colloque, nos tout meilleurs souhaits de Noël et de Nouvel An 1999.

Excellences, Mesdames, Messieurs, nous vous remercions pour votre attention.

Fait à Bujumbura, le 10/12/1998

Professeur Déo RUHAMANYI BISIMWA
Université Catholique de Bukavu